

**Art. 45.** L'article 21 du même arrêté est abrogé.

**Art. 46.** L'arrêté royal du 24 mars 2009 est abrogé.

CHAPITRE 10. — *Dispositions finales*

**Art. 47.** L'article 46 entre en vigueur le 7 mai 2025.

**Art. 48.** Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,  
P. DE SUTTER

**Art. 45.** Artikel 21 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

**Art. 46.** Het koninklijk besluit van 24 maart 2009 wordt opgeheven.

HOOFDSTUK 10. — *Slotbepalingen*

**Art. 47.** Artikel 46 treedt in werking op 7 mei 2025.

**Art. 48.** De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
P. DE SUTTER

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,  
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2021/22605]

28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal concernant  
l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz

RAPPORT AU ROI

Sire,

**Généralité**

Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande de fréquences 694-790 MHz, également appelée "bande 700 MHz".

A l'instar de la bande 800 MHz, cette bande de fréquences constitue une partie de ce qu'on appelle le dividende numérique. Suite au passage de la télévision analogique à la télévision numérique, un nombre bien plus grand de programmes TV peut être planifié dans le même spectre. Pour une offre qui reste identique, une bande considérable est ainsi libérée; celle-ci constitue un "dividende".

La bande 700 MHz fait partie de la bande 470-862 MHz qui a fait l'objet en 2006 d'une planification pour la télévision numérique par une conférence régionale de planification de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Suite aux décisions des Conférences mondiales des radiocommunications de 2012 et 2015, la bande 700 MHz a été désignée, en Europe, comme future bande pour la fourniture de services de communications électroniques à haut débit sans fil.

La planification stratégique et l'harmonisation de l'utilisation du spectre au niveau de l'Union devraient renforcer le marché intérieur des services et équipements de communications électroniques sans fil ainsi que les autres politiques de l'Union nécessitant l'utilisation du spectre, en créant de nouvelles opportunités dans le domaine de l'innovation et de la création d'emplois et en contribuant, en même temps, à la reprise économique et à l'intégration sociale dans l'ensemble de l'Union, tout en respectant l'importante valeur sociale, culturelle et économique du spectre.

Le présent arrêté contribue à atteindre le but de 1200 MHz de radiofréquences pour le haut débit sans fil, ce qui est un des principaux objectifs de la décision 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR).

Dans sa stratégie pour le marché unique numérique, la Commission souligne l'importance de la bande 700 MHz pour assurer la fourniture de services à haut débit en zone rurale.

Au niveau de l'Union européenne, il convient de citer les deux décisions suivantes:

- décision d'exécution 2016/687/UE de la Commission du 28 avril 2016 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 694-790 MHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil et pour un régime souple d'utilisation nationale dans l'Union;

- décision 899/2017/UE du Parlement européen et du Conseil du 17 mai 2017 sur l'utilisation de la bande de fréquences 470-790 MHz dans l'Union.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,  
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2021/22605]

28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit  
betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

**Algemeen**

Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de frequentieband 694-790 MHz, de zogenaamde '700 MHz-band'.

Net zoals de 800 MHz-band, maakt deze frequentieband deel uit van het zogenoemde digitale dividend. Door de overgang van analoge televisie naar digitale televisie kan een veel groter aantal tv-programma's gepland worden in hetzelfde spectrum. Zo wordt, voor een aanbod dat identiek blijft, een aanzienlijke band vrijgemaakt; deze vormt een "dividend".

De 700 MHz-band maakt deel uit van de 470-862 MHz-band die in 2006 werd ingepland voor digitale televisie door een regionale planningsconferentie van de Internationale Telecommunicatie Unie (ITU). Naar aanleiding van de besluiten van de wereldradioconferenties van 2012 en 2015 werd de 700 MHz-band in Europa aangeduid als toekomstige band voor de verstrekking van draadloze elektronische breedbandcommunicatiediensten.

De strategische planning en de harmonisering van het spectrumgebruik op het niveau van de Unie zouden de interne markt van draadloze elektronische-communicatiediensten en -apparatuur moeten versterken alsook de andere beleidslijnen van de Unie waarvoor spectrum moet worden gebruikt, door nieuwe opportuniteiten te creëren op het vlak van innovatie en werkgelegenheid en door tegelijk bij te dragen tot het economisch herstel en de sociale integratie in de hele Unie, met inachtneming van de belangrijke sociale, culturele en economische waarde van het spectrum.

Dit besluit draagt bij tot het verwezenlijken van het doel van 1200 MHz aan radiofrequenties voor draadloze breedband, wat een van de voornaamste doelstellingen is van Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (PPSR).

In haar strategie voor de digitale eengemaakte markt, benadrukt de Commissie het belang van de 700 MHz-band om de verstrekking van breedbanddiensten in landelijke gebieden te garanderen.

Op het niveau van de Europese Unie dienen de volgende twee besluiten te worden geciteerd:

- uitvoeringsbesluit (EU) 2016/687 van de Commissie van 28 april 2016 betreffende de harmonisering van de frequentieband 694-790 MHz voor terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen en voor flexibel nationaal gebruik in de Unie;

- besluit 899/2017/EU van het Europees Parlement en de Raad van 17 mei 2017 betreffende het gebruik van de 470-790 MHz-band in de Unie.

En vertu de l'article premier de la décision 899/2017/UE, les États membres doivent autoriser, au plus tard le 30 juin 2020, l'utilisation de la bande 700 MHz par des systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil, dans les conditions techniques harmonisées fixées par la décision 2016/687/UE.

Le spectre visé dans le présent arrêté sera utilisé pour des réseaux mobiles publics. Pour ces réseaux, il est absolument nécessaire d'assurer la qualité technique des communications ou du service. Pour y parvenir, il faut assurer un niveau de protection élevé contre les brouillages préjudiciables. Le seul régime d'autorisation approprié est donc l'octroi de droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique. Il faut noter qu'aucun Etat membre de l'Union européenne n'a mis en place un régime d'autorisations générales pour ce spectre.

L'IBPT a également fait appel à un consultant externe pour étudier, entre autres, la problématique de la bande 700 MHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport "*Study regarding the value of spectrum for mobile public systems*" du 31 décembre 2015. Le rapport d'Analysys Mason comprend des recommandations concernant les mécanismes d'attribution, les conditions d'utilisation et la valeur du spectre, pour les différentes bandes de fréquences utilisées pour les services mobiles publics. Ce rapport a été publié sur le site Internet de l'IBPT.

L'attribution des droits d'utilisation aux opérateurs peut se faire de différentes manières. Les principaux mécanismes d'attribution sont la mise aux enchères, la soumission comparative, le principe "premier arrivé, premier servi" ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).

Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.

La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 700 MHz.

Il faut noter que l'IBPT peut décider d'organiser simultanément cette procédure d'attribution et d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux. A l'exception de la procédure prévue dans l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz (voir article 15), les procédures restent autonomes, les règles d'activité pour une procédure sont indépendantes des règles d'activité pour les autres procédures, et le nombre de tours peut évidemment être différent d'une procédure à l'autre.

Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:

- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces ;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique ;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre de la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible ;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques ;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire ;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.

Les principaux objectifs poursuivis par le chapitre 9 sont des objectifs d'intérêt général en organisant et en utilisant le spectre radioélectrique à des fins d'ordre public, de sécurité publique et de défense, ainsi qu'en imposant les conditions nécessaires pour un réseau de base pour les communications large bande des services de secours et de sécurité.

À des fins de radiocommunications pour la sécurité et la protection du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe (PPDR), les dispositions de ce chapitre prévoient :

- l'itinérance nationale PPDR que chaque opérateur 700 MHz doit fournir via ASTRID aux services de secours et de sécurité ;

Krachtens het eerste artikel van besluit 899/2017/EU moeten de lidstaten, uiterlijk op 30 juni 2020, het gebruik van de 700 MHz-band door terrestrische systemen die draadloze breedbanddiensten voor elektronische communicatie kunnen verschaffen toestaan in geharmoniseerde technische voorwaarden zoals vastgelegd in besluit 2016/687/EU.

Het in dit besluit beoogde spectrum zal gebruikt worden voor de openbare mobiele netwerken. Voor deze netwerken moet de technische kwaliteit van de communicatie of van de dienst absoluut gegarandeerd zijn. Daartoe moet gezorgd worden voor een hoog beveiligingsniveau tegen schadelijke storingen. Het enige gepaste vergunningsstelsel bestaat dus in de toekenning van individuele gebruiksrechten voor het radiospectrum. Er dient te worden opgemerkt dat geen enkele lidstaat van de Europese Unie een stelsel van algemene vergunningen heeft ingevoerd voor dit spectrum.

Het BIPT heeft ook een beroep gedaan op een externe consultant om, onder andere, de kwestie van de 700 MHz-band te bekijken. Deze studie werd verwezenlijkt door Analysys Mason en heeft geleid tot het verslag "*Study regarding the value of spectrum for mobile public systems*" van 31 december 2015. Het verslag van Analysys Mason omvat aanbevelingen over de mechanismen voor toewijzing, de gebruiksvoorwaarden en de spectrumwaarde, voor de verschillende frequentiebanden gebruikt voor de openbare mobiele diensten. Dit verslag werd gepubliceerd op de website van het BIPT.

De toewijzing van de gebruiksrechten aan de operatoren kan op verschillende manieren gebeuren. De voornaamste toewijzingsmechanismen zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving, het principe "*first come, first served*" of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).

Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.

Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band.

Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure tegelijk te organiseren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten. Uitgezonderd de procedure waarin het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz (zie artikel 15) voorziet, blijven de procedures autonoom, staan de activiteitsregels voor de ene procedure los van de activiteitsregels voor de andere procedures en kan het aantal rondes natuurlijk verschillen van de ene tot de andere procedure.

De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:

- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.

De voornaamste doelstellingen nagestreefd door hoofdstuk 9 zijn doelstellingen van algemeen belang door het radiospectrum voor doeleinden van openbare orde, openbare veiligheid en defensie te organiseren en te gebruiken en de noodzakelijke voorwaarden op te leggen ten behoeve van een basisnetwerk voor breedbandcommunicatie voor de hulp- en veiligheidsdiensten.

Ten behoeve van de radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR) wordt volgens de bepalingen van dit hoofdstuk voorzien in:

- nationale PPDR-roaming die elke 700 MHz-operator via ASTRID aan de hulp- en veiligheidsdiensten moet bieden;

- des mesures spécifiques PPDR à la disposition des services de secours et de sécurité via ASTRID qui peuvent être imposées contre rémunération à un opérateur 700 MHz qui doit proposer l'itinérance nationale ;

- une consommation rémunérée de voix, SMS et données qu'un opérateur 700 MHz peut facturer aux services de secours et de sécurité via ASTRID.

L'avis du Conseil d'État a été pris en compte.

En ce qui concerne la référence à l'avis de l'IBPT dans le préambule, seul l'avis le plus récent est mentionné étant donné qu'il remplace en fait le précédent.

Le 26 mai 2021, le Comité de concertation n'avait pas encore donné son accord concernant le projet de texte.

#### Commentaire article par article

##### Article 1<sup>er</sup>

Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.

Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que ceux qui sont utilisés pour l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisation pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération (ci-après "l'arrêté royal 3G"), l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz (ci-après "l'arrêté royal 2,6 GHz") et l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz (ci-après "l'arrêté royal 800 MHz").

Une distinction est faite entre l'itinérance PPDR et les mesures spécifiques PPDR. L'itinérance PPDR nécessite uniquement la mise en œuvre de systèmes standardisés par l'opérateur mobile public. La mise en œuvre des mesures spécifiques PPDR répondra par contre à des exigences particulières en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe. Étant donné les coûts plus élevés y afférents, l'on ne s'attend pas à ce que qu'un accord soit conclu avec tous les opérateurs publics mobiles concernant ces mesures spécifiques PPDR.

Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.

##### Article 2

Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après "loi du 13 juin 2005").

##### Article 3

Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.

Les droits d'utilisation accordés initialement aux opérateurs 2G (sur base de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM, ci-après "l'arrêté royal GSM" et sur base de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ci-après "l'arrêté royal DCS") et les droits d'utilisation accordés pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) étaient accordés pour une période de 15 ans. Les droits d'utilisation accordés aux opérateurs 3G (sur base de l'arrêté royal 3G) et les droits d'utilisation accordés pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) étaient par contre accordés pour une période de 20 ans.

Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre 15 et 20 ans.

Les opérateurs sont favorables à des durées de validité plus longues afin d'avoir de la prédictibilité sur l'évolution à long terme de leurs activités.

Le présent arrêté prévoit une période initiale de 20 ans, renouvelable par périodes de 5 ans. Une durée de 20 ans est en effet suffisante pour assurer un retour sur investissement pour les opérateurs.

##### Article 4

Le paragraphe 1<sup>er</sup> stipule la subdivision en blocs de la bande 700 MHz.

La bande 700 MHz, d'une capacité totale de 30 MHz duplex, est divisée en six blocs de 5 MHz duplex.

- bijzondere PPDR-maatregelen waarover de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID kunnen beschikken en die tegen vergoeding kunnen opgelegd worden aan een 700 MHz-operator die nationale roaming moet aanbieden;

- betaald spraak-, sms- en dataverbruik die een 700 MHz-operator aan de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID kan aanrekenen.

Er werd rekening gehouden met het advies van de Raad van State.

Wat betreft de verwijzing naar het advies van het BIPT in de aanhef wordt enkel het meest recente advies vermeld aangezien dat in feite de vorige vervangt.

Op 26 mei 2021 gaf het Overlegcomité nog niet zijn akkoord over de ontwerptekst.

#### Artikelsgewijze bespreking

##### Artikel 1

Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.

De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt voor het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie (hierna "het 3G-koninklijk besluit"), het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz (hierna "het 2,6 GHz-koninklijk besluit") en het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz (hierna "het 800 MHz-koninklijk besluit").

Er wordt een onderscheid gemaakt tussen PPDR-roaming en bijzondere PPDR-maatregelen. PPDR-roaming vereist enkel de implementatie van gestandaardiseerde systemen door de openbare mobiele operator. De implementatie van de bijzondere PPDR-maatregelen daarentegen zal bijzondere eisen invullen op het vlak van radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding. Gezien de hogere kost die hieraan verbonden is wordt verwacht dat er niet met alle openbare mobiele operatoren een akkoord afgesloten zal worden voor deze bijzondere PPDR-maatregelen.

De overige definities behoeven geen commentaar.

##### Artikel 2

De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "wet van 13 juni 2005").

##### Artikel 3

De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.

De initieel aan de 2G-operatoren toegewezen gebruiksrechten (krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten, hierna "het GSM-koninklijk besluit", en krachtens het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten, hierna "het DCS-koninklijk besluit") en de gebruiksrechten toegewezen voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) waren geldig voor een periode van 15 jaar. De gebruiksrechten toegekend aan de 3G-operatoren (krachtens het 3G-koninklijk besluit) en de gebruiksrechten toegekend voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) waren daarentegen toegekend voor een periode van 20 jaar.

In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen 15 en 20 jaar.

De operatoren zijn voorstander van langere geldigheidstermijnen om de voorspelbaarheid van de ontwikkeling van hun activiteiten op lange termijn te vergroten.

Dit besluit voorziet in een initiële periode van 20 jaar, telkens verlengbaar met periodes van 5 jaar. Een duur van 20 jaar volstaat inderdaad om een goed rendement te garanderen voor de operatoren.

##### Artikel 4

Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 700 MHz-band.

De 700 MHz-band, met een totale capaciteit van 30 MHz duplex, is onderverdeeld in zes blokken van 5 MHz duplex.

La bande 700 MHz sera a priori utilisée pour la technologie LTE. Les canaux LTE ont une largeur de 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz ou 20 MHz. Les largeurs de canal de 1,4 MHz ou 3 MHz ne permettent pas d'offrir des débits très élevés et sont en général pas ou peu utilisées.

La subdivision en blocs de 5 MHz est donc tout à fait appropriée. En effet on peut utiliser :

- un bloc pour une largeur de canal de 5 MHz ;
- deux blocs pour une largeur de canal de 10 MHz.

Le paragraphe 2 stipule quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les stations de base et quelle sous-bande de fréquences est utilisée à l'émission pour les terminaux.

Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.

Le choix d'un "spectrum cap" pour la bande 700 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la bande 700 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.

Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après directive "Code des communications électroniques européen"). L'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en oeuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

#### Article 5

Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 700 MHz (voir l'article 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.

#### Article 6

En vertu de l'article 13, 3° de la loi du 13 juin 2005, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.

#### Article 7

Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.

Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005.

Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la loi du 13 juin 2005.

Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.

Jusqu'à présent, il existait deux types de redevances annuelles :

- la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation, visant uniquement à financer les activités de l'IBPT se rapportant à la gestion des droits d'utilisation ;
- la redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences était due pour tous les droits d'utilisation, tandis que la redevance annuelle de gestion des droits d'utilisation n'était due que pour certains droits d'utilisation.

Un seul type de redevance annuelle a été conservé, visant à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.

De 700 MHz-band zal a priori worden gebruikt door de LTE-technologie. De LTE-kanalen hebben een bandbreedte van 1,4 MHz, 3 MHz, 5 MHz, 10 MHz, 15 MHz of 20 MHz. De kanaalbreedtes van 1,4 MHz of van 3 MHz kunnen geen erg hoge snelheden bieden en worden doorgaans weinig of niet gebruikt.

De onderverdeling in blokken van 5 MHz is dus helemaal gepast. Men kan immers het volgende gebruiken:

- een blok voor een kanaalbreedte van 5 MHz;
- twee blokken voor een kanaalbreedte van 10 MHz.

Paragraaf 2 bepaalt welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en welke subfrequentieband wordt gebruikt voor het uitzenden door de eindtoestellen.

Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.

De keuze van een "spectrum cap" voor de 700 MHz-band is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 700 MHz-band en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.

De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie"). De aan het BIPT verleende machtiging moet ten uitvoer gebracht worden om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen.

#### Artikel 5

De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 700 MHz-operator (zie artikel 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.

#### Artikel 6

Krachtens artikel 13, 3°, van de wet van 13 juni 2005 is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.

#### Artikel 7

De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.

De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005.

De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de wet van 13 juni 2005.

De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.

Tot op heden bestonden er twee soorten van jaarlijkse rechten:

- de jaarlijkse rechten voor het beheer van de gebruiksrechten, met als enige doel de activiteiten van het BIPT die verband houden met het beheer van de gebruiksrechten te financieren;
- de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties waren verschuldigd voor alle gebruiksrechten, terwijl de jaarlijkse rechten voor beheer van de gebruiksrechten enkel voor bepaalde gebruiksrechten verschuldigd waren.

Een enkel type van jaarlijkse rechten werd behouden, met het oog op het financieren van de activiteiten van het BIPT en om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

La redevance annuelle s'élève à 91.200 euros par MHz. Ce montant est identique au montant des redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).

Il faut noter que le montant des redevances annuelles a été pris en compte par Analysys Mason pour calculer la valeur du spectre pour les différentes bandes de fréquences. Le montant des redevances uniques (article 30, § 1<sup>er</sup>/1 de la LCE) a été fixé sur base du rapport d'Analysys Mason susmentionné.

Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Indépendamment du nombre de stations de base, les radiofréquences sont effectivement mises à disposition et ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur. Etablir un lien entre la redevance et les stations de base pourrait conduire les opérateurs à ne pas déployer leur réseau et à thésauriser les fréquences sans les utiliser, ce qui doit être évité. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radio-électrique.

Jusqu'à présent, les redevances annuelles pour la mise à disposition des fréquences étaient dues uniquement pour les fréquences mises en service. Ce type de disposition favorise la thésaurisation du spectre et conduit à une exploitation non optimale des radiofréquences.

Pour les mêmes raisons, le présent arrêté royal prévoit donc que les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits sont effectivement mises à disposition de l'opérateur concerné. Celui-ci peut les utiliser et elles ne peuvent plus être utilisées par tiers.

Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les 3 premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué au Portugal et en Hongrie.

#### Article 8

La bande de radiodiffusion UHF (470-862 MHz) a été utilisée pendant plusieurs dizaines d'années pour la télévision analogique hertzienne. Vu les évolutions technologiques, la télévision analogique hertzienne a été remplacée par la télévision numérique hertzienne ou terrestre (TNT). En 2006, l'UIT a établi un plan pour la télévision numérique terrestre en bande UHF, pour l'Europe et l'Afrique.

Différentes décisions, tant au niveau européen qu'au niveau de l'UIT, ont conduit à l'identification de la bande 700 MHz pour des services à large bande sans fil.

La bande 700 MHz étant identifiée pour des services à large bande sans fil, elle n'est plus utilisable pour la télévision numérique terrestre. Un nombre limité d'émetteurs de télévision numérique terrestres utilisent des canaux de la bande 700 MHz. Ces émetteurs devront faire l'objet d'un changement de canal avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.

L'article 8 prévoit le mécanisme de dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés. Il y a lieu de noter que ces frais de dédommagement seront imputés sur le montant de la redevance unique.

#### Article 9

L'article 9 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.

#### Article 10

L'article 10 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.

#### Article 11

L'article 18, § 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, de la loi du 13 juin 2005 prévoit que les conditions d'obtention et d'exercice de radiofréquences, utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, peuvent aussi porter sur "(...) les exigences de couverture et de qualité".

Het jaarlijkse recht bedraagt 91.200 euro per MHz. Dat bedrag is gelijk aan het bedrag van de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).

Er dient te worden opgemerkt dat Analysys Mason rekening heeft gehouden met het bedrag van de jaarlijkse rechten om de waarde van het spectrum voor de verschillende frequentiebanden te berekenen. Het bedrag van de enige heffingen (artikel 30, § 1/1, van de WEC) werd vastgelegd op basis van het voormelde verslag van Analysys Mason.

Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Los van het aantal basisstations, worden de radiofrequenties daadwerkelijk ter beschikking gesteld en kunnen ze niet langer gebruikt worden door een andere gebruiker. Een verband leggen tussen de rechten en de basisstations zou operatoren ertoe kunnen leiden hun netwerk niet uit te rollen en de frequenties te hamsteren zonder ze te gebruiken, wat vermeden moet worden. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.

Tot op heden waren de jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties enkel verschuldigd voor de frequenties die in gebruik werden genomen. Dit soort van bepaling bevordert het hamsteren van spectrum en leidt tot een niet-optimale uitbating van de radiofrequenties.

Om dezelfde redenen bepaalt dit koninklijk besluit dus dat de jaarlijkse rechten verschuldigd zijn van zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Want zodra de gebruiksrechten zijn toegekend worden de radiofrequenties in verband met deze rechten daadwerkelijk ter beschikking gesteld van de betrokken operator. Deze mag ze gebruiken en ze mogen niet langer door derden gebruikt worden.

Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de 3 eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds in Portugal en Hongarije toegepast.

#### Artikel 8

De UHF-omroepband (470-862 MHz) is gedurende tientallen jaren gebruikt voor analoge uitgestraalde televisie. Gelet op de technologische ontwikkelingen is analoge televisie via de ether vervangen door digitale televisie via de ether of terrestrische digitale televisie (DVB-T). In 2006 heeft de ITU een plan opgesteld voor terrestrische digitale tv in de UHF-band, voor Europa en Afrika.

Verschillende besluiten, zowel op Europees niveau als op niveau van de ITU, hebben geleid tot de identificatie van de 700 MHz-band voor draadloze breedbanddiensten.

Omdat de frequentieband 700 MHz geïdentificeerd is voor draadloze breedbanddiensten kan die niet meer worden gebruikt voor terrestrische digitale televisie. Een beperkt aantal zenders voor terrestrische digitale televisie maakt gebruik van kanalen van de 700 MHz-band. Deze zenders zullen van kanaal moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.

Artikel 8 voorziet in een vergoedingsmechanisme voor de betrokken omroepnetwerkoperatoren. Er dient te worden opgemerkt dat deze vergoedingskosten zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing.

#### Artikel 9

Artikel 9 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.

#### Artikel 10

Artikel 10 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.

#### Artikel 11

Artikel 18, § 1, 1<sup>o</sup>, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en hanteren van radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden ook betrekking kunnen hebben op "(...) de dekkingsvereisten en kwaliteitseisen".

L'article 18 de la loi du 13 juin 2005 est la transposition de la partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 relative à l'autorisation des réseaux et services de communications électroniques. La partie B de l'annexe à la directive 2002/20/CE a depuis été remplacée par la partie D de l'annexe I au Code des communications électroniques européen, dont le point 1 est désormais libellé comme suit :

*"1. Obligation de fournir un service (...), y compris, le cas échéant, des exigences de couverture et de qualité de service".*

A l'instar de la bande 800 MHz, la bande 700 MHz représente la solution optimale pour la couverture de zones étendues par des services à large bande sans fil. Des obligations de couverture liées aux droits d'utilisation pour la bande 700 MHz peuvent contribuer à la réalisation d'un objectif de couverture de la Belgique pour les services de transmissions de données à large bande mobiles.

L'article 3 de la décision 899/2017/UE prévoit que les Etats membres doivent prendre en considération la nécessité d'atteindre les objectifs en matière de vitesse et de qualité fixés à l'article 6, paragraphe 1, de la décision no 243/2012/UE.

Pour la bande 800 MHz, le débit de 3 Mbit/s avait été imposé (sur base de l'arrêté royal 800 MHz) parce qu'il était supérieur à ce que pouvaient réaliser les réseaux 3G réels, tout en restant un objectif prudent compte tenu des annonces faites par les opérateurs et les équipementiers. Le niveau maximal de couverture à atteindre est de 99,8% de la population.

Le débit exigé des autorisations dépend de la quantité de spectre acquise dans la bande 700 MHz :

- 6 Mbit/s si l'opérateur détient 10 MHz duplex ;
- 5 Mbit/s si l'opérateur détient moins de 10 MHz duplex.

La vitesse minimale imposée s'élève à 6 Mbps si l'opérateur détient 10 MHz duplex à 700 MHz et a des droits d'utilisation dans la bande 800 MHz. On part en effet du principe que les titulaires d'autorisation peuvent également utiliser les droits d'utilisation pour la bande de fréquences 800 MHz pour répondre à cette obligation.

Les trois opérateurs mobiles existants disposent tous de fréquences dans les bandes 800 MHz, 900 MHz, 1800 MHz, 2 GHz et 2,6 GHz. Ces opérateurs disposent tous d'un réseau 3G utilisant les bandes 900 MHz et 2 GHz, et d'un réseau 4G utilisant les bandes 800 MHz et 1800 MHz.

Les trois opérateurs mobiles existants possèdent donc un avantage en termes de couverture du territoire. En effet, les obligations de couverture sont déjà en partie atteintes. Par conséquent le calendrier de déploiement est moins rapide pour les opérateurs qui ne sont pas des opérateurs mobiles existants.

Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les opérateurs mobiles existants :

- 70% de la population après 1 an ;
- 99,5% de la population après 2 ans ;
- 99,8% de la population après 6 ans.

Le calendrier de déploiement, pour les obligations de couverture, est le suivant pour les nouveaux entrants:

- 30% de la population après 3 ans;
- 70% de la population après 6 ans;
- 99,8% de la population après 8 ans.

Les paragraphes 4 et 5 définissent plus précisément ce qu'on entend par couverture. Il faut noter que les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure, visées dans le paragraphe 5, sont éminemment techniques et ne supposent pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Il n'y a donc pas d'objections à confier à l'IBPT le soin de les fixer. Vu leur technicité, il est en effet le mieux placé pour le faire.

Lorsque certaines zones géographiques sont déjà couvertes par un opérateur avec le débit minimum grâce à d'autres bandes de fréquences que la bande 700 MHz, il n'y a aucun intérêt à imposer à l'opérateur de couvrir ces zones géographiques également avec la bande 700 MHz. Le paragraphe 6 permet donc de considérer que les obligations de couvertures liées à la bande 700 MHz sont respectées grâce à toutes les bandes de fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation.

Artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 is de omzetting van deel B van de bijlage bij Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten. Deel B van de bijlage van Richtlijn 2002/20/EG werd sindsdien vervangen door deel D van bijlage I van het Europees wetboek voor elektronische communicatie, waarvan punt 1 voortaan als volgt luidt:

*"1. Verplichting een dienst aan te bieden (...), met inbegrip van, in voorkomend geval, de vereisten inzake dekking en kwaliteit van dienstverlening."*

Niet zoals de 800 MHz-band biedt de 700 MHz-band de optimale oplossing voor de dekking van grote gebieden door draadloze breedbanddiensten. Dekkingsverplichtingen die verbonden zijn aan de gebruiksrechten voor de 700 MHz-band kunnen bijdragen tot de verwezenlijking van een doelstelling voor de dekking van heel België voor de datatransmissiediensten via mobiele breedband.

Artikel 3 van het besluit 899/2017/EU bepaalt dat de lidstaten rekening houden met de noodzaak om de snelheids- en kwaliteitsdoelstellingen van artikel 6, lid 1, van Besluit nr. 243/2012/EU te halen.

Voor de 800 MHz-band werd een snelheid van 3 Mbit/s opgelegd (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit) omdat die hoger ligt dan wat de werkelijke 3G-netwerken kunnen verwezenlijken. Toch blijft het een voorzichtige doelstelling, rekening houdend met de aankondigingen van de operatoren en de fabrikanten. Het maximale te bereiken dekkingsniveau bedraagt 99,8% van de bevolking.

De verplichte snelheid van de vergunningen hangt af van de spectrumhoeveelheid verworven in de 700 MHz-band:

- 6 Mbit/s indien de operator 10 MHz duplex bezit;
- 5 Mbit/s indien de operator minder dan 10 MHz duplex bezit.

De opgelegde minimale snelheid bedraagt 6 Mbit/s indien de operator 10 MHz duplex bezit op 700 MHz en gebruiksrechten heeft in de 800 MHz-band. Er wordt immers uitgegaan van het feit dat de vergunningshouders de gebruiksrechten voor de frequentieband op 800 MHz ook kunnen inzetten voor het voldoen van deze verplichting.

De drie bestaande mobiele operatoren beschikken allemaal over frequenties in de 800 MHz-, 900 MHz-, 1800 MHz-, 2 GHz- en 2,6 GHz-banden. Deze operatoren beschikken allemaal over een 3G-netwerk dat de 900 MHz- en 2 GHz-banden gebruikt, en over een 4G-netwerk dat de 800 MHz- en 1800 MHz-banden gebruikt.

De drie bestaande mobiele operatoren hebben dus elk een voordeel in termen van dekking van het grondgebied. De dekkingsverplichtingen zijn immers reeds deels vervuld. Bijgevolg is het uitrolschema minder snel voor de operatoren die geen bestaande mobiele operatoren zijn.

Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de bestaande mobiele operatoren:

- 70% van de bevolking na 1 jaar;
- 99,5% van de bevolking na 2 jaar;
- 99,8% van de bevolking na 6 jaar.

Het uitrolschema voor de dekkingsverplichtingen is als volgt voor de nieuwkomers:

- 30% van de bevolking na 3 jaar;
- 70% van de bevolking na 6 jaar;
- 99,8% van de bevolking na 8 jaar.

Paragraaf 4 en 5 verduidelijken het concept 'dekking'. Er dient te worden opgemerkt dat de praktische methodes en exacte procedures voor metingen, bedoeld in paragraaf 5, buitengewoon technisch zijn en geen uitoefening veronderstellen van een daadwerkelijke beoordelingsbevoegdheid waarbij opportuniteitskeuzes moeten gemaakt worden. Er zijn dus geen bezwaren om de zorg voor het vastleggen van die activiteitsregels aan het BIPT toe te vertrouwen. Gezien de techniciteit van deze regels is het BIPT inderdaad het best geplaatst om dit te doen.

Wanneer bepaalde geografische gebieden reeds worden gedekt door een operator met de minimumsnelheid dankzij andere frequentiebanden dan de 700 MHz-band, dan wint men er niets bij om de operator te verplichten om ook die geografische gebieden te dekken met de 700 MHz-band. Op grond van paragraaf 6 kan worden geoordeeld dat de dekkingsverplichtingen in verband met de 700 MHz-band worden vervuld via alle frequentiebanden waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt.

**Article 12**

Dans le cadre de la mise aux enchères des nouvelles autorisations mobiles, une obligation est prévue pour la couverture des chemins de fer. Il s'agit d'une couverture à l'extérieur du train au long d'un nombre de lignes importantes.

Fournir une bonne connexion Internet dans les trains permettra d'accroître l'attractivité du train comme moyen de transport.

Le réseau GSM-R qui est déployé par Infrabel, est utilisé par les trains circulant sur les lignes ferroviaires belges. Si on impose à un opérateur des mesures pour protéger le réseau GSM-R, il devient plus compliqué pour cet opérateur de couvrir les lignes ferroviaires et donc de respecter l'obligation de couverture des chemins de fer.

Comme pour les obligations de couverture de la population (article 11), les trois opérateurs mobiles existants possèdent donc un avantage en termes de couverture du territoire. En effet, les obligations de couverture sont déjà en partie atteintes. Par conséquent le délai imposé est moins rapide pour les opérateurs qui ne sont pas des opérateurs mobiles existants.

Il faut noter que les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure, visées dans le paragraphe 6, sont éminemment techniques et ne supposent pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Il n'y a donc pas d'objections à confier à l'IBPT le soin de les fixer. Vu leur technicité, il est en effet le mieux placé pour le faire.

**Article 13**

Une obligation d'offrir l'itinérance nationale à un nouvel entrant vise à limiter les désavantages structurels auxquels ce nouvel entrant se heurte, au regard des opérateurs existants, étant donné qu'il ne dispose pas d'un réseau propre pour la radiocommunication mobile. L'itinérance nationale a donc pour but de donner accès, pendant une période transitoire, à un réseau étendu à l'opérateur qui n'a pas encore pu développer son propre réseau.

Afin d'éviter qu'un contrat relatif à l'itinérance nationale ne puisse être conclu dans le cadre de négociations commerciales, il peut être nécessaire, après avoir constaté l'impasse des négociations commerciales, d'imposer l'itinérance nationale pendant une période transitoire.

L'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale choisit avec quel opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale il veut négocier l'itinérance nationale.

On estime que Voyacom (opérateur 2,6 GHz) se heurte également, dans une moindre mesure, à des désavantages structurels par rapport aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group). En effet, les opérateurs mobiles existants disposent déjà de fréquences et de réseaux dans la bande 900 MHz (bande optimale pour la couverture en GSM/EDGE et UMTS/HSPA) et dans la bande 800 MHz (bande optimale pour la couverture LTE).

Les dispositions relatives à l'itinérance nationale constituent un système équilibré qui stimule la concurrence. De plus, la rentabilité limitée du tarif retail minus à payer par l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale sera également un stimulant pour qu'il développe son propre réseau.

L'article 13 met en œuvre les dispositions de l'article 51, § 2, alinéa 2, de la loi du 13 juin 2005.

L'IBPT peut imposer l'obligation aux opérateurs mobiles existants (Proximus, Orange Belgium et Telenet Group) qui sont également opérateurs 700 MHz d'offrir l'itinérance nationale aux opérateurs 700 MHz qui ne sont pas opérateurs mobiles existants. Les notions d'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et d'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale sont définies à l'article 1<sup>er</sup>.

Afin d'éviter que des opérateurs mobiles existants ne se soustraient à cette obligation par le biais d'une structuration du véhicule qui va garantir l'exploitation des droits d'utilisation, cette obligation est étendue au groupe de contrôle auquel appartient l'opérateur mobile existant, y compris les consortiums.

L'article 13 prévoit également que ce droit à l'itinérance nationale ne vaut pas pour les zones géographiques où l'opérateur 700 MHz qui a droit à l'itinérance nationale a déjà développé son propre réseau.

**Artikel 12**

In het kader van de veiling van de nieuwe mobiele licenties wordt een verplichting voorzien voor de dekking van de spoorwegen. Het betreft een dekking buiten langsheen een aantal belangrijke spoorlijnen.

Het aanbieden van een goede internetverbinding in de treinen zal helpen om de aantrekkelijkheid van de trein als vervoersmiddel te verhogen.

Het door Infrabel uitgerolde GSM-R-netwerk wordt gebruikt in de treinen die rijden op de Belgische spoorlijnen. Indien aan een operator maatregelen worden opgelegd ter bescherming van het GSM-R-netwerk, wordt het moeilijker voor die operator om de spoorlijnen te dekken en dus de dekkingsverplichting voor de spoorwegen na te komen.

Net als voor de verplichtingen inzake dekking van de bevolking (artikel 11), hebben de drie bestaande mobiele operatoren dus elk een voordeel in termen van dekking van het grondgebied. De dekkingsverplichtingen zijn immers reeds deels vervuld. Bijgevolg is de opgelegde termijn minder snel voor de operatoren die geen bestaande mobiele operatoren zijn.

Er dient te worden opgemerkt dat de praktische methodes en exacte procedures voor metingen, bedoeld in paragraaf 6, buitengewoon technisch zijn en geen uitoefening veronderstellen van een daadwerkelijke beoordelingsbevoegdheid waarbij opportuïteitskeuzes moeten gemaakt worden. Er zijn dus geen bezwaren om de zorg voor het vastleggen van die activiteitsregels aan het BIPT toe te vertrouwen. Gezien de techniciteit van deze regels is het BIPT inderdaad het best geplaatst om dit te doen.

**Artikel 13**

Een verplichting om nationale roaming aan te bieden aan een nieuwkomer op de markt heeft als doel de structurele nadelen te beperken waarmee deze nieuwkomer geconfronteerd wordt ten opzichte van bestaande operatoren omdat hij niet over een eigen netwerk beschikt voor mobiele radiocommunicatie. Nationale roaming heeft dus tot doel om tijdens een overgangperiode toegang te verlenen tot een uitgebreid netwerk aan operatoren die nog geen eigen netwerk hebben kunnen ontwikkelen.

Om te vermijden dat een overeenkomst van nationale roaming niet kan worden afgesloten in het kader van commerciële onderhandelingen, kan het nodig zijn, nadat er een impasse vastgesteld werd in de commerciële onderhandelingen, om nationale roaming op te leggen gedurende een overgangperiode.

De operator die recht heeft op nationale roaming kiest met welke operator die nationale roaming moet aanbieden, hij wenst te onderhandelen over die nationale roaming.

Het is aannemelijk dat Voyacom (2,6 GHz-operator) ook, al zij het in mindere mate, geconfronteerd wordt met structurele nadelen ten opzichte van de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group). De bestaande mobiele operatoren beschikken namelijk al over frequenties en netwerken in de 900 MHz-band (optimale band voor dekking met GSM/EDGE en UMTS/HSPA) en in de 800 MHz-band (beste band voor LTE-dekking).

De bepalingen met betrekking tot nationale roaming vormen een evenwichtig systeem dat de concurrentie bevordert. Daarenboven zal de beperkte winstgevendheid van het retail-minustarief dat operatoren die recht hebben op nationale roaming betalen, hen er ook toe aanzetten om een eigen netwerk uit te bouwen.

Artikel 13 geeft uitvoering aan de bepalingen van artikel 51, § 2, tweede lid, van de wet van 13 juni 2005.

Het BIPT kan de bestaande mobiele operatoren (Proximus, Orange Belgium en Telenet Group), die ook 700 MHz-operator zijn, verplichten om nationale roaming aan te bieden aan de 700 MHz-operatoren die geen bestaande mobiele operator zijn. De begrippen 'operator die recht heeft op nationale roaming' en 'operator die nationale roaming moet aanbieden' worden gedefinieerd in artikel 1.

Teneinde te vermijden dat bestaande mobiele operatoren zich aan deze verplichting zouden onttrekken via een structurering van het vehikel dat de exploitatie van de gebruiksrechten zal garanderen, wordt deze verplichting uitgebreid tot de controlegroep waartoe de bestaande mobiele operator behoort, met inbegrip van consortia.

Artikel 13 bepaalt ook dat het recht op nationale roaming niet geldt in die geografische gebieden waar de 700 MHz-operator die recht heeft op nationale roaming al een eigen netwerk heeft uitgebouwd.

L'obligation d'itinérance nationale concerne tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi. Cela inclut les services 2G, 3G, 4G et 5G.

Le caractère transitoire de l'itinérance nationale est aussi exprimé par la stipulation que toute intervention de l'IBPT dans le cadre de l'itinérance nationale expire huit ans après le début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Ainsi, l'itinérance nationale ne peut jamais constituer une alternative structurelle au développement d'un réseau propre ; chaque opérateur 700 MHz demeure sous l'obligation d'un tel développement. Après huit ans, le niveau de couverture de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale doit être d'au moins 99,8%.

#### Article 14

L'organisation des communications critiques des services de secours et de sécurité belges est une mission de service public qui, en tant que service non économique d'intérêt général, a été confiée via la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité à la SA de droit public créée spécialement à cet effet, A.S.T.R.I.D. (ci-après « ASTRID »).

Actuellement, ces communications sont assurées au moyen d'un réseau électronique spécialement conçu à cet effet qui opère selon la norme TETRA dans la bande de fréquences 380-400 MHz.

À long terme, les besoins des services de secours et de sécurité en matière d'applications critiques pour le trafic vocal, de données et vidéo évolueront vers des communications large bande mobiles pour les communications dites « Mission Critical », ce qui requiert la mise sur pied de nouveaux réseaux large bande.

Cette mission de service public implique que les possibilités de communications offertes par ASTRID à ses utilisateurs doivent être fournies dans un environnement présentant une couverture, robustesse, sécurité et disponibilité des communications de voix, de données et de vidéo la plus large possible.

La décision n° 243/2012/UE du Parlement européen et du Conseil établissant un programme pluriannuel en matière de politique du spectre radioélectrique (PPSR) établit que la Commission, en collaboration avec les États membres, veille à assurer la mise à disposition en suffisance du spectre, dans des conditions harmonisées, pour soutenir le développement de services liés à la sécurité et la libre circulation des équipements qui y sont associés ainsi que le développement de solutions interopérables innovantes dans le domaine de la sécurité et de la protection du public, de la protection civile et des secours en cas de catastrophe (PPDR).

Le rapport CEPT ECC 218 analyse trois modèles d'implémentation différents pour cette infrastructure de réseau. Le modèle d'implémentation avec une infrastructure de réseau hybride combine les avantages d'une infrastructure de réseau spécifique entièrement propre à ceux d'un modèle commercial et évite les inconvénients respectifs. Le réseau pour les communications à large bande pour les services de secours et de sécurité qu'ASTRID doit développer, gérer et exploiter, en exécution de la mission légale de service public qui lui a été confiée, peut donc prendre la forme d'un réseau hybride.

Un total de 8 MHz duplex, adjacents aux 30 MHz duplex qui font l'objet du présent arrêté, a été identifié au niveau européen pour des solutions de protection et de sécurité du public, de protection civile et de secours en cas de catastrophe (PPDR). Ces fréquences permettront à ASTRID de déployer son propre réseau d'accès radioélectrique spécifique en guise de complément ou d'alternative au réseau d'accès radioélectrique d'un ou de plusieurs opérateurs mobiles publics. Il convient toutefois de remarquer que l'assignation de ces fréquences par l'IBPT à ASTRID ne fait pas l'objet du présent arrêté. Le but n'est pas qu'ASTRID déploie un réseau complet qui couvre tout le pays avec ses propres stations de base.

Pour la couverture radio et la capacité de son réseau large bande, ASTRID peut utiliser le réseau d'accès radioélectrique d'un ou de plusieurs opérateurs mobiles publics, à condition que leur réseau satisfasse aux conditions spécifiques nécessaires en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et d'autres éléments nécessaires aux communications PPDR.

Le 3GPP (3rd Generation Partnership Project) a développé des fonctions spécifiques en soutien des communications radio pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe (PPDR) :

- MCPTT (Mission Critical Push to Talk) ;
- MCVideo (Mission Critical Video) ;
- MCDData (Mission Critical Data).

De verplichting tot nationale roaming heeft betrekking op alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet. Dit omvat de 2G-, 3G-, 4G- en 5G-diensten.

Het overgangskarakter van de nationale roaming blijkt eveneens uit de bepaling dat iedere tussenkomst van het BIPT inzake nationale roaming afloopt acht jaar na het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Op die manier kan nationale roaming nooit een structureel alternatief vormen voor het uitbouwen van een eigen netwerk; alle 700 MHz-operatoren moeten dus verplicht een eigen netwerk uitbouwen. Na acht jaar moet de dekkingsgraad van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 99,8% bedragen.

#### Artikel 14

De organisatie van de kritieke communicatie van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten is een taak van openbare dienst die als niet-economische dienst van algemeen belang bij wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten werd opgedragen aan de hiervoor speciaal opgerichte NV van publiek recht, A.S.T.R.I.D. (hierna "ASTRID").

Momenteel wordt deze communicatie verzekerd door middel van een speciaal hiervoor tot stand gebracht elektronisch netwerk dat volgens de TETRA-norm in de frequentieband 380-400 MHz opereert.

Op lange termijn zullen de noden van de hulp- en veiligheidsdiensten inzake kritieke toepassingen voor spraak-, gegevens- en video-verkeer evolueren naar mobiele breedband-communicatie voor "Mission Critical communicatie", hetgeen het opzetten van nieuwe breedbandnetwerken vereist.

Deze taak van openbare dienst houdt in dat de door ASTRID aan zijn gebruikers aangeboden communicatiemogelijkheden verstrekt dienen te worden in een omgeving, met een zo ruim mogelijke dekking, robuustheid, veiligheid en beschikbaarheid van het spraak-, gegevens- en video-verkeer.

Besluit nr. 243/2012/EU van het Europees Parlement en de Raad tot vaststelling van een meerjarenprogramma voor het radiospectrumbeleid (PPSR) schrijft voor dat de Commissie, in samenwerking met de lidstaten, tracht er voor te zorgen dat voldoende spectrum beschikbaar wordt gesteld voor de ontwikkeling van veiligheidsdiensten en het vrije verkeer van daaraan gerelateerde apparatuur, alsmede voor de ontwikkeling van innoverende interoperabele oplossingen voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR).

Het CEPT ECC rapport 218 onderzoekt drie verschillende implementatiemodellen voor deze netwerkinfrastructuur. Het implementatiemodel met een hybride netwerkinfrastructuur combineert de voordelen van een volledig eigen specifieke netwerkinfrastructuur met deze van een commercieel model en vermijdt de respectievelijke nadelen. Het door ASTRID, in uitvoering van de hem wettelijk opgedragen taak van openbare dienst, te ontwikkelen, beheer en exploiteren netwerk voor breedbandcommunicatie voor de hulp- en veiligheidsdiensten kan dus de vorm aannemen van een hybride netwerk.

Op Europees niveau is een totaal van 8 MHz duplex, grenzend aan de 30 MHz duplex waarover dit besluit gaat, geïdentificeerd voor oplossingen voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR). Deze frequenties zullen ASTRID in staat stellen om zijn eigen specifiek radiotoegangsnetwerk uit te rollen ter aanvulling of als alternatief voor het radiotoegangsnetwerk van één of meerdere openbare mobiele operatoren. Er moet echter worden opgemerkt dat de toewijzing van die frequenties door het BIPT, aan ASTRID niet het voorwerp van dit besluit uitmaakt. Het is niet de bedoeling dat ASTRID met eigen basisstations een volledig netwerk uitbouwt dat het volledige land zal dekken.

ASTRID kan voor de radiodekking en capaciteit van zijn breedbandnetwerk, het radiotoegangsnetwerk van één of meer openbare mobiele operatoren gebruiken, op voorwaarde dat hun netwerk voldoet aan de noodzakelijke specifieke voorwaarden inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en noodzakelijke andere elementen voor PPDR-communicatie.

Het 3GPP (3rd Generation Partnership Project) heeft specifieke functies ontwikkeld ter ondersteuning van radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding (PPDR):

- MCPTT (Mission Critical Push to Talk);
- MCVideo (Mission Critical Video);
- MCDData (Mission Critical Data).



De plus, le 3GPP a développé une série de mécanismes pour soutenir la priorité et la préemption des communications et de l'échange de données :

- QCI (QoS Class Identifiers) ;
- ARP (Allocation and Retention Priority) ;
- ACB (Access Class Barring).

La disponibilité de l'itinérance nationale PPDR, de mesures spécifiques PPDR et de l'utilisation de voix, SMS et données via ASTRID est une condition préalable essentielle pour que les services de secours et de sécurité puissent effectuer leurs communications PPDR critiques, qui assurent l'ordre et la sécurité publics et servent l'intérêt général.

L'imposition de l'itinérance nationale PPDR et de mesures spécifiques de PPDR est d'une nature différente de la simple itinérance nationale imposée dans un contexte purement économique sur la base de l'article 51, § 2, de la LCE et nécessite donc une base juridique différente.

L'article 106, § 1<sup>er</sup>, de la LCE prévoit que le Roi établit, après avis de l'Institut, la liste des opérateurs qui collaborent à la défense civile, ainsi que les conditions et modalités de cette collaboration.

L'article 106, § 4, prévoit en outre qu'un ou plusieurs opérateurs peuvent être chargés par le Roi, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, d'autres missions visant à satisfaire l'intérêt général.

Afin de répondre aux remarques formulées dans l'avis n° 69.769/4 du 4 octobre 2021 du Conseil d'État, section de législation, le règlement initialement prévu imposant aux opérateurs 700 MHz les obligations spécifiques requises en matière de communications PPDR critiques a été adapté de telle sorte qu'il ne dépende d'aucune initiative d'ASTRID, ni d'aucun accord préalable, mais que l'imposition desdites obligations spécifiques découle du libellé du présent arrêté.

À des fins d'intérêt général en matière d'organisation des radiocommunications PPDR, tous les opérateurs 700 MHz doivent, dans un délai de deux ans après l'obtention de droits d'utilisation conformément au présent arrêté, fournir l'itinérance nationale PPDR aux services de secours et de sécurité via ASTRID et, à moins que le ministre des Télécommunications et le ministre de l'Intérieur n'en décident autrement, soutenir au minimum les mécanismes et services 3GPP standardisés pour les Mission Critical Services (MCPTT, MCData, MCVideo) et pour la priorité et la préemption énumérés dans l'article et les mettre à la disposition des utilisateurs d'ASTRID.

L'itinérance nationale PPDR doit être fournie par les opérateurs 700 MHz sur toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi lorsque des technologies existantes ou futures, qui soutiennent les mécanismes et services standardisés par le 3GPP visés au §1<sup>er</sup>, 1° à 4°, sont utilisées sur ces fréquences.

Par technologies 3GPP, l'on entend les solutions pour les générations successives telles que, mais non exclusivement : GSM, HSCD, GPRS, EDGE, HSPA, LTE.

Le but n'est pas qu'ASTRID entre en concurrence avec les opérateurs mobiles publics. Contrairement à l'itinérance nationale pour un nouvel arrivant (article 13), il n'y a donc pas de raison :

- d'imposer un déploiement minimal d'un réseau propre par ASTRID ;
- de limiter la portée géographique de l'itinérance spécifique PPDR ;
- de limiter la durée de l'itinérance spécifique PPDR.

Pour veiller à ce que les exigences particulières en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe soient remplies, le ministre des Télécommunications et le ministre de l'Intérieur peuvent exiger d'un ou de plusieurs opérateurs mobiles publics qu'ils fournissent à ASTRID les mesures spécifiques PPDR qui sont minimalement requises pour soutenir les services de secours et de sécurité.

Les mesures spécifiques PPDR peuvent être octroyées par les opérateurs 700 MHz sur toutes les fréquences pour lesquelles ils disposent des droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi et sur toutes les technologies 3GPP existantes et futures qu'ils utilisent pour leur réseau ou service et pour lesquelles ces mécanismes et services sont standardisés.

Daarnaast heeft 3GPP een reeks mechanismes ontwikkeld ter ondersteuning van prioriteit en pre-emptie van communicaties en gegevensuitwisseling:

- QCI (QoS Class Identifiers);
- ARP (Allocation and Retention Priority);
- ACB (Access Class Barring).

Het via ASTRID beschikken over nationale PPDR-roaming, bijzondere PPDR-maatregelen en spraak-, sms- en dataverbruik is voor de hulp- en veiligheidsdiensten een absolute voorwaarde voor hun kritieke PPDR-communicatie, die de zorg voor openbare orde en veiligheid garandeert en het algemeen belang dient.

Het opleggen van nationale PPDR-roaming en bijzondere PPDR-maatregelen is van een andere aard dan gewone nationale roaming, welke in een louter economische context op grond van artikel 51, §2 WEC wordt opgelegd, en vereist dienvolgens een andere rechtsgrond.

Artikel 106, §1 WEC voorziet dat de Koning, na advies van het Instituut, de lijst van de operatoren die met de civiele verdediging meewerken, alsook de voorwaarden en nadere regels van deze medewerking vastlegt.

Art. 106, §4 voorziet bovendien dat één of meer operatoren door de Koning bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, kunnen worden belast met andere opdrachten die bedoeld zijn om het algemene belang te dienen.

Om te beantwoorden aan de opmerkingen geformuleerd in het advies nr. 69.769/4 van 4 oktober 2021 van de Raad van State, Afdeling Wetgeving werd de oorspronkelijk voorziene regeling waarbij de vereiste specifieke verplichtingen inzake kritieke PPDR-communicatie aan de 700 MHz-operatoren worden opgelegd, derwijze aangepast dat deze niet afhankelijk is van enig initiatief van ASTRID, noch van enige voorafgaandelijke overeenkomst, doch volgt het opleggen van vermelde specifieke verplichtingen uit de bewoordingen van dit besluit.

Ten behoeve van het algemeen belang inzake de organisatie van de radiocommunicatie voor PPDR moeten alle 700 MHz-operatoren binnen de twee jaar na het verkrijgen van gebruiksrechten overeenkomstig dit besluit de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID nationale PPDR-roaming aanbieden en, behoudens andersluidend besluit hierover van de minister van Telecommunicatie en de minister van Binnenlandse Zaken, minstens de in het artikel opgesomde in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten voor Mission Critical Services (MCPTT, MCData, MCVideo) en voor prioriteit en pre-emptie ondersteunen en ter beschikking stellen aan de gebruikers van ASTRID.

De nationale PPDR-roaming moet door de 700 MHz-operatoren worden verleend op alle frequenties waarvoor de operator krachtens artikel 18 van de wet over gebruiksrechten beschikt indien op deze frequenties bestaande en toekomstige technologieën worden gebruikt die de 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten zoals vermeld in §1, 1° tot en met 4° ondersteunen.

Met 3GPP technologieën worden de oplossingen voor de opeenvolgende generaties bedoeld zoals, maar niet beperkt tot: GSM, HSCD, GPRS, EDGE, HSPA, LTE.

Het is niet de bedoeling dat ASTRID de concurrentie aangaat met de openbare mobiele operatoren. In tegenstelling tot nationale roaming voor een nieuwkomer (artikel 13) is er dus geen reden om:

- een minimale uitrol van een eigen netwerk van ASTRID op te leggen;
- de geografische omvang van de bijzondere PPDR-roaming te beperken;
- de duur van de bijzondere PPDR-roaming te beperken.

Om ervoor te zorgen dat voldaan wordt aan de bijzondere eisen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding kunnen de minister van Telecommunicatie en de minister van Binnenlandse Zaken één of meerdere openbare mobiele operatoren verplichten aan ASTRID de bijzondere PPDR-maatregelen aan te bieden die minimaal nodig zijn om de hulp- en veiligheidsdiensten te ondersteunen.

De bijzondere PPDR-maatregelen kunnen door de 700 MHz-operatoren worden verleend op alle frequenties waarvoor zij krachtens artikel 18 van de wet over gebruiksrechten beschikken en op alle bestaande en toekomstige 3GPP technologieën die zij voor hun netwerk of dienstverlening gebruiken en waarvoor deze mechanismes en diensten gestandaardiseerd zijn.

Sur avis de l'Institut, les ministres prennent une décision concernant l'imposition d'une obligation à un opérateur de fournir des mesures spécifiques PPDR aux services de secours et de sécurité via ASTRID. La nature même de la prise en charge de communications PPDR au bénéfice des services de secours et de sécurité belges rend cette implication et cette décision tant du ministre des Télécommunications que du ministre de l'Intérieur nécessaires.

La nature des services qui doivent être imposés ne porte pas préjudice à la possibilité de l'Institut d'éviter des mesures qui perturbent le marché étant donné que l'Institut rend un avis concernant l'imposition de mesures spécifiques PPDR et que, par une décision, l'Institut en détermine lui-même la tarification qui reflète les coûts ainsi qu'une marge de profit raisonnable.

Le support et la mise à disposition de l'itinérance nationale PPDR aux services de secours et de sécurité via ASTRID concerne uniquement l'implémentation de mécanismes et services standardisés et sont imposés à titre d'obligation générale à tous les opérateurs 700 MHz mais la mise en œuvre de conditions spécifiques PPDR en matière de couverture radio, de robustesse, de sécurité et de fonctionnalités pour les radiocommunications pour la sécurité et la protection du public, et les secours en cas de catastrophes (PPDR) peut entraîner des coûts supplémentaires pour un opérateur mobile public. Une indemnité est en outre due aux opérateurs mobiles publics pour la consommation de voix, SMS et données des services de secours et de sécurité via ASTRID.

L'Institut détermine par une décision le prix qu'un opérateur mobile public peut facturer à ASTRID pour la fourniture de mesures spécifiques PPDR et/ou pour la consommation de voix, SMS et données pour les services de secours et de sécurité via ASTRID.

L'Institut utilise à cet effet la méthode « cost plus » sur la base des coûts spécifiques avérés de l'opérateur mobile public, à majorer d'une marge de profit raisonnable pour l'opérateur.

#### Article 15

Vu l'importante substituabilité entre les bandes 700 MHz et 900 MHz, il est prévu que l'IBPT puisse décider de regrouper la procédure pour les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2100 MHz (arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz) avec la procédure pour la bande 700 MHz (présent arrêté) en une seule procédure d'octroi.

En cas de regroupement, un candidat peut l'être pour les deux procédures ou pour une seule des deux procédures. Mais les règles relatives à l'activité des candidats sont dans tous les cas communes pour les 4 bandes de fréquences.

#### Article 16

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

#### Article 17

Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.

Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.

#### Articles 18 et 19

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

#### Article 20

Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.

Le taux d'intérêt mentionné, à savoir le taux d'intérêt de la facilité de dépôt, est celui proposé par la Banque Nationale de Belgique conformément aux décisions et directives de la Banque Centrale Européenne. Ce taux d'intérêt peut être négatif.

#### Article 21

Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.

#### Articles 22 et 23

Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

Op advies van het Instituut nemen de ministers een beslissing omtrent het opleggen van de verplichting aan een operator tot het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen aan de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID. De aard zelf van de zorg voor PPDR-communicatie ten behoeve van de Belgische hulp- en veiligheidsdiensten maakt deze betrokkenheid en beslissing van zowel de Minister van Telecommunicatie als de Minister van Binnenlandse Zaken noodzakelijk.

De natuur van de diensten die opgelegd moeten worden doet geen afbreuk aan de mogelijkheid van het Instituut om marktverstorende elementen te vermijden gezien het Instituut een advies geeft inzake het opleggen van bijzondere PPDR-maatregelen en het Instituut via besluit zelf de prijszetting hiervan bepaalt die de kosten weerspiegelt samen met een redelijke winstmarge.

Het ondersteunen en ter beschikking stellen van nationale PPDR-roaming aan de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID betreft enkel het implementeren van gestandaardiseerde mechanismes en diensten en wordt als algemene plicht aan alle 700 MHz-operatoren opgelegd, maar de implementatie van bijzondere PPDR-maatregelen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid en functionaliteiten voor radio-communicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, en rampenbestrijding (PPDR) kan leiden tot substantiële extra kosten voor een openbare mobiele operator. Daarnaast is ook een vergoeding verschuldigd aan de openbare mobiele operatoren voor het spraak-, sms- en dataverbruik van de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID.

Het Instituut bepaalt via besluit de prijs die een openbare mobiele operator mag aanrekenen aan ASTRID voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen en/of voor het spraak-, sms- en dataverbruik ten behoeve van de hulp- en veiligheidsdiensten via ASTRID.

Het Instituut maakt hiervoor gebruik van de 'cost plus'-methode op basis van de bewezen specifieke kosten van de openbare mobiele operator te vermeerderen met een redelijke winstmarge voor de operator.

#### Artikel 15

Gezien de grote substitueerbaarheid tussen de 700 MHz- en 900 MHz-banden, wordt bepaald dat het BIPT kan beslissen om de procedure voor de 900 MHz-, 1800 MHz- en 2100 MHz-banden (koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz) samen te voegen met de procedure voor de 700 MHz-band (dit besluit) tot één enkele toekenningsprocedure.

In geval van hergroepering kan een partij kandidaat blijven voor de twee procedures of voor één van de twee procedures. Maar de regels in verband met de activiteit van de kandidaten zijn in elk geval dezelfde voor de 4 frequentiebanden.

#### Artikel 16

Dit artikel behoeft geen commentaar.

#### Artikel 17

Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.

Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.

#### De artikelen 18 en 19

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

#### Artikel 20

Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.

De vermelde interestvoet, met name de interestvoet van de depositofaciliteit, is deze vermeld door de Nationale Bank van België conform de besluiten en richtlijnen van de Europese Centrale Bank. Deze interestvoet kan negatief zijn.

#### Artikel 21

Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.

#### De artikelen 22 en 23

Deze artikelen behoeven geen commentaar.

## Articles 24 à 46

Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.

Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 47, § 3).

L'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz prévoit l'organisation d'une première mise aux enchères réservée aux nouveaux entrants sur le marché est organisée afin d'octroyer le portefeuille de fréquences composé de spectre dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz. Si l'IBPT combine la procédure d'attribution pour la bande 700 MHz avec la procédure d'attribution dont les conditions d'octroi sont fixées par l'arrêté royal susmentionné, il est possible qu'un bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, soit octroyé à un nouvel entrant entre l'appel à candidature publié au *Moniteur belge* et la première partie de la procédure d'attribution.

La procédure d'attribution est composée de deux parties.

La première partie (articles 31 à 41) est une mise aux enchères de type SMRA(1) avec des lots génériques. Les lots sont génériques afin d'éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.

Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA(2). Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.

Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats. Les règles d'activité sont éminemment techniques et ne supposent pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Il n'y a donc pas d'objections à confier à l'IBPT le soin de fixer ces règles d'activités. Vu la technicité de ces règles, il est en effet le mieux placé pour le faire.

La première partie de la procédure est similaire à la procédure pour la bande 2,6 GHz (sur base de l'arrêté royal 2,6 GHz) et à la procédure pour la bande 800 MHz (sur base de l'arrêté royal 800 MHz).

La deuxième partie (articles 42 à 46) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.

Lors des procédures pour la bande 2,6 GHz et pour la bande 800 MHz, les candidats faisaient offre pour des blocs spécifiques. Dans le cas du présent arrêté, les candidats font offre pour des blocs génériques. Une fois la première partie (mise aux enchères) terminée, on doit donc déterminer le positionnement des blocs dans la bande.

La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.

L'article 26 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.

L'article 27 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.

L'article 28 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies ("*nulla poena sine lege*"), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("*L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...*" DU JARDIN, J., "*Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels*", J.T., 2000, 627-628).

## Artikelen 24 tot 46

Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.

Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 47, § 3).

Het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz bepaalt dat een eerste veiling die voorbehouden is voor de nieuwkomers op de markt georganiseerd wordt om de portfolio van frequenties samengesteld uit spectrum in de banden van 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz toe te wijzen. Indien het BIPT de toewijzingsprocedure voor de 700 MHz-band combineert met de toewijzingsprocedure waarvan de verleningsvoorwaarden worden vastgesteld in het voormelde koninklijk besluit, is het mogelijk dat een frequentieblok waarvan sprake in artikel 4, § 1, aan een nieuwkomer wordt verleend tussen de oproep tot het indienen van kandidaturen, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* en het eerste deel van de toewijzingsprocedure.

De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.

Het eerste deel (artikelen 31 tot 41) is een veiling van het type SMRA<sup>1</sup> met generieke percelen. De percelen zijn generiek om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.

De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA<sup>2</sup>. Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.

Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande ronden zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken. De activiteitsregels zijn buitengewoon technisch en veronderstellen geen uitoefening van een daadwerkelijke beoordelingsvoegdheid waarbij opportuniteitskeuzes moeten gemaakt worden. Er zijn dus geen bezwaren om de zorg voor het vastleggen van die activiteitsregels aan het BIPT toe te vertrouwen. Gezien de techniciteit van deze regels is het inderdaad het best geplaatst om dit te doen.

Het eerste deel van de procedure lijkt op de procedure voor de 2,6 GHz-band (krachtens het 2,6 GHz-koninklijk besluit) en de procedure voor de 800 MHz-band (krachtens het 800 MHz-koninklijk besluit).

Het tweede deel (artikelen 42 tot 46) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.

Tijdens procedures voor de 2,6 GHz-band en de 800 MHz-band deden de kandidaten biedingen op specifieke blokken. In het geval van dit besluit doen de kandidaten biedingen op generieke blokken. Zodra het eerste deel (de veiling) afgelopen is, dient dus de positie van de blokken in de band te worden bepaald.

Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.

Artikel 26 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.

Artikel 27 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.

Artikel 28 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrag brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn ("*nulla poena sine lege*"), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn ("*L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...*" DU JARDIN, J., "*Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels*", J.T., 2000, 627-628).

Les articles 31 à 33 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.

Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.

#### Article 47

Le non-remboursement de la garantie aux candidats qui sont restés totalement inactifs pendant la mise aux enchères (paragraphe 5) vise à éviter les candidatures dans le seul but de perturber le déroulement de la procédure d'attribution. Les autres paragraphes ne nécessitent pas de commentaire.

#### Article 48

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

#### Article 49

Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,  
de Votre Majesté,  
le très respectueux  
et très fidèle serviteur,

La Ministre des Télécommunications,  
P. DE SUTTER

#### Notes

- (1) Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.
- (2) Combinatorial Clock Auction.

#### Conseil d'État section de législation

#### Avies 69.769/4 du 4 octobre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz'

Le 1<sup>er</sup> juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques, des Télécommunications et de la Poste à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 4 octobre 2021. La chambre était composée de Martine BAGUET, président de chambre, Luc CAMBIER et Bernard BLERO, conseillers d'État, Marianne DONY, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Anne VAGMAN, premier auditeur chef de section.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Martine BAGUET.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 4 octobre 2021.

\*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Artikelen 31 tot 33 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.

De overige artikelen behoeven geen commentaar.

#### Artikel 47

De niet-terugbetaling van de waarborg aan de kandidaten die volkomen non-actief zijn gebleven tijdens de veiling (paragraaf 5) is bedoeld om te vermijden dat partijen zich kandidaat stellen enkel en alleen om het verloop van de gunningsprocedure te verstoren. De overige paragrafen behoeven geen commentaar.

#### Artikel 48

Dit artikel behoeft geen commentaar.

#### Artikel 49

Dit artikel behoeft geen commentaar.

Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,  
van Uwe Majesteit,  
de zeer eerbiedige  
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Telecommunicatie,  
P. DE SUTTER

#### Nota's

- (1) Simultaneous Multiple Round Ascending Auction.
- (2) Combinatorial Clock Auction.

#### Raad van State afdeling Wetgeving

#### Advies 69.769/4 van 4 oktober 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz'

Op 1 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Ambtenarenzaken, Overheidsbedrijven, Telecommunicatie en Post verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 4 oktober 2021. De kamer was samengesteld uit Martine BAGUET, kamervoorzitter, Luc CAMBIER en Bernard BLERO, staatsraden, Marianne DONY, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne VAGMAN, eerste auditeur-afdelingshoofd.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Martine BAGUET.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 4 oktober 2021.

\*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

OBSERVATION PRÉALABLE

Le projet d'arrêté soumis à la section de législation présente des caractéristiques techniques extrêmement complexes.

Le régime qu'il entend modifier ou mettre en place doit pouvoir faire l'objet de justifications raisonnables tant dans les différences de traitement qu'il entraîne le cas échéant entre les différents intervenants concernés ou susceptibles de l'être, qu'à l'égard des conditions auxquelles l'intervention du Roi est subordonnée au regard tant des articles 18 et suivants de la loi du 13 juin 2005 'relative aux communications électroniques', que du cadre européen pertinent en la matière.

À défaut d'une connaissance particulière des situations de fait auxquelles se rapporte le projet d'arrêté et d'une expertise spécifique relative aux aspects scientifiques, techniques et économiques à prendre en considération, la section de législation n'est pas en mesure de et n'a pas vocation à apprécier, dans toutes leurs mesures et nuances les éléments invoqués dans le rapport au Roi ou plus généralement, dans les autres pièces du dossier qui lui a été communiqué.

C'est sous cette réserve que sont formulées les observations qui suivent.

FORMALITÉS PRÉALABLES

Il ressort du dossier transmis à la section de législation que l'analyse d'impact du projet réalisée en vertu des articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 'portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative' a été réalisée le 2 février 2018.

Comme la section de législation l'a déjà souligné, l'accomplissement d'une formalité préalable à une date de loin antérieure à la saisine de la section de législation ne constitue pas en soi une difficulté.

Elle peut toutefois poser problème lorsque, entre l'accomplissement de la formalité et la saisine de la section de législation et à fortiori de l'adoption du texte projeté, les circonstances de droit ou de fait ont changé ou présentent le risque de s'être modifiées.

Tel est le cas en l'espèce.

D'une part, dans un secteur où la technologie évolue de manière extrêmement rapide, la question se pose de savoir si les observations formulées à l'occasion d'une consultation publique réalisée trois ans avant la saisine de la section de législation demeurent d'actualité, et si, le texte en projet n'appellerait pas d'autres observations que celles formulées il y a trois ans.

D'autre part, le cadre juridique a subi des modifications profondes entre le moment où la consultation publique a été réalisée et la saisine de la section de législation. Ainsi, l'ensemble du cadre juridique européen en matière de communications électroniques, tel que défini par les directives, a été remplacé par la directive (UE) 2018/1972 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après « le Code »), lequel a abrogé les directives 2002/19/CE<sup>1</sup>, 2002/20/CE<sup>2</sup>, 2002/21/CE<sup>3</sup> et 2002/22/CE<sup>4</sup>, avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant pour leur part tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020, en vertu des articles 124 et 125 de celui-ci. Or, comme exposé ci-après à l'observation générale 1, les modifications apportées au cadre réglementaire européen sont loin d'être sans incidence, spécialement en ce qui concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique.

Au regard du contexte ainsi décrit, il convient de réaliser une nouvelle analyse d'impact.

VOORAFGAANDE OPMERKING

Het ontwerpbesluit voorgelegd aan de afdeling Wetgeving is uit technisch oogpunt uitermate complex.

De regeling die het beoogt te wijzigen of in te voeren moet deugdelijk verantwoord kunnen worden, zowel wat betreft de verschillende behandeling die ze in voorkomend geval meebrengt voor de verschillende actoren op wie ze betrekking heeft of kan hebben, als wat betreft de voorwaarden waaraan het optreden van de Koning verbonden is, zowel in het licht van de artikelen 18 en volgende van de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie', als in het licht van het ter zake relevante Europese kader.

In zoverre de afdeling Wetgeving van de Raad van State geen specifieke kennis heeft van de feitelijke situaties waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft, noch specifieke expertise betreffende de wetenschappelijke, technische en economische aspecten waarmee rekening moet worden gehouden, kan noch moet ze alle aspecten en nuances beoordelen van de gegevens aangevoerd in het verslag aan de Koning of, meer in het algemeen, in de overige stukken van het dossier dat haar is bezorgd.

Onder dit voorbehoud worden de volgende opmerkingen gemaakt.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is overgezonden, blijkt dat de analyse van de impact van het ontwerp, die uitgevoerd is krachtens de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 'houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging', plaatsgevonden heeft op 2 februari 2018.

Zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, vormt de vervulling van een voorafgaand vormvereiste op een datum die het moment van de adiëring van de afdeling Wetgeving lang voorafgaat, op zich geen bezwaar.

Dat kan echter wel een probleem opleveren wanneer tussen het tijdstip waarop het vormvereiste is vervuld en dat waarop de afdeling Wetgeving wordt geadieerd, en *a fortiori* dat waarop de ontworpen tekst wordt vastgesteld, de juridische of feitelijke omstandigheden veranderd zijn of wanneer de kans bestaat dat die juridische of feitelijke omstandigheden in die tussentijd veranderen.

Dat is *in casu* het geval.

Eenzijds rijst de vraag of in een sector waarin de technologie uiterst snel evolueert, de opmerkingen die zijn gemaakt ter gelegenheid van een openbare raadpleging die drie jaar voor de adiëring van de afdeling Wetgeving heeft plaatsgevonden, nog altijd gelden, en of de ontworpen tekst geen aanleiding zou geven tot andere opmerkingen dan die welke drie jaar geleden zijn geformuleerd.

Anderzijds heeft het wettelijke kader tussen het tijdstip waarop de openbare raadpleging heeft plaatsgevonden en het tijdstip waarop de afdeling Wetgeving is geadieerd, aanzienlijke wijzigingen ondergaan. Zo bijvoorbeeld werd het volledige Europese rechtskader inzake elektronische communicatie, zoals vastgelegd in de richtlijnen, vervangen door richtlijn (EU) 2018/1972 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 'tot vaststelling van het Europees Wetboek voor elektronische communicatie' (hierna "het Wetboek"), waarbij de richtlijnen 2002/19/EG<sup>1</sup>, 2002/20/EG<sup>2</sup>, 2002/21/EG<sup>3</sup> en 2002/22/EG<sup>4</sup> met ingang van 21 december 2020 werden ingetrokken, en dienden de lidstaten het Wetboek, krachtens de artikelen 124 en 125 ervan, uiterlijk op 21 december 2020 in intern recht om te zetten. Zoals hieronder in algemene opmerking 1 wordt uiteengezet, zijn de wijzigingen van het Europese regelgevingskader echter lang niet zonder gevolgen, inzonderheid wat de rechten voor het gebruik van het radiospectrum betreft.

Gelet op die context dient een nieuwe impactanalyse te worden uitgevoerd.

OBSERVATIONS GÉNÉRALESCADRE JURIDIQUE ET FONDEMENT LÉGAL

1. L'arrêté en projet se situe dans un cadre plus général de réglementation des procédures et conditions d'octroi des autorisations du spectre radioélectrique conformément à la loi du 13 juin 2005.

À ce titre, des demandes d'avis portant sur cinq projets d'arrêtés royaux ont été introduites simultanément auprès de la section de législation.

Il s'agit des projets suivants :

– projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 18 janvier 2001 fixant le cahier des charges et la procédure relative à l'octroi d'autorisations pour les systèmes de télécommunications mobiles de la troisième génération et l'arrêté royal du 22 décembre 2010 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.766/4)

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 1427-1517 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.767/4)

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande 3400—3800 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.768/4)

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour le présent avis)

– projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz » (sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.770/4).

Dans toutes les bandes de fréquences concernées, l'octroi des droits d'utilisation n'est pas défini dans le cadre des conditions d'une « autorisation générale », c'est-à-dire, pour reprendre la définition de cette notion à l'article 2, 22), du Code, « un cadre juridique mis en place par [l'autorité], qui garantit le droit de fournir des réseaux ou des services de communications électroniques et qui fixe les obligations propres au secteur pouvant s'appliquer à tous les types de réseaux et de services de communications électroniques, ou à certains d'entre eux [...] », mais dans un système où ces droits sont conférés à la suite de procédures de candidatures et de mises aux enchères, aboutissant à la délivrance d'autorisations individuelles octroyées aux opérateurs.

Les arrêtés en projet entendent tous se fonder sur les dispositions en vigueur de la loi du 13 juin 2005, spécialement et selon le cas, ses articles 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 et 51.

Cette loi vise à transposer les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE, 2002/22/CE et 2002/58/CE<sup>5</sup>, qui constituaient, jusqu'à récemment, le cadre juridique européen en matière de communications électroniques.

À ce propos, il y a lieu d'avoir égard plus spécialement à la directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive 'autorisation')', dont l'article 5, paragraphe 1, qui avait trait aux droits d'utilisation des radiofréquences et des numéros, était rédigé comme suit :

« Lorsque cela est possible, notamment lorsque le risque de brouillage préjudiciable est négligeable, les États membres ne soumettent pas l'utilisation des radiofréquences à l'octroi de droits individuels d'utilisation, mais incluent les conditions d'utilisation de ces radiofréquences dans l'autorisation générale ».

2. Comme mentionné plus haut, le Code a abrogé les directives 2002/19/CE, 2002/20/CE, 2002/21/CE et 2002/22/CE, avec effet au 21 décembre 2020, les États membres étant tenus de procéder à la transposition du Code pour le 21 décembre 2020.

Sur ce point, il convient de souligner que le Code, quel que soit son intitulé, n'est nullement une codification à droit constant des directives abrogées. Ainsi, si certaines dispositions qui figuraient dans ces directives ont été reprises telles quelles ou presque dans le Code, ce dernier comporte diverses modifications ou ajouts, qui ne sont pas de simple détail ou de pure forme.

ALGEMENE OPMERKINGENJURIDISCH KADER EN RECHTSGROND

1. Het ontworpen besluit valt binnen een algemener kader tot regeling van de procedures en voorwaarden voor het verlenen van de vergunningen voor het radiospectrum overeenkomstig de wet van 13 juni 2005.

In dat verband werden aan de afdeling Wetgeving tegelijkertijd vijf aanvragen om advies over ontwerpen van koninklijk besluit voorgelegd.

Het gaat om de volgende ontwerpen:

– ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 18 januari 2001 tot vaststelling van het bestek en van de procedure tot toekenning van vergunningen voor de mobiele telecommunicatiesystemen van de derde generatie en het koninklijk besluit van 22 december 2010 betreffende de radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.766/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de 1427-1517 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.767/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de 3400-3800 MHz-band' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.768/4 heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag dit advies heeft uitgebracht);

– ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz' (waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.770 heeft uitgebracht).

Voor al die frequentiebanden geldt dat de toekenning van de gebruiksrechten niet bepaald wordt in het kader van de voorwaarden van een "algemene machtiging", met andere woorden, zoals dat begrip is gedefinieerd in artikel 2, 22), van het Wetboek, een "regelgeving door [de autoriteit] waarbij rechten worden verleend voor het aanbieden van elektronische communicatienetwerken of -diensten en specifieke sectorgebonden verplichtingen worden vastgesteld die kunnen gelden voor alle of voor specifieke soorten elektronische communicatienetwerken en -diensten (...)", maar volgens een systeem waarin die rechten worden verleend na aanvraag- en veilingprocedures die leiden tot de afgifte van individuele vergunningen aan de operatoren.

Alle ontworpen besluiten zouden steunen op de geldende bepalingen van de wet van 13 juni 2005, meer in het bijzonder en naargelang van het geval op de artikelen 13, 13/1, 18, 20, 29, 30 en 51.

Die wet strekt tot omzetting van de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG, 2002/22/EG en 2002/58/EG,<sup>5</sup> die tot voor kort het Europese rechtskader voor elektronische communicatie vormden.

In dat verband dient meer in het bijzonder rekening te worden gehouden met richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 betreffende de machtiging voor elektronische communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn) waarvan artikel 5, lid 1, dat betrekking had op de gebruiksrechten voor radiofrequenties en nummers, als volgt luidde:

"Waar mogelijk, in het bijzonder indien het gevaar van schadelijke interferentie te verwaarlozen is, onderwerpen de lidstaten het gebruik van radiofrequenties niet aan het verlenen van individuele gebruiksrechten, maar nemen zij de voorwaarden voor het gebruik van dergelijke radiofrequenties op in de algemene machtiging."

2. Zoals hierboven vermeld, werden bij het Wetboek de richtlijnen 2002/19/EG, 2002/20/EG, 2002/21/EG en 2002/22/EG ingetrokken met ingang van 21 december 2020 en dienden de lidstaten het Wetboek uiterlijk tegen 21 december 2020 om te zetten.

In dat verband dient te worden beklemtoond dat het Wetboek, ongeacht zijn opschrift, geenszins een codificatie zonder inhoudelijke wijzigingen van de ingetrokken richtlijnen is. Ook al worden sommige bepalingen die in die richtlijnen voorkwamen, ongewijzigd of bijna ongewijzigd overgenomen, het Wetboek bevat verschillende wijzigingen of toevoegingen die noch loutere detailkwesties noch louter vormelijk zijn.

Pour ne prendre qu'un exemple, l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE n'a pas été repris en tant que tel dans le Code. Son pendant est à trouver dans l'article 46, paragraphe 1, du Code, qui prévoit :

« Les États membres facilitent l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et limitent l'octroi de droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique aux situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés au deuxième alinéa. Dans tous les autres cas, ils établissent les conditions d'utilisation du spectre radioélectrique dans une autorisation générale.

À cette fin, les États membres déterminent le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation du spectre radioélectrique en tenant compte :

- a) des caractéristiques spécifiques du spectre radioélectrique concerné ;
- b) de la nécessité d'assurer la protection contre le brouillage préjudiciable ;
- c) du développement de conditions de partage du spectre radioélectrique fiables, le cas échéant ;
- d) de la nécessité d'assurer la qualité technique des communications ou du service ;
- e) des objectifs d'intérêt général fixés par les États membres conformément au droit de l'Union ;
- f) de la nécessité de préserver l'utilisation efficace du spectre radioélectrique.

Lorsqu'ils examinent s'il y a lieu de délivrer des autorisations générales ou d'octroyer des droits d'utilisation individuels du spectre radioélectrique harmonisé, en tenant compte des mesures techniques d'application adoptées conformément à l'article 4 de la décision n° 676/2002/CE, les États membres s'efforcent de réduire au minimum les problèmes de brouillage préjudiciable, y compris dans les cas d'utilisation partagée du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels.

Le cas échéant, les États membres examinent la possibilité d'autoriser l'utilisation du spectre radioélectrique fondée sur la combinaison d'une autorisation générale et de droits d'utilisation individuels, compte tenu des effets probables de différentes combinaisons d'autorisations générales et de droits d'utilisation individuels ainsi que du passage progressif d'une catégorie à l'autre sur la concurrence, l'innovation et l'entrée sur le marché.

Les États membres s'efforcent de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible ».

3. La comparaison entre l'article 5, paragraphe 1, de la directive 2002/20/CE et l'article 46, paragraphe 1, du Code, révèle un changement dans la conception du cadre et de la philosophie juridiques en matière d'attribution de droits d'utilisation de radiofréquences.

Alors que la directive 2002/20/CE envisageait que les États membres ne soumettent pas l'attribution des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à des autorisations individuelles « lorsque cela était possible », le Code impose aux États membres de faciliter l'utilisation du spectre radioélectrique, y compris son utilisation partagée, dans le cadre d'autorisations générales et de limiter l'octroi de droits d'utilisation individuels aux seules situations dans lesquelles de tels droits sont nécessaires pour maximiser l'efficacité de cette utilisation en fonction de la demande et en tenant compte des critères énoncés par le Code, et ce en examinant préalablement la possibilité de combiner autorisation générale et droits d'utilisation individuels tout en s'efforçant de réduire au minimum les restrictions d'utilisation du spectre radioélectrique en tenant dûment compte de solutions technologiques pour la gestion des brouillages préjudiciables, afin d'imposer le régime d'autorisation le moins onéreux possible.

Il s'ensuit que désormais, avant de recourir à un régime d'autorisations individuelles, les États membres doivent se livrer à une analyse, sur la base de différents critères, et doivent être à même de démontrer de manière approfondie et détaillée la nécessité de recourir à un tel régime.

4. Le 10 juin 2021, la section de législation a donné l'avis n° 69.166/4 sur un avant-projet de loi « portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques ».

Zo bijvoorbeeld werd artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG niet als zodanig in het Wetboek opgenomen. De pendant ervan is te vinden in artikel 46, lid 1, van het Wetboek, dat luidt als volgt:

“De lidstaten vergemakkelijken het gebruik van radiospectrum, met inbegrip van gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigingen en zij beperken het verlenen van individuele gebruiksrechten voor radiospectrum tot situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om het efficiënt gebruik in het licht van de vraag te optimaliseren, rekening houdend met de in de tweede alinea vastgestelde criteria. In alle andere gevallen stellen zij de voorwaarden voor het gebruik van radiospectrum vast in een algemene machtiging.

Daartoe nemen de lidstaten een besluit inzake de meest geschikte regeling voor het machtigen van het gebruik van radiospectrum, rekening houdend met:

- a) de specifieke kenmerken van het betrokken radiospectrum;
- b) de noodzaak van bescherming tegen schadelijke interferentie;
- c) in voorkomend geval, de ontwikkeling van duidelijke voorwaarden voor gedeeld gebruik van radiospectrum;
- d) de noodzaak om de technische kwaliteit van communicatie of de dienst te verzekeren;
- e) andere doelstellingen van algemeen belang die door de lidstaten overeenkomstig het Unierecht worden bepaald;
- f) de noodzaak om een efficiënt radiospectrumgebruik te waarborgen.

Indien de lidstaten overwegen om een algemene machtiging of individuele gebruiksrechten voor het geharmoniseerde radiospectrum te verlenen, rekening houdend met de overeenkomstig Beschikking nr. 676/2002/EG vastgestelde technische uitvoeringsmaatregelen, spannen zij zich in om problemen in verband met schadelijke interferentie zoveel mogelijk te beperken, ook in gevallen van gedeeld gebruik van radiospectrum op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten.

Indien gepast overwegen de lidstaten de mogelijkheid om machtigingen voor het gebruik van radiospectrum te verstrekken op basis van een combinatie van een algemene machtiging en individuele gebruiksrechten, daarbij rekening houdend met de mogelijke effecten van verschillende combinaties algemene machtigingen en individuele gebruiksrechten, en van geleidelijke overgangen van de ene categorie naar de andere, op concurrentie, innovatie en markttoegang.

De lidstaten streven ernaar zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen.”

3. Uit de vergelijking tussen artikel 5, lid 1, van richtlijn 2002/20/EG en artikel 46, lid 1, van het Wetboek blijkt dat de opzet van de regelgeving en de rechtsopvattingen inzake het verlenen van gebruiksrechten voor radiofrequenties zijn gewijzigd.

Terwijl richtlijn 2002/20/EG ervoor wilde zorgen dat de lidstaten, “waar mogelijk”, de rechten voor het gebruik van het radiospectrum niet zouden toewijzen via het verlenen van individuele gebruiksrechten, verplicht het Wetboek de lidstaten ertoe het gebruik van het radiospectrum, met inbegrip van het gedeeld gebruik, in het kader van algemene machtigingen te vergemakkelijken en het verlenen van individuele gebruiksrechten te beperken tot de situaties waarin dergelijke rechten noodzakelijk zijn om de efficiëntie van dat gebruik te maximaliseren in het licht van de vraag en rekening houdend met de criteria die vervat zijn in het Wetboek, en dit door voorafgaandelijk de mogelijkheid te onderzoeken om de algemene machtiging te combineren met individuele gebruiksrechten en tegelijkertijd ernaar te streven zo min mogelijk beperkingen te stellen aan het gebruik van radiospectrum door terdege rekening te houden met technische oplossingen om schadelijke interferentie tegen te gaan, teneinde een machtigingsregeling met minimale administratieve lasten in te stellen.

Daaruit volgt dat de lidstaten voortaan, alvorens gebruik te maken van een systeem van individuele vergunningen, een analyse moeten uitvoeren aan de hand van verschillende criteria en in staat moeten zijn om de noodzaak van een dergelijk systeem grondig en gedetailleerd aan te tonen.

4. Op 10 juni 2021 heeft de afdeling Wetgeving advies 69.166/4 uitgebracht over een voorontwerp van wet ‘houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie’.

Cet avant-projet qui, comme son intitulé l'indique, entend assurer la transposition du Code, n'a pas encore été déposé sur le bureau de la Chambre des représentants.

Concernant les dispositions des cinq projets d'arrêtés soumis pour avis, la section de législation relève que les articles 48, 49, 54 et 59 de cet avant-projet de loi envisagent respectivement de modifier, dans une large mesure, les articles 13, 13/1, 18 et 20, de la loi du 13 juin 2005, tandis que les articles 74 et 92 du même avant-projet entendent modifier dans une moindre mesure les articles 30 et 51 de la même loi.

Par ailleurs, il convient d'avoir égard, en particulier, à l'article 50 de cet avant-projet, qui se donne pour objet d'insérer dans la loi du 13 juin 2005 une disposition nouvelle, étant l'article 13/2, lequel entend transposer l'article 46 du Code et, à ce titre, reprend largement le texte de cette disposition.

5. Il en résulte que les cinq projets d'arrêtés qui sont soumis pour avis à la section de législation se donnent pour fondement juridique des dispositions législatives qui sont appelées à être modifiées dans une large mesure.

Ces modifications revêtent une importance fondamentale et devraient en principe intervenir dans un avenir très proche, puisqu'elles visent à transposer une directive dont le délai de transposition a été fixé au 20 décembre 2020.

Dans un tel contexte, s'il n'appartient pas, à ce stade, à la section de législation d'examiner la conformité des dispositions en projet aux futures dispositions législatives qui seraient adoptées en vue de transposer le Code, il convient néanmoins d'attirer l'attention de leurs auteurs sur les risques juridiques qui sont attachés à un procédé consistant à adopter des dispositions réglementaires qui procurent exécution à des dispositions législatives appelées à être modifiées incessamment en vue de faire écho à des normes de droit européen dont le délai de transposition est expiré.

#### QUATRIÈME ENTRANT

1. La demande d'avis sollicitée de la section de législation qu'elle examine, spécialement au regard de l'article 52 du Code, tant l'article 24 du projet que les articles 25 à 37 du projet d'arrêté royal « concernant l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz » qui fait l'objet de l'avis n° 69.770/4 donné ce jour.

Les articles 24 de l'arrêté en projet, et 25 à 37 du projet d'arrêté royal n° 69.770/4 ont trait à la réservation d'un portefeuille de fréquences dans les bandes 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, au bénéfice d'un nouvel entrant potentiel sur le marché, qui serait autre que les trois « opérateurs existants », titulaires actuels des droits d'utilisation des bandes de fréquences 2G et 3G.

2. S'agissant du mécanisme d'attribution des droits d'utilisation des bandes de fréquences ainsi concernées, le rapport au Roi relatif au projet d'arrêté royal sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.770/4, mentionne ce qui suit :

« Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants :

- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces ;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique ;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué) ;
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible ;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques ;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare ;
- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire ;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.

En Belgique, comme dans le reste de l'Europe, la grande majorité [des] attributions de nouveau spectre du 21ème siècle se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages : transparent et simple, équitable, favorise la compétition et l'utilisation efficace du spectre.

Dat voorontwerp, dat zoals het opschrift ervan aangeeft de omzetting van het Wetboek beoogt, werd nog niet ingediend bij de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Met betrekking tot de bepalingen van de vijf om advies voorgelegde ontwerpen van besluit merkt de afdeling Wetgeving op dat de artikelen 48, 49, 54 en 59 van dat voorontwerp van wet voorzien in een verregaande wijziging van respectievelijk de artikelen 13, 13/1, 18 en 20 van de wet van 13 juni 2005, terwijl de artikelen 74 en 92 van datzelfde voorontwerp ertoe strekken de artikelen 30 en 51 van dezelfde wet minder verregaand te wijzigen.

Daarnaast dient inzonderheid rekening te worden gehouden met artikel 50 van dat voorontwerp, dat ertoe strekt in de wet van 13 juni 2005 een nieuwe bepaling op te nemen, namelijk artikel 13/2 dat strekt tot omzetting van artikel 46 van het Wetboek en daartoe de tekst van die bepaling grotendeels overneemt.

5. Daaruit volgt dat de vijf ontwerpen van besluit die om advies zijn voorgelegd aan de afdeling Wetgeving, rechtsgrond ontleenen aan wettelijke bepalingen die verregaand zullen worden gewijzigd.

Die wijzigingen zijn van fundamenteel belang en zouden in beginsel in de zeer nabije toekomst moeten plaatsvinden, aangezien ze ertoe strekken een richtlijn om te zetten waarvoor de omzettingstermijn liep tot 20 december 2020.

Hoewel het in dit stadium niet aan de afdeling Wetgeving staat om in een dergelijke context te onderzoeken of de ontworpen bepalingen in overeenstemming zijn met de toekomstige wettelijke bepalingen die met het oog op de omzetting van het Wetboek zouden worden aangenomen, dient de aandacht van de stellers ervan te worden gevestigd op de juridische risico's die zijn verbonden aan een handelswijze die erin bestaat verordenende bepalingen aan te nemen die uitvoering geven aan wetbepalingen die binnenkort worden gewijzigd teneinde tegemoet te komen aan Europeesrechtelijke normen waarvoor de omzettingstermijn is verstreken.

#### VIERDE OPERATOR

1. In de adviesaanvraag wordt de afdeling Wetgeving verzocht om, meer bepaald in het licht van artikel 52 van het Wetboek, zowel artikel 24 van het ontwerp te onderzoeken als de artikelen 25 tot 37 van het ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz' waarover vandaag advies 69.770/4 is uitgebracht.

Artikel 24 van het ontworpen besluit en de artikelen 25 tot 27 van het ontwerp van koninklijk besluit 69.770/4 hebben betrekking op de reservatie van een portfolio van frequenties in de banden van 700 MHz, 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz ten behoeve van een mogelijke nieuwkomer op de markt. Daarbij zou het gaan om een andere operator dan de drie "bestaande operatoren" die thans houder zijn van de gebruiksrechten van de frequentiebanden 2G en 3G.

2. Wat betreft het mechanisme voor de toewijzing van de gebruiksrechten van de aldus bedoelde frequentiebanden wordt in het verslag aan de Koning betreffende het ontwerp van koninklijk besluit waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.770 heeft uitgebracht het volgende gesteld:

“De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:

- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;
- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.

In België, net als in de rest van Europa, werd het leeuwendeel van nieuw spectrum van de 21e eeuw toegewezen via veilingmechanismen. De veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.



La situation est totalement différente pour la réattribution des droits d'utilisation pour du spectre existant. De nombreux pays européens ont en effet opté pour une réattribution automatique des droits existants.

Les bandes de fréquences 900MHz, 1800MHz et 2 GHz sont utilisées intensément par les opérateurs mobiles publics afin de livrer un service aux consommateurs belges ainsi qu'aux opérateurs mobiles virtuels et revendeurs qui utilisent leurs infrastructures. Ces fréquences sont essentielles au bon fonctionnement des réseaux mobiles en Belgique et leur mise aux enchères pourrait s'avérer être particulièrement dommageable au secteur.

Une mise aux enchères comporte par définition une part importante de risques. Est-ce que les opérateurs pourront récupérer leurs avoirs en fréquences, en quelles quantités, à quelle position dans la bande de fréquences et à quel prix ? Ce sont autant de questions auxquelles les opérateurs n'auront pas de réponses, ce qui créera un climat général d'incertitude défavorable à l'investissement. Une mise aux enchères serait donc accueillie avec énormément d'appréhensions par les opérateurs existants et leurs actionnaires parce qu'elle serait perçue comme étant une remise en cause potentielle de leurs avoirs en fréquences et donc une remise en cause des investissements consentis jusqu'à alors.

Le marché des télécommunications mobiles requiert d'investir des sommes considérables qui ne produiront des résultats que sur le long terme. Ceci a pour conséquence que les opérateurs doivent pouvoir développer une vision stratégique cohérente et claire dans une perspective de planification des investissements sur le long terme. Les réseaux mobiles reposent sur une ressource essentielle et rare que sont les fréquences. Afin de pouvoir planifier au mieux les investissements dans les réseaux mobiles du futur, les opérateurs ont besoin de savoir qu'ils pourront continuer à disposer des fréquences qu'ils utilisent actuellement. Plus le cadre réglementaire fournira des réponses claires à ces questions, plus les opérateurs pourront aborder l'avenir avec confiance et justifier auprès de leurs actionnaires de grands plans d'investissements et garantir par ailleurs la pérennité des services offerts aux clients.

À l'échelle européenne, la tendance des dernières années est plutôt à la réduction du nombre d'acteurs déployant eux-mêmes un réseau de télécommunications mobiles. On assiste en effet à un certain niveau de consolidation, qui fut encouragé il y a quelques années par la Commission européenne. En 2011, la tentative pour un nouvel entrant de prendre place dans le marché belge n'a pas abouti. Dans ce contexte, la probabilité de voir un nouvel entrant acquérir ces fréquences dans le but de les utiliser pour déployer un quatrième réseau mobile est faible.

Cependant, même en l'absence de nouvel entrant, une mise aux enchères devrait, en théorie, favoriser l'utilisation efficace du spectre. En effet les besoins en spectre peuvent être différents d'un opérateur à l'autre en fonction de la stratégie de déploiement, du nombre de client et du trafic généré par ces clients.

Les opérateurs mobiles existants sont tous défavorables à une mise aux enchères des bandes de fréquences 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz

Ni le mécanisme de mise aux enchères, ni la reconduction des droits d'utilisation existants ne permettent d'atteindre l'ensemble des objectifs cités plus haut.

Il faut noter que l'IBPT peut décider de combiner cette procédure d'attribution avec d'autres procédures d'attributions dont les conditions d'octroi sont fixées par d'autres arrêtés royaux ».

Le même rapport au Roi mentionne en outre, sous les articles 24 et 25 à 36 du projet d'arrêté royal sur lequel la section de législation a donné ce jour l'avis n° 69.770/4 :

« Deux objectifs sont recherchés :

- la quantité de spectre réservée aux opérateurs mobiles existants doit être suffisante pour assurer une continuité du service pour les consommateurs ;
- si un nouvel entrant est intéressé par ce spectre existant, celui-ci doit pouvoir obtenir autant de spectre que les opérateurs existants.

La quantité de spectre réservée aux opérateurs existants vise, dans la mesure du possible, à atteindre ces deux objectifs.

De situatie is helemaal anders voor de nieuwe toewijzing van de gebruiksrechten voor bestaand spectrum. Tal van Europese landen hebben immers gekozen voor een automatische nieuwe toewijzing van de bestaande rechten.

De 900 MHz-, 1800 MHz- en 2 GHz-frequentiebanden worden intensief gebruikt door de openbare mobiele operatoren om een dienst te verstrekken aan de Belgische consument alsook aan de virtuele mobiele operatoren en doorverkopers die hun infrastructuur gebruiken. Deze frequenties zijn essentieel voor de goede werking van de mobiele netwerken in België en deze veilen zou wel eens erg schadelijk kunnen blijken voor de sector.

Een veiling houdt per definitie een groot deel aan risico's in. Zullen de operatoren hun bezittingen in verband met frequenties kunnen recupereren, op welke positie in de frequentieband en tegen welke prijs? Dat zijn vragen waar de operatoren geen antwoorden op zullen hebben, wat een algemeen klimaat van onzekerheid zal creëren dat ongunstig is voor investeringen. Een veiling zou dus op enorm veel beduchtheid worden onthaald door de bestaande operatoren en hun aandeelhouders omdat ze zou worden gezien als een mogelijke bedreiging voor hun bezittingen in termen van frequenties en dus voor hun investeringen die ze tot dan toe hebben gedaan.

De mobiele-telecommunicatiemarkt vergt grote investeringsbedragen die pas op lange termijn resultaten kunnen boeken. Dit heeft tot gevolg dat de operatoren een coherente en duidelijke strategische visie moeten kunnen ontwikkelen op basis van de langetermijnplanning voor investeringen. De mobiele netwerken berusten op het essentiële en schaarse middel dat de frequenties vormen. Om de investeringen in de mobiele netwerken van de toekomst zo goed mogelijk te kunnen plannen, dienen de operatoren te weten dat ze zullen kunnen blijven beschikken over de frequenties die ze vandaag gebruiken. Hoe meer duidelijke antwoorden het reglementaire kader verschaft op deze vragen, hoe meer de operatoren hun toekomst zullen kunnen uitstippelen met vertrouwen, tegenover hun aandeelhouders grote investeringsplannen zullen kunnen rechtvaardigen en overigens de duurzaamheid zullen kunnen garanderen van de diensten die ze aan hun klanten bieden.

Op Europese schaal bestaat de tendens er de laatste jaren eerder in om het aantal spelers die zelf een mobiele-telecommunicatienetwerk ontplooiën, te beperken. We zijn inderdaad getuige van een zeker consolidatieniveau dat enkele jaren geleden werd aangemoedigd door de Europese Commissie. In 2011 mislukte de poging van een nieuwkomer om vaste voet te krijgen op de Belgische markt. In deze context is de kans klein dat we een nieuwkomer deze frequenties zien verwerven om ze te gebruiken om een vierde mobiel netwerk te ontplooiën.

Toch zou een veiling, ook indien er geen nieuwkomers zijn, in theorie het efficiënte gebruik van spectrum moeten bevorderen. De spectrumbehoefte kunnen inderdaad verschillen van de ene operator tot de andere afhankelijk van de ontplooiingsstrategie, van het aantal klanten en van het verkeer dat deze klanten genereren.

De bestaande mobiele operatoren staan allemaal negatief tegenover een veiling van de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.

Noch het veilingmechanisme, noch de verlenging van de bestaande gebruiksrechten maken het mogelijk om samen de voormelde doelstellingen te bereiken.

Het gekozen mechanisme is een hybride mechanisme waarmee, ten minste deels, de voordelen van een veiling kunnen worden gecombineerd met deze van een verlenging.

Er dient te worden opgemerkt dat het BIPT kan beslissen om deze toewijzingsprocedure te combineren met andere procedures voor toewijzing waarvan de toekenningsvoorwaarden zijn vastgelegd in andere koninklijke besluiten."

Datzelfde verslag aan de Koning vermeldt voorts met betrekking tot de artikelen 24 en 25 tot 36 van het koninklijk besluit waarover de afdeling Wetgeving vandaag advies 69.770 heeft uitgebracht, het volgende:

"Er worden twee doelstellingen nagestreefd:

- de spectrumkwantiteit voorbehouden aan de bestaande mobiele operatoren moet voldoende zijn om een continuïteit van de dienstverlening te garanderen voor de consumenten;
- indien een nieuwkomer geïnteresseerd is in dit bestaande spectrum moet deze evenveel spectrum kunnen verwerven als de bestaande operatoren.

De spectrumhoeveelheid die is voorbehouden aan de bestaande operatoren beoogt, in de mate van het mogelijke, deze twee doelstellingen te vervullen.

Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun d'entre 10,2 MHz duplex et 12,4 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 3G dans la bande 900 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz. Si ces opérateurs veulent en plus continuer à déployer un réseau 2G, ils doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 900 MHz. En réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 5 MHz duplex dans la bande 900 MHz.

Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun de 25 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. Ces opérateurs déploient à la fois un réseau 2G et un réseau 4G dans la bande 1800 MHz. Pour leur réseau 4G, ces opérateurs utilisent des canaux LTE de 20 MHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 4G équivalent au réseau actuel, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 20 MHz duplex dans la bande 1800 MHz. En réservant 20 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il ne serait possible pour un nouvel entrant d'obtenir que 15 MHz duplex dans la bande 1800 MHz.

Les opérateurs mobiles existants disposent actuellement chacun de 14,8 ou 15 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Ces opérateurs déploient un réseau 3G dans la bande 2 GHz. L'évolution DC-HSPA+ de la norme UMTS est déployée dans la bande 2 GHz. Afin de pouvoir continuer à déployer un réseau 3G équivalent au réseau actuel, ces opérateurs doivent absolument garder au moins 10 MHz duplex dans la bande 2 GHz. Il faut noter que même en réservant 10 MHz duplex pour chaque opérateur mobile existant, il est possible pour un nouvel entrant d'obtenir autant de spectre dans la bande 2 GHz que les opérateurs mobiles existants.

Les opérateurs mobiles existants qui se voient octroyer automatiquement des blocs de fréquences conformément aux dispositions des articles 21 et 22 doivent payer une redevance unique conformément à l'article 30, § 1<sup>er</sup>/1 (correspondant au prix de réserve). Pour l'application des dispositions des articles 54, 55, 57 et 60, § 1<sup>er</sup>, ils sont considérés détenir l'offre régulière la plus élevée pour tous ces blocs de fréquences.

[...]

Afin d'attirer un nouvel entrant sur le marché et de créer les conditions pour une concurrence efficace et durable, y compris garantir la présence pérenne du nouvel entrant sur le marché à long terme, un nouvel entrant sur le marché devrait pouvoir obtenir un portefeuille de fréquences se rapprochant de celui des opérateurs établis.

Il est extrêmement peu probable qu'un nouvel entrant sur le marché soit capable de surenchérir sur les opérateurs établis afin d'obtenir un portefeuille de fréquences se rapprochant de celui des opérateurs établis. Un nouvel entrant sur le marché doit donc recevoir explicitement la possibilité d'acquérir un tel portefeuille de fréquences.

Il existe des précédents pertinents dans les pays voisins, notamment au Royaume-Uni et aux Pays-Bas concernant les procédures d'attribution de spectre dans la bande 800 MHz, où la préférence du nouvel entrant a été appliquée avec succès. Au Royaume-Uni, cela a permis à Hutchison 3G d'acquérir son premier spectre en-dessous de 1 GHz, améliorant ainsi sa position concurrentielle à long terme sur un marché à quatre opérateurs. Aux Pays-Bas, cela a permis de passer d'un marché à trois opérateurs à un marché à quatre opérateurs, avec Tele2 devenant le quatrième opérateur de réseau mobile. Il existe des précédents similaires fructueux à Chypre et en Slovaquie.

Pour ce qui est des bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2GHz, le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché est identique au portefeuille de fréquences réservé aux trois opérateurs mobiles existants (voir articles 21 à 24).

Les opérateurs mobiles existants détiennent chacun 10 MHz duplex dans la bande 800 MHz. Vu qu'il n'est plus possible pour un nouvel entrant sur le marché d'obtenir du spectre dans la bande 800 MHz, le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché doit également comprendre du spectre dans la bande 700 MHz afin que le nouvel entrant puisse également disposer du spectre 4G en bande basse.

De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 10,2 MHz duplex en 12,4 MHz duplex in de 900 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 3G-netwerk uit in de 900 MHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten, moeten deze operatoren absoluut ten minste 5 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Indien deze operatoren bovendien een 2G-netwerk willen blijven uitbaten, moeten ze absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 900 MHz-band. Door 10 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 5 MHz duplex kunnen verwerven in de 900 MHz-band.

De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 25 MHz duplex in de 1800 MHz-band. Deze operatoren rollen tegelijk een 2G-netwerk en een 4G-netwerk uit in de 1800 MHz-band. Voor hun 4G-netwerk gebruiken deze operatoren LTE-kanalen van 20 MHz. Om een 4G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 20 MHz duplex behouden in de 1800 MHz-band. Door 20 MHz duplex te reserveren voor elke bestaande mobiele operator, zou een nieuwkomer slechts 15 MHz duplex kunnen verwerven in de 1800 MHz-band.

De bestaande mobiele operatoren beschikken momenteel elk over 14,8 of 15 MHz duplex in de 2 GHz-band. Deze operatoren rollen een 3G-netwerk uit in de 2 GHz-band. De evolutie DC-HSPA+ van de UMTS-norm wordt uitgerold in de 2 GHz-band. Om een 3G-netwerk te kunnen blijven uitbaten dat gelijkwaardig is aan het huidige netwerk, moeten deze operatoren absoluut ten minste 10 MHz duplex behouden in de 2 GHz-band. Er dient te worden opgemerkt dat zelfs wanneer 10 MHz duplex wordt gereserveerd voor elke bestaande mobiele operator, het mogelijk is dat een nieuwkomer evenveel spectrum verwerft in de 2 GHz-band als de bestaande mobiele operatoren.

De bestaande mobiele operatoren die automatisch frequentieblokken krijgen toegewezen krachtens de bepalingen van artikelen 21 en 22 moeten een enige heffing betalen conform artikel 30, § 1/1 (die overeenstemt met de reserveprijs). Voor de toepassing van de bepalingen van de artikelen 54, 55, 57 en 60, § 1, worden ze geacht het hoogste regelmatige bod te hebben voor deze frequentieblokken.

(...)

Om een nieuwkomer op de markt aan te trekken en de voorwaarden te scheppen voor een efficiënte en duurzame concurrentie, en om tevens de blijvende aanwezigheid van de nieuwkomer op de markt op lange termijn te garanderen, zou een nieuwkomer op de markt een portfolio van frequenties moeten kunnen krijgen die degene van de gevestigde operatoren benadert.

De kans is uiterst klein dat een nieuwkomer op de markt in staat is om een hoger bod te doen dan de gevestigde operatoren om een portfolio van frequenties te verkrijgen die degene van de gevestigde operatoren benadert. Een nieuwkomer op de markt moet dus uitdrukkelijk de mogelijkheid krijgen om een dergelijke portfolio van frequenties te verwerven.

In de buurlanden, met name het Verenigd Koninkrijk en Nederland, zijn er relevante precedents met betrekking tot de procedures voor spectrumtoewijzing in de 800 MHz-band waarbij het voorrecht van de nieuwkomer met succes is toegepast. In het Verenigd Koninkrijk heeft Hutchison 3G op die manier zijn eerste spectrum onder 1 GHz kunnen verwerven, waardoor zijn concurrentiepositie op lange termijn is verbeterd op een markt met vier operatoren. In Nederland kon daardoor de overstap worden gemaakt van een markt met drie operatoren naar een markt met vier operatoren, waarbij Tele2 de vierde mobiel-netwerkoperator werd. Soortgelijke succesvolle precedents vindt men in Cyprus en Slovenië.

Wat betreft de 900 MHz-, de 1800 MHz- en de 2 GHz-band is de portfolio van frequenties die voorbehouden is aan een nieuwkomer op de markt identiek aan de portfolio van frequenties die voorbehouden is aan de drie bestaande mobiele operatoren (zie de artikelen 21 tot 24).

De bestaande mobiele operatoren beschikken elk over 10 MHz duplex in de 800 MHz-band. Aangezien het voor een nieuwkomer op de markt niet meer mogelijk is om in de 800 MHz-band spectrum te verkrijgen, moet de portfolio van frequenties die voorbehouden wordt aan een nieuwkomer op de markt ook spectrum bevatten in de 700 MHz-band opdat de nieuwkomer ook in de lage band over 4G-spectrum kan beschikken.

Les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la bande 700 MHz sont définies dans l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz. Le portefeuille de fréquences réservé à un nouvel entrant sur le marché ne pourra donc comprendre du spectre dans la bande 700 MHz que si ce spectre n'a pas encore été attribué dans le cadre d'une procédure organisée en vertu de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans la bande 700 MHz.

Une première mise aux enchères réservée aux nouveaux entrants sur le marché est organisée afin d'octroyer le portefeuille de fréquences composé de spectre dans les bandes 700 MHz<sup>6</sup>, 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz ».

3. L'article 52 du Code dispose pour sa part comme suit :

« 1. Les autorités de régulation nationales et les autres autorités compétentes favorisent une concurrence effective et évitent les distorsions de concurrence sur le marché intérieur lorsqu'elles décident d'octroyer, de modifier ou de renouveler des droits d'utilisation du spectre radioélectrique pour les réseaux et les services de communications électroniques conformément à la présente directive.

2. Lorsque les États membres octroient, modifient ou renouvellent des droits d'utilisation du spectre radioélectrique, leurs autorités de régulation nationales ou d'autres autorités compétentes peuvent, sur les conseils de l'autorité de régulation nationale, prendre des mesures appropriées, telles que :

a) limiter la quantité de bandes du spectre radioélectrique pour lesquelles des droits d'utilisation sont octroyés à une entreprise donnée ou, dans des circonstances justifiées, assortir ces droits d'utilisation de conditions, telles que la fourniture d'accès de gros ou l'itinérance nationale ou régionale, dans certaines bandes de fréquences ou certains groupes de bandes présentant des caractéristiques similaires ;

b) réserver, s'il y a lieu et si cela est justifié compte tenu d'une situation spécifique sur le marché national, une certaine portion de bande du spectre radioélectrique ou un certain groupe de bandes en vue d'une assignation à de nouveaux entrants ;

c) refuser l'octroi de nouveaux droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou l'autorisation de nouvelles utilisations du spectre radioélectrique dans certaines bandes, ou assortir l'octroi de nouveaux droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou l'autorisation de nouvelles utilisations du spectre radioélectrique de conditions, afin d'éviter des distorsions de concurrence dues à une attribution, une cession ou une accumulation de droits d'utilisation ;

d) inclure des conditions interdisant les cessions de droits d'utilisation du spectre radioélectrique non soumises au contrôle des fusions au niveau de l'Union ou au niveau national ou assortir ces cessions de conditions, lorsque ces cessions sont susceptibles de nuire de manière significative à la concurrence ;

e) modifier les droits existants conformément à la présente directive, lorsque cela est nécessaire pour remédier ex post à une distorsion de concurrence due à une cession ou à une accumulation de droits d'utilisation du spectre radioélectrique.

Les autorités de régulation nationales et les autres autorités compétentes, tenant compte des conditions de marché et des indicateurs de référence disponibles, fondent leurs décisions sur une évaluation prospective objective des conditions de concurrence sur le marché, de la nécessité ou non de ces mesures pour maintenir ou assurer une concurrence effective, et des effets probables de ce type de mesures sur les investissements existants et futurs réalisés par les acteurs du marché, notamment pour le déploiement de réseaux. Ce faisant, elles tiennent compte de l'approche en matière d'analyse de marché énoncée à l'article 67, paragraphe 2.

3. Lorsqu'elles appliquent le paragraphe 2 du présent article, les autorités de régulation nationales et les autres autorités compétentes agissent conformément aux procédures prévues aux articles 18, 19, 23 et 35 ».

4.1. Force est de constater que cet article 52 permet notamment aux États membres, sur les conseils de l'autorité de régulation nationale, de « réserver, s'il y a lieu et si cela est justifié compte tenu d'une situation spécifique sur le marché national, une certaine portion de bande du spectre radioélectrique ou un certain groupe de bandes en vue d'une assignation à de nouveaux entrants ».

Le système de réservation prévu par les auteurs du projet au bénéfice d'un quatrième entrant potentiel est donc envisagé et autorisé par le droit européen.

De voorwaarden voor het verkrijgen en het gebruik van de gebruiksrechten die worden toegewezen aan de mobiele operatoren in de 700 MHz-band worden gedefinieerd in het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band. De portfolio van frequenties die voorbehouden wordt aan een nieuwkomer op de markt zal dus maar spectrum in de 700 MHz-band kunnen bevatten als dat spectrum nog niet is toegewezen in het kader van een procedure die wordt georganiseerd krachtens het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de 700 MHz-band.

Er wordt een eerste veiling die voorbehouden is voor de nieuwkomers op de markt georganiseerd om de portfolio van frequenties samengesteld uit spectrum in de banden van 700 MHz,<sup>6</sup> 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz toe te wijzen."

3. Artikel 52 van het Wetboek zelf luidt als volgt:

"1. De nationale regelgevende instanties en andere bevoegde instanties bevorderen daadwerkelijke mededinging en voorkomen verstoringen van de mededinging op de interne markt wanneer zij overeenkomstig deze richtlijn besluiten nemen inzake de verlening, aanpassing of verlenging van gebruiksrechten voor radiospectrum voor elektronische communicatienetwerken en -diensten.

2. Wanneer de lidstaten gebruiksrechten voor radiospectrum verlenen, aanpassen of verlengen, kunnen hun nationale regelgevende instanties of andere bevoegde instanties op advies van de nationale regelgevende instantie passende maatregelen nemen, zoals:

– het beperken van de hoeveelheid radiospectrumbanden waarvoor gebruiksrechten aan ondernemingen worden verleend, of, in gerechtvaardigde omstandigheden, het verbinden van voorwaarden aan dergelijke gebruiksrechten, zoals het aanbieden van wholesaletaegang, nationale of regionale roaming, in bepaalde banden of in bepaalde groepen van banden met soortgelijke kenmerken;

– het reserveren van een bepaald deel van een radiospectrumband of een groep van banden voor toewijzing aan nieuwe marktdeelnemers, als dit passend en gerechtvaardigd is gezien een specifieke situatie op de nationale markt;

– het weigeren van de verlening van nieuwe gebruiksrechten voor radiospectrum of van toestemming voor nieuw radiospectrumgebruik in bepaalde banden, dan wel het verbinden van voorwaarden aan de verlening van gebruiksrechten voor radiospectrum of de machtiging voor nieuw radiospectrumgebruik, teneinde concurrentievervalsing ten gevolge van de verlening, overdracht of concentratie van gebruiksrechten te voorkomen;

– het opnemen van voorwaarden voor het verbieden van, of het opleggen van voorwaarden aan, de overdracht van gebruiksrechten voor radiospectrum die niet onder het toezicht inzake fusies van de Unie of de lidstaten vallen, indien het waarschijnlijk is dat door een dergelijke overdracht de mededinging aanzienlijk in het gedrang komt;

– het wijzigen van de bestaande rechten in overeenstemming met deze richtlijn, daar waar dat noodzakelijk is om ex post een einde te maken aan de concurrentievervalsing ten gevolge van de overdracht of concentratie van gebruiksrechten voor radiospectrum.

Rekening houdend met de marktomstandigheden en beschikbare benchmarks baseren de nationale regelgevende instanties en andere bevoegde instanties hun besluiten op een objectieve en toekomstgerichte beoordeling van de mededingingsomstandigheden op de markt, van de vraag of dergelijke maatregelen noodzakelijk zijn om daadwerkelijke mededinging in stand te houden of tot stand te brengen en van de waarschijnlijke effecten van dergelijke maatregelen op bestaande en toekomstige investeringen door marktdeelnemers, met name op het gebied van de uitrol van netwerken. Zij houden daarbij rekening met de marktanalyseaanpak van artikel 67, lid 2.

3. Bij de toepassing van lid 2 van dit artikel gaan de nationale regelgevende instanties en andere bevoegde instanties te werk overeenkomstig de procedures van de artikelen 18, 19, 23 en 35."

4.1. Vastgesteld moet worden dat dit artikel 52 de lidstaten met name de mogelijkheid biedt om, op advies van de nationale regelgevende instantie, "een bepaald deel van een radiospectrumband of een groep van banden voor toewijzing aan nieuwe marktdeelnemers [te reserveren], als dit passend en gerechtvaardigd is gezien een specifieke situatie op de nationale markt".

Het reserveringssysteem ten behoeve van een mogelijke nieuwe, vierde operator waarin door de stellers van het ontwerp voorzien wordt, wordt dus door het Europees recht in het vooruitzicht gesteld en toegestaan.

Il convient toutefois de relever que, pour mettre en place un tel système, les autorités compétentes doivent :

- favoriser une concurrence effective et éviter les distorsions de concurrence sur le marché intérieur ;
- tenir compte des conditions de marché et des indicateurs de référence disponibles ;
- fonder leurs décisions sur une évaluation prospective objective des conditions de concurrence sur le marché, de la nécessité ou non de ces mesures pour maintenir ou assurer une concurrence effective, et des effets probables de ce type de mesures sur les investissements existants et futurs réalisés par les acteurs du marché, notamment pour le déploiement de réseaux, et, dans ce cadre, tenir compte de l'approche en matière d'analyse de marché énoncée à l'article 67, paragraphe 2, du Code.

Comme déjà mentionné, à défaut d'une connaissance particulière des situations de fait auxquelles se rapporte le projet d'arrêté et d'une expertise spécifique relative aux aspects scientifiques, techniques et économiques à prendre en considération, la section de législation n'a pas vocation à apprécier, dans toutes leurs mesures et nuances, si les conditions ainsi imposées par le droit européen en l'espèce, sont ici rencontrées.

En revanche, il lui appartient d'examiner si les auteurs du projet eux-mêmes ont pris en compte les éléments précités, et s'ils ont procédé aux analyses requises. Or, le dossier communiqué à la section de législation ne permet pas d'établir que tel est le cas.

Par conséquent, les auteurs du projet doivent être en mesure d'établir qu'ils ont procédé à l'examen qu'impose l'article 52 du Code, dans chacun de ses aspects. Le rapport au Roi sera complété en conséquence.

4.2. De même, les auteurs du projet doivent être en mesure d'établir qu'ils ont respecté les procédures mentionnées à l'article 52, paragraphe 3, du Code. En l'espèce, sont plus spécialement concernées les procédures prévues par les articles 23 et 35 du Code <sup>7</sup>.

Il ressort des informations communiquées par la déléguée de la Ministre que la consultation prévue à l'article 23 a été réalisée entre le 16 juillet et le 31 août 2021.

Quant à l'article 35 du Code, il dispose comme suit :

« 1. Lorsque l'autorité de régulation nationale ou une autre autorité compétente entend lancer une procédure de sélection conformément à l'article 55, paragraphe 2, en ce qui concerne le spectre radioélectrique pour lequel des conditions harmonisées ont été établies par des mesures techniques d'application conformément à la décision n° 676/2002/CE afin de permettre son utilisation pour les réseaux et services à haut débit sans fil, elle informe le RSPG, en vertu de l'article 23, de tout projet de mesure qui relève de la procédure de sélection comparative ou concurrentielle en vertu de l'article 55, paragraphe 2, et indique si elle demande au RSPG de convoquer un forum d'évaluation par les pairs et à quel moment.

Lorsqu'il lui en est fait la demande, le RSPG organise un forum d'évaluation par les pairs dans le but d'examiner les projets de mesures transmis et de procéder à des échanges de vues sur ces projets et il facilite l'échange d'expériences et de bonnes pratiques sur ces projets.

Le forum d'évaluation par les pairs est composé des membres du RSPG et est organisé et présidé par un représentant du RSPG.

2. Au plus tard lors de la consultation publique menée en vertu de l'article 23, le RSPG peut, à titre exceptionnel, prendre l'initiative de convoquer un forum d'évaluation par les pairs, conformément aux règles de procédure applicables à l'organisation de ce forum, afin d'échanger des expériences et des bonnes pratiques sur un projet de mesure relatif à une procédure de sélection, lorsqu'il estime que ce projet de mesure porterait sensiblement atteinte à la capacité de l'autorité de régulation nationale ou d'une autre autorité compétente d'atteindre les objectifs énoncés aux articles 3, 45, 46 et 47.

3. Le RSPG définit à l'avance et rend publics les critères objectifs à remplir pour pouvoir convoquer à titre exceptionnel le forum d'évaluation par les pairs.

Er dient evenwel opgemerkt te worden dat voor de invoering van zulk een systeem de bevoegde instanties erop moeten toezien dat ze:

- daadwerkelijke mededinging bevorderen en verstoringen van de mededinging op de interne markt voorkomen;
- rekening houden met de marktomstandigheden en de beschikbare benchmarks,
- hun beslissingen baseren op een objectieve en toekomstgerichte beoordeling van de mededingingsomstandigheden op de markt, van de vraag of dergelijke maatregelen noodzakelijk zijn om daadwerkelijke mededinging in stand te houden of tot stand te brengen en van de waarschijnlijke effecten van dergelijke maatregelen op bestaande en toekomstige investeringen door marktdeelnemers, met name op het gebied van de uitrol van netwerken, waarbij ze rekening moeten houden met de marktanalyseaanpak van artikel 67, lid 2, van het Wetboek.

Zoals reeds eerder werd gesteld, heeft de afdeling Wetgeving niet te beoordelen of *in casu* aan de aldus bij het Europees recht opgelegde voorwaarden is voldaan in al hun aspecten en nuances, in zoverre ze geen specifieke kennis heeft van de feitelijke situaties waarop het ontwerpbesluit betrekking heeft en geen specifieke expertise heeft betreffende de wetenschappelijke, technische en economische aspecten waarmee rekening moet worden gehouden.

Zij hoort daarentegen wel na te gaan of de stellers van het ontwerp zelf rekening gehouden hebben met de voornoemde elementen en of zij de vereiste analyses hebben uitgevoerd. Uit het dossier dat aan de afdeling Wetgeving is bezorgd, kan evenwel niet worden afgeleid dat dit het geval is.

Bijgevolg moeten de stellers van het ontwerp kunnen aantonen dat ze het onderzoek opgelegd bij artikel 52 van het Wetboek in al zijn aspecten hebben gevoerd. Het verslag aan de Koning moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

4.2. De stellers van het ontwerp moeten evenzo kunnen aantonen dat ze de procedures bedoeld in artikel 52, lid 3, van het Wetboek, in acht genomen hebben. *In casu* gaat het meer in het bijzonder om de procedures bepaald in de artikelen 23 en 35 van het Wetboek.<sup>7</sup>

Uit de inlichtingen van de gemachtigde van de minister blijkt dat de raadpleging waarvan sprake in artikel 23 tussen 16 juli en 31 augustus 2021 is gehouden.

Artikel 35 van het Wetboek, zijnerzijds, luidt als volgt:

“1. Indien de nationale regelgevende instantie of andere bevoegde instantie voornemens is om overeenkomstig artikel 55, lid 2, een selectieprocedure te volgen in verband met radiospectrum waarvoor geharmoniseerde voorwaarden zijn vastgesteld door middel van technische uitvoeringsmaatregelen overeenkomstig Beschikking nr. 676/2002/EG om het gebruik ervan voor draadloze breedbandnetwerken en -diensten mogelijk te maken, stelt zij op grond van artikel 23 de Beleidsgroep Radiospectrum in kennis van eventuele ontwerpmaatregelen die onder het toepassingsgebied van de vergelijkende of op mededinging gebaseerde selectieprocedure op grond van artikel 55, lid 2, vallen en geeft zij aan of en wanneer zij de Beleidsgroep Radiospectrum zal verzoeken een peerreviewforum bijeen te roepen.

Op verzoek organiseert de Beleidsgroep Radiospectrum een peerreviewforum om te debatteren en van gedachten te wisselen over de toegezonden ontwerpmaatregelen en faciliteert zij de uitwisseling van ervaringen en beste praktijken in verband met die ontwerpmaatregelen.

Het peerreviewforum bestaat uit de leden van de Beleidsgroep Radiospectrum en wordt door een vertegenwoordiger ervan georganiseerd en voorgezeten.

2. Uiterlijk tijdens de openbare raadpleging op grond van artikel 23 kan de Beleidsgroep Radiospectrum bij wijze van uitzondering het initiatief nemen om volgens de toepasselijke organisatieregels een peerreviewforum bijeen te roepen om ervaringen en beste praktijken met betrekking tot een ontwerpmaatregel betreffende een selectieprocedure uit te wisselen indien de ontwerpmaatregel naar haar oordeel aanzienlijk afbreuk zou doen aan het vermogen van de nationale regelgevende instantie of een andere bevoegde instantie om de in de artikelen 3, 45, 46 en 47 vervatte doelstellingen te verwezenlijken.

3. De Beleidsgroep Radiospectrum omschrijft van tevoren de objectieve criteria voor het bij wijze van uitzondering bijeenroepen van het peerreviewforum en maakt deze bekend.

4. Lors du forum d'évaluation par les pairs, l'autorité de régulation nationale ou une autre autorité compétente fournit une explication sur la manière dont le projet de mesure :

a) promeut le développement du marché intérieur, la fourniture transfrontière de services et la concurrence, optimise les avantages pour le consommateur, et atteint généralement les objectifs énoncés aux articles 3, 45, 46 et 47 de la présente directive ainsi que dans les décisions n° 676/2002/CE et n° 243/2012/UE ;

b) garantit une utilisation efficace et efficiente du spectre radioélectrique ; et

c) garantit aux utilisateurs existants et potentiels du spectre radioélectrique des conditions d'investissement stables et prévisibles lors du déploiement de réseaux pour la fourniture de services de communications électroniques qui dépendent du spectre radioélectrique.

5. Le forum d'évaluation par les pairs est ouvert à la participation volontaire d'experts d'autres autorités compétentes et de l'ORECE.

6. Le forum d'évaluation par les pairs n'est convoqué qu'une seule fois durant l'ensemble du processus de préparation et de consultation au niveau national relatif à une procédure de sélection unique concernant une ou plusieurs bandes du spectre radioélectrique, à moins que l'autorité de régulation nationale ou une autre autorité compétente ne demande qu'il soit de nouveau convoqué.

7. Sur demande de l'autorité de régulation nationale ou d'une autre autorité compétente ayant sollicité la réunion, le RSPG peut adopter un rapport sur la manière dont le projet de mesure permet d'atteindre les objectifs prévus au paragraphe 4, lequel rapport tient compte des échanges de vues intervenus dans le cadre du forum d'évaluation par les pairs.

8. Le RSPG publie en février de chaque année un rapport concernant les projets de mesures examinés en application des paragraphes 1 et 2. Ce rapport indique les expériences et les bonnes pratiques observées.

9. À la suite de la réunion du forum d'évaluation par les pairs, sur demande de l'autorité de régulation nationale ou d'une autre autorité compétente ayant sollicité la réunion, le RSPG peut adopter un avis sur le projet de mesure ».

Interrogée sur l'accomplissement du processus d'évaluation par les pairs requis par cet article 35, la déléguée de la Ministre a communiqué à la section de législation copie d'un courrier émanant de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « l'IBPT »), daté du 26 juillet 2021.

Par ce courrier, l'IBPT a informé le groupe pour la politique en matière de spectre radioélectrique (en abrégé « RSPG ») conformément au paragraphe 1 de l'article 35 reproduit ci-avant. Ce courrier mentionne expressément qu'il n'est pas demandé que les projets fassent l'objet d'un forum d'évaluation par les pairs. Selon la déléguée de la Ministre, le RSPG n'a communiqué aucune réaction dans le délai prévu au paragraphe 2 du même article.

La formalité requise a donc été accomplie.

## OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

### PRÉAMBULE

1. À l'alinéa 1<sup>er</sup>, l'article 13 de la loi du 13 juin 2005 ne procure pas de fondement juridique à l'arrêté en projet ou l'une de ses dispositions. Cet article ne sera dès lors pas mentionné.

Au même alinéa, il y a lieu de mentionner également la modification apportée à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005, par la loi du 31 juillet 2017, ainsi que les modifications apportées à l'article 30 de la même loi par les lois du 27 mars 2014 et du 27 juin 2021. Le préambule sera complété en conséquence.

2. À l'alinéa 5, il convient de mentionner les avis donnés par l'IBPT, sur le texte en projet, le 7 janvier et le 12 mai 2021.

3. Le Comité de concertation a donné son accord sur le texte en projet le 26 mai 2021.

L'alinéa 7 sera complété aux fins de mentionner cette date et de viser non pas la « consultation » mais « l'accord » du Comité.

4. Il ressort des informations communiquées par la déléguée de la Ministre que l'IBPT a soumis le texte en projet à une consultation publique qui s'est tenue du 16 juillet au 31 août 2021.

Le préambule mentionnera également cette consultation. Il sera complété par un alinéa mentionnant cette formalité.

4. Tijdens het peerreviewforum legt de nationale regelgevende instantie of een andere bevoegde instantie uit hoe de ontwerpmaatregel:

a) de ontwikkeling van de interne markt, de grensoverschrijdende verlening van diensten en de mededinging bevordert en tevens de voordelen voor de consumenten maximaliseert, en in het algemeen de in de artikelen 3, 45, 46 en 47 van deze richtlijn, alsmede in Beschikking nr. 676/2002/EG en Besluit nr. 243/2012/EU vervatte doelstellingen verwezenlijkt;

b) een doeltreffend en doelmatig gebruik van radiospectrum waarborgt; en

c) stabiele en voorspelbare investeringsvoorwaarden voor bestaande en toekomstige radiospectrumgebruikers garandeert bij de uitrol van netwerken voor de verrichting van elektronischecomunicatiediensten die afhankelijk zijn van radiospectrum.

5. Het peerreviewforum staat open voor vrijwillige deelname door deskundigen van andere bevoegde instanties en van Berec.

6. Het peerreviewforum wordt tijdens de algemene nationale voorbereiding en raadpleging in verband met één selectieprocedure voor een of meer radiospectrumbanden slechts eenmaal bijeengeroepen, tenzij de nationale regelgevende instantie of de andere bevoegde instantie verlangt dat het opnieuw wordt bijeengeroepen.

7. Op verzoek van de nationale regelgevende instantie of een andere bevoegde instantie die om de bijeenkomst heeft verzocht, kan de Beleidsgroep Radiospectrum een verslag aannemen waarin wordt uiteengezet hoe de ontwerpmaatregel de in lid 4 vermelde doelstellingen verwezenlijkt, en waarin de gedachtewisseling in het peerreviewforum wordt weergegeven.

8. De Beleidsgroep Radiospectrum brengt elk jaar in februari verslag uit over de op grond van de leden 1 en 2 besproken ontwerpmaatregelen. Het verslag maakt melding van de vastgestelde ervaringen en beste praktijken.

9. Na afloop van het peerreviewforum kan de Beleidsgroep Radiospectrum op verzoek van de nationale regelgevende of een andere bevoegde instantie die om de bijeenkomst heeft verzocht, een advies over de ontwerpmaatregel aannemen."

Naar aanleiding van een vraag over het doorlopen van de peerreviewprocedure die bij dat artikel 35 verplicht gesteld wordt, heeft de gemachtigde van de minister aan de afdeling Wetgeving een kopie bezorgd van een brief d.d. 26 juli 2021 van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "het BIPT").

Bij die brief heeft het BIPT de Beleidsgroep Radiospectrum ingelicht overeenkomstig lid 1 van dat artikel 35 dat hierboven weergegeven is. In die brief wordt uitdrukkelijk vermeld dat niet verzocht wordt om met betrekking tot die ontwerpen een peerreviewforum bijeen te roepen. Volgens de gemachtigde van de minister heeft de Beleidsgroep Radiospectrum daarop binnen de termijn bepaald in lid 2 van datzelfde artikel geen enkele reactie gegeven.

Het verplichte vormvereiste is dus vervuld.

## BIJZONDERE OPMERKINGEN

### AANHEF

1. Wat het eerste lid betreft, verleent artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 geen rechtsgrond aan het ontworpen besluit of een van zijn bepalingen. Dat artikel moet dus niet worden vermeld.

In hetzelfde lid dient ook de wijziging te worden vermeld die bij de wet van 31 juli 2017 is aangebracht in artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005, alsook de wijzigingen die in artikel 30 van dezelfde wet zijn aangebracht bij de wetten van 27 maart 2014 en 27 juni 2021. De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld.

2. In het vijfde lid dienen de adviezen te worden vermeld die het BIPT op 7 januari en 12 mei 2021 over de ontworpen tekst heeft gegeven.

3. Het Overlegcomité heeft op 26 mei 2021 zijn goedkeuring gehecht aan de ontwerp tekst.

In het zevende lid moet die datum worden bijgeschreven, en moet niet naar "de raadpleging" maar naar "de akkoordbevinding" van het Comité worden verwezen.

4. Uit de inlichtingen die de gemachtigde van de minister heeft meegedeeld, blijkt dat het BIPT over de ontwerp tekst een openbare raadpleging heeft gehouden die van 16 juli tot 31 augustus 2021 liep.

Die raadpleging moet ook vermeld worden in de aanhef. De aanhef moet aangevuld worden met een lid waarin dat vormvereiste wordt vermeld.

DISPOSITIFArticle 4

Aux fins de mieux définir l'habilitation conférée à l'IBPT par le paragraphe 4 de la disposition à l'examen et garantir sa conformité avec l'article 13 de la loi du 13 juin 2005, ainsi qu'avec l'article 3 du Code, spécialement son paragraphe 2.c), évoqués dans le rapport au Roi, il convient de compléter ce paragraphe en vue de mentionner que l'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.

Article 7

L'article 7 entend permettre à l'IBPT d'autoriser des opérateurs à partager des droits d'utilisation pour des fréquences. Cette disposition fixe les conditions et la procédure relatives à cette autorisation.

La section de législation n'aperçoit pas quel pourrait être le fondement juridique du système d'autorisation de partage ainsi mis en place.

Plus spécialement, l'article 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 dispose comme suit :

« Les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation de radiofréquences utilisées entièrement ou partiellement pour des services de communications électroniques offerts au public, sont fixées par le Roi, par un arrêté pris après l'avis de l'Institut et après délibération en Conseil des ministres, et peuvent uniquement porter sur :

1° le service ou la technologie concernée, pour lesquels les droits d'utilisation de la radiofréquence sont accordés, y compris, le cas échéant, les exigences de couverture et de qualité ;

2° l'utilisation effective et efficace des radiofréquences conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables ;

3° [...] ;

4° la durée maximale sous réserve de modifications du plan national de fréquences ;

5° le transfert des droits à l'initiative du titulaire des droits, et les conditions applicables au transfert ;

6° les redevances d'utilisation conformément à l'article 30 ;

7° les engagements pris par l'opérateur ayant obtenu le droit d'utilisation en matière de radiofréquences au cours de la procédure de sélection ;

8° [...] ;

9° [...] ;

10° le cas échéant, les conditions d'indemnisation des précédents utilisateurs de la bande de fréquences concernée ».

Il s'ensuit que les conditions d'obtention et d'exercice des droits d'utilisation que le Roi peut fixer sont limitées aux seuls objets ainsi énumérés, lesquels ne comportent pas les conditions de partage des droits d'utilisation.

Il convient par ailleurs de relever que si la cession et la location de droits d'utilisation sont expressément visés par l'article 19 de la même loi, le partage de droits d'utilisation n'y est pas visé.

Enfin, comme mentionné ci-avant, la section de législation a été saisie récemment d'un avant-projet de loi « portant transposition du code des communications électroniques européen et modification de diverses dispositions en matière de communications électroniques », sur lequel elle a donné l'avis n° 69.166/4 le 10 juin 2021.

L'article 54 de cet avant-projet entend remplacer l'article 18, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 par une disposition nouvelle dont l'alinéa 3 est similaire à l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 18, § 1<sup>er</sup>, en vigueur.

À la différence de celui-ci, la disposition en projet, appelée à former l'article 18, § 1<sup>er</sup>, alinéa 3, telle qu'elle figure dans l'avant-projet examiné dans l'avis n° 69.166/4, mentionne expressément, parmi les seuls objets sur lesquels peuvent porter les conditions d'exercice des droits d'utilisation du spectre radioélectrique à fixer par le Roi,

« 7° l'obligation de mettre en commun ou de partager le spectre radioélectrique ou de permettre à d'autres utilisateurs d'accéder au spectre radioélectrique dans des régions spécifiques ou au niveau national »<sup>8</sup>.

DISPOSITIEFArtikel 4

Om de machtiging die bij paragraaf 4 van de voorliggende bepaling aan het BIPT wordt verleend, beter te definiëren, en om te garanderen dat ze in overeenstemming is met artikel 13 van de wet van 13 juni 2005 en met artikel 3 van het Wetboek, in het bijzonder paragraaf 2.c) ervan, die in het verslag aan de Koning ter sprake komen, dient die paragraaf 4 te worden aangevuld. Hij moet vermelden dat die aan het BIPT verleende machtiging ten uitvoer moet worden gelegd met het oog op de bevordering van een doeltreffend, efficiënt en gecoördineerd gebruik van het radiospectrum.

Artikel 7

Luidens artikel 7 kan het BIPT operatoren toestaan gebruiksrechten voor frequenties te delen. Het artikel stelt de voorwaarden en de procedure voor die toestemming vast.

De afdeling Wetgeving begrijpt niet wat de rechtsgrond zou kunnen zijn van de aldus ingevoerde regeling inzake de toestemming voor het delen.

Artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005 bepaalt meer in het bijzonder het volgende:

“De voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van gebruiksrechten voor radiofrequenties die geheel of gedeeltelijk gebruikt worden voor elektronische-communicatiediensten die aan het publiek worden aangeboden, worden door de Koning vastgesteld bij een besluit, genomen na advies van het Instituut en vastgesteld na overleg in de Ministerraad, en mogen enkel verband houden met:

1° de betreffende dienst of de technologie waarvoor de gebruiksrechten voor de radiofrequentie zijn verleend, in voorkomend geval met inbegrip van de dekkingsvereisten en kwaliteitseisen;

2° het daadwerkelijk en efficiënt gebruik van radiofrequenties overeenkomstig de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen;

3° (...);

4° de maximumduur onder voorbehoud van wijzigingen van het nationale frequentieplan;

5° de overdracht op initiatief van de houder van de rechten en de daarvoor geldende voorwaarden;

6° de gebruiksheffingen overeenkomstig artikel 30;

7° de toezeggingen die de operator die het gebruiksrecht inzake de radiofrequenties heeft verkregen, in de loop van de selectieprocedure heeft gedaan;

8° (...);

9° (...);

10° in voorkomend geval, de voorwaarden met betrekking tot de vergoeding van de vorige gebruikers van de betrokken frequentieband.”

Daaruit volgt dat de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die de Koning kan vaststellen, beperkt zijn tot louter de aldus opgesomde doeleinden. Voorwaarden voor het delen van gebruiksrechten behoren daar niet toe.

Voorts dient te worden opgemerkt dat artikel 19 van dezelfde wet wel uitdrukkelijk melding maakt van de overdracht en de verhuur van gebruiksrechten, maar niet van het delen van gebruiksrechten.

Ten slotte is, zoals hierboven is aangegeven, de afdeling Wetgeving onlangs geadieerd met betrekking tot een voorontwerp van wet “houdende omzetting van het Europees wetboek voor elektronische communicatie en wijziging van diverse bepalingen inzake elektronische communicatie”, waarover ze op 10 juni 2021 advies 69.166/4 heeft gegeven.

Artikel 54 van dat voorontwerp strekt ertoe artikel 18, § 1, van de wet van 13 juni 2005 te vervangen door een nieuwe bepaling waarvan het derde lid vergelijkbaar is met het eerste lid van het momenteel geldende artikel 18, § 1.

Anders dan dat eerste lid, vermeldt de ontworpen bepaling die artikel 18, § 1, derde lid, moet worden zoals weergegeven in het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht, uitdrukkelijk de enige doeleinden waarop de door de Koning vast te stellen voorwaarden voor de uitoefening van de gebruiksrechten betreffende het radiospectrum betrekking mogen hebben, waaronder:

“7° de verplichting om radiospectrum te bundelen of te delen of om toegang tot radiospectrum toe te staan aan andere gebruikers in specifieke regio's of op nationaal niveau.”<sup>8</sup>

Cet objet constitue une innovation par rapport à l'article 18, § 1<sup>er</sup>, en vigueur. Par ailleurs, il concerne non pas le partage des droits d'utilisation à l'initiative des opérateurs mais l'obligation de mettre en commun ou de partager le spectre.

Dans le contexte ainsi exposé, à défaut d'habilitation expresse donnée au Roi par l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 en vue de régler les conditions de partage entre opérateurs des droits d'utilisation pour des fréquences radioélectriques, la section de législation n'aperçoit pas quel pourrait être le fondement juridique de l'article 7.

#### Article 8

1. L'article 8 a trait au montant et à certaines modalités de la redevance annuelle « de mise à disposition des fréquences » qui sera due par les opérateurs à qui auront été octroyés des droits d'utilisation.

L'objet exact de ce qu'entend couvrir cette redevance n'est pas précisé dans la disposition à l'examen.

2. Cette disposition entend procurer exécution à l'article 30, §§ 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 13 juin 2005, qui confère au Roi une large habilitation en la matière.

Ceci étant précisé, il convient de ne pas perdre de vue trois éléments :

1° En droit interne, il convient de rappeler que, comme la section de législation l'a déjà observé, la redevance (en néerlandais « retributie ») se définit comme étant une rétribution financière d'un service accompli par l'autorité en faveur du redevable considéré individuellement. En outre, il doit exister une proportion raisonnable entre, d'une part, la valeur du service fourni et, d'autre part, la redevance exigée; à défaut de pareille proportion, la redevance perd son caractère de rétribution pour revêtir un caractère fiscal<sup>9</sup>.

2° L'article 30 de la loi du 13 juin 2005, ainsi que la disposition à l'examen, mettent en œuvre la possibilité conférée aux États membres par l'article 42<sup>10</sup> du Code.

L'article 42 du Code, intitulé « Redevances pour les droits d'utilisation du spectre radioélectrique et les droits de mettre en place des ressources », dispose comme suit :

« 1. Les États membres peuvent permettre à l'autorité compétente de soumettre à une redevance les droits d'utilisation du spectre radioélectrique ou les droits de mettre en place sur, au-dessus ou au-dessous des propriétés publiques ou privées, des ressources qui sont utilisées pour la fourniture de réseaux ou de services de communications électroniques et des ressources associées, afin d'assurer une utilisation optimale de ces ressources. Les États membres font en sorte que ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à la finalité pour laquelle elles sont destinées et tiennent compte des objectifs généraux de la présente directive.

2. En ce qui concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique, les États membres s'efforcent de veiller à ce que les redevances applicables soient fixées à un niveau garantissant une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique, notamment en :

a) fixant des prix de réserve à titre de redevances minimales pour les droits d'utilisation du spectre radioélectrique en ayant égard à la valeur que ces droits peuvent avoir s'ils sont utilisés différemment ;

b) tenant compte des coûts résultant des conditions dont sont assortis les droits ; et

c) appliquant, dans la mesure du possible, des modalités de paiement liées à la disponibilité réelle pour l'utilisation du spectre radioélectrique ».

Au regard notamment des exigences de justification objective, de transparence, de non-discrimination et de proportionnalité qui figurent à l'article 42, ainsi que compte tenu des principes d'égalité et de non-discrimination inscrits aux articles 10 et 11 de la Constitution, l'autorité qui fixe le régime juridique des redevances concernées doit être en mesure d'établir les motifs précis, exacts en fait, admissibles en droit, pertinents et adéquats, susceptibles de justifier ce régime, spécialement les différences de traitements opérées au sein de celui-ci, ainsi que celles opérées entre les destinataires de ce régime et les opérateurs auxquels il ne s'appliquerait pas mais dont la situation pourrait être, sous des aspects déterminés, qualifiée de similaire à celles des premiers.

3° L'exercice du pouvoir conféré aux États membres par l'article 42 du Code de prévoir que les droits d'utilisation des radiofréquences sont soumis à une redevance est subordonné à des conditions précises :

Dat doeleinde is iets nieuws ten opzichte van het geldende artikel 18, § 1. Het heeft overigens niet betrekking op het delen van de gebruiksrechten op initiatief van de operatoren, maar op de verplichting het spectrum te bundelen of te delen.

In de aldus geschetste context en in zoverre artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 de Koning geen uitdrukkelijke machtiging verleent om de voorwaarden te regelen voor het delen van de gebruiksrechten inzake radiofrequenties tussen operatoren, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk op welke rechtsgrond artikel 7 zou kunnen berusten.

#### Artikel 8

1. Artikel 8 heeft betrekking op het bedrag van en bepaalde regels inzake het jaarlijkse recht "voor de terbeschikkingstelling van frequenties" dat de operatoren aan wie gebruiksrechten zijn toegekend, moeten betalen.

In de voorliggende bepaling wordt niet gepreciseerd wat juist met dat recht wordt vergoed.

2. De bepaling strekt ertoe uitvoering te verlenen aan artikel 30, §§ 1 en 2, van de wet van 13 juni 2005, waarbij aan de Koning een ruime machtiging ter zake wordt verleend.

In het licht van die verduidelijking mag men drie elementen niet uit het oog verliezen:

1° Wat het interne recht betreft, dient er nogmaals op gewezen te worden dat, zoals de afdeling Wetgeving reeds heeft opgemerkt, de Franse term "redevance" (in het Nederlands "retributie") wordt gedefinieerd als een geldelijke vergoeding van een dienst die de overheid presteert ten voordele van de retributieplichtige, individueel beschouwd. Bovendien moet er een redelijke verhouding bestaan tussen enerzijds de waarde van de bewezen dienst en anderzijds de gevorderde retributie; bij gemis van een zodanige verhouding verliest de retributie haar vergoedend karakter en wordt ze fiscaal van aard.<sup>9</sup>

2° Bij artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 alsook bij de voorliggende bepaling wordt de mogelijkheid die bij artikel 42<sup>10</sup> van het Wetboek aan de lidstaten wordt gegeven, ten uitvoer gelegd.

Artikel 42 van het Wetboek, dat het opschrift "Vergoedingen voor gebruiksrechten voor radiospectrum en rechten om faciliteiten te installeren" draagt, luidt als volgt:

"1. De lidstaten kunnen de bevoegde instantie toestaan de gebruiksrechten voor radiospectrum of rechten om faciliteiten die worden gebruikt voor de levering van elektronischecommunicatienetwerken of -diensten en aanverwante faciliteiten te installeren op, over of onder openbare of particuliere eigendom, te onderwerpen aan vergoedingen die een optimaal gebruik van die middelen waarborgen. De lidstaten zorgen ervoor dat die vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn, en in verhouding staan tot het beoogde doel en zij houden rekening met de algemene doelstellingen van deze richtlijn.

2. Met betrekking tot de gebruiksrechten voor radiospectrum trachten de lidstaten ervoor te zorgen dat de toepasselijke vergoedingen worden vastgesteld op een niveau dat efficiënte toewijzing en gebruik van radiospectrum garandeert, onder andere door:

a) reserveprijzen vast te stellen als minimumvergoeding voor gebruiksrechten voor radiospectrum door rekening te houden met de waarde van die rechten bij hun mogelijke alternatieve toepassingen;

b) rekening te houden met de kosten die worden gemaakt als gevolg van aan die rechten verbonden voorwaarden; en

c) zo veel mogelijk de betalingsregelingen in verband met de daadwerkelijke beschikbaarheid voor het gebruik van het radiospectrum toe te passen."

Inzonderheid uit het oogpunt van de vereisten inzake objectieve rechtvaardiging, transparantie, non-discriminatie en evenredigheid die artikel 42 van het Wetboek vermeldt, alsook gelet op de beginselen van gelijkheid en non-discriminatie vastgelegd in de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, moet de wetgever die de betreffende heffingen juridisch regelt, in staat zijn de precieze, feitelijk juiste en in rechte aanvaardbare, relevante en deugdelijke motieven op te geven waarmee die regeling kan worden gerechtvaardigd. Het gaat met name om het rechtvaardigen van de verschillen in behandeling die in die regeling vervat zijn en de verschillen in behandeling die de regeling doet ontstaan tussen de adressaten van die regeling en de operatoren voor wie de regeling niet zou gelden maar die zich onder bepaalde aspecten in een soortgelijke situatie als de adressaten zouden kunnen bevinden.

3° Er gelden precieze voorwaarden voor de uitoefening van de bevoegdheid die de lidstaten bij artikel 42 van het Wetboek is verleend om te voorzien in vergoedingen voor de gebruiksrechten voor radiofrequenties:

– Tout d’abord, la redevance ne peut être prévue qu’« afin d’assurer une utilisation optimale de ces ressources » (en l’espèce, les radiofréquences) – c’est également ce que prévoit l’article 30, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005.

– Ensuite, les États membres doivent faire en sorte que « ces redevances soient objectivement justifiées, transparentes, non discriminatoires et proportionnées eu égard à la finalité pour laquelle elles sont destinées et tiennent compte des objectifs généraux de la présente directive ». Des exigences de justification et de proportionnalité similaires sont imposées aux États membres par les articles 18 et 19 du Code, s’agissant de modifier les droits, les conditions et les procédures applicables aux droits d’utilisation.

– Enfin, les États membres doivent s’efforcer de veiller à ce que « les redevances applicables soient fixées à un niveau garantissant une assignation et une utilisation efficaces du spectre radioélectrique », « notamment en [...] fixant des prix de réserve à titre de redevances minimales pour les droits d’utilisation du spectre radioélectrique en ayant égard à la valeur que ces droits peuvent avoir s’ils sont utilisés différemment [...] en tenant compte des coûts résultant des conditions dont sont assortis les droits et [...] en appliquant, dans la mesure du possible, des modalités de paiement liées à la disponibilité réelle pour l’utilisation du spectre radioélectrique ».

Sur les différents aspects évoqués aux points 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, ci—avant, il appartient aux auteurs du projet d’être en mesure d’établir, dans le rapport au Roi, les éléments précis et concrets de nature à démontrer que :

– Au regard du droit interne, les montants prévus par la disposition à l’examen sont raisonnablement proportionnés à la valeur du service de gestion des droits d’utilisation et de mise à disposition des fréquences ; cette exigence suppose avant tout que l’objet exact du service de gestion concerné soit défini ;

– les différentes exigences de l’article 42 du Code sont effectivement rencontrées. Cette exigence suppose que des éléments concrets, clairs et précis, figurent dans le rapport au Roi <sup>11</sup>, spécialement dans l’intérêt des destinataires de la norme. Par ailleurs, cette justification devra avoir égard à la circonstance que l’article 30, § 1<sup>er</sup>/1, alinéa 3, de la loi du 13 juin 2005, prévoit le paiement d’une redevance dite « unique » pour les bandes de fréquences considérées avec laquelle la redevance envisagée par l’arrêté en projet est appelée à se cumuler.

Sur ces deux points, il convient spécialement de relever que tant en ce qui concerne la notion de « redevance » en droit interne que quant au respect du principe de proportionnalité en général, notamment au regard de l’article 42 du Code, la disposition à l’examen pose question :

– En ce qu’elle prévoit que « le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question » ;

– En ce qu’elle prévoit que la redevance annuelle est réduite de 50 % les trois premières années ;

– En ce que la prise de cours de la redevance annuelle prend comme point de référence le début de la période de validité des droits et non la date de mise à disposition effective de ceux-ci, et ce, selon le rapport au Roi, en vue d’éviter une thésaurisation du spectre.

3. En conclusion, la disposition à l’examen sera réexaminée à la lumière des observations qui précèdent, et le rapport au Roi sera complété en conséquence.

Pour le surplus, et s’agissant plus spécialement des justifications techniques et économiques, il n’appartient pas à la section de législation d’organiser un débat contradictoire entre les auteurs du projet et les opérateurs ou agents économiques intéressés pour se prononcer sur les différents aspects du dossier et notamment sur la conformité du système envisagé par le texte en projet avec les exigences de l’article 42 du Code <sup>12</sup>.

#### Article 11

Il y a lieu de constater que l’obligation d’information imposée au paragraphe 1<sup>er</sup>, manque de précision, notamment quant aux modalités de la publication de l’information destinée au « public ».

La disposition gagnerait à être plus précise sur ce point <sup>13</sup>.

– Ten eerste mogen enkel vergoedingen worden opgelegd “die een optimaal gebruik van die middelen waarborgen” (in dit geval: van de radiofrequenties) – dat is ook wat artikel 30, § 1, van de wet van 13 juni 2005 voorschrijft.

– Vervolgens moeten de lidstaten ervoor zorgen dat “die vergoedingen objectief gerechtvaardigd, transparant en niet-discriminerend zijn, (...) in verhouding staan tot het beoogde doel en (...) rekening [houden] met de algemene doelstellingen van deze richtlijn”. De artikelen 18 en 19 van het Wetboek leggen aan de lidstaten soortgelijke eisen inzake rechtvaardiging en proportionaliteit op wanneer er sprake is van een wijziging van de rechten, voorwaarden en procedures die op de gebruiksrechten van toepassing zijn.

– Ten slotte moeten de lidstaten trachten ervoor te zorgen dat “de toepasselijke vergoedingen worden vastgesteld op een niveau dat efficiënte toewijzing en gebruik van radiospectrum garandeert”, “onder andere door (...) reserveprijzen vast te stellen als minimumvergoeding voor gebruiksrechten voor radiospectrum door rekening te houden met de waarde van die rechten bij hun mogelijke alternatieve toepassingen[,] (...) rekening te houden met de kosten die worden gemaakt als gevolg van aan die rechten verbonden voorwaarden[,] en (...) zo veel mogelijk de betalingsregelingen in verband met de daadwerkelijke beschikbaarheid voor het gebruik van het radiospectrum toe te passen”.

Wat de verschillende aspecten betreft die hierboven in de punten 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup> ter sprake zijn gebracht, moeten de stellers van het ontwerp in het verslag aan de Koning de precieze en concrete elementen kunnen opgeven waarmee kan worden aangetoond dat:

– de bedragen waarin de voorliggende bepaling voorziet, uit het oogpunt van het interne recht redelijkerwijs in verhouding staan tot de waarde van de dienst die bestaat in het beheer van de gebruiksrechten en de terbeschikkingstelling van de frequenties; dat vereiste veronderstelt in de eerste plaats een omschrijving van wat die dienst voor het beheer precies inhoudt;

– daadwerkelijk is voldaan aan de verschillende vereisten van artikel 42 van het Wetboek. Dit vereiste veronderstelt dat het verslag aan de Koning concrete, duidelijke en precieze elementen bevat, <sup>11</sup> meer bepaald in het belang van de adressaten van de norm. Voor die rechtvaardiging dient men er voorts rekening mee te houden dat artikel 30, § 1/1, derde lid, van de wet van 13 juni 2005 voorziet in de betaling van een zogenoemde “enige” heffing voor de in aanmerking genomen frequentiebanden, die gecumuleerd zou worden met de rechten die het ontworpen besluit in het vooruitzicht stelt.

Wat die beide punten betreft, dient speciaal te worden gewezen op de vragen die de voorliggende bepaling doet rijzen zowel in verband met het begrip “recht” in het interne recht als in verband met de inachtneming van het evenredigheidsbeginsel in het algemeen, met name ten aanzien van artikel 42 van het Wetboek,

– in zoverre wordt bepaald dat “[h]et bedrag van dat recht (...) onafhankelijk [is] van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren”;

– in zoverre wordt bepaald dat de jaarlijkse rechten de eerste drie jaren met 50% worden verminderd;

– in zoverre de datum vanaf wanneer het jaarlijkse recht verschuldigd is, wordt berekend vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten, en niet vanaf de datum waarop die gebruiksrechten daadwerkelijk ter beschikking worden gesteld, en dit om te vermijden dat het spectrum wordt “gehamsterd”, zoals het in het verslag aan de Koning luidt.

3. De conclusie is dat de voorliggende bepaling opnieuw moet worden onderzocht in het licht van de voorgaande opmerkingen, en dat het verslag aan de Koning in overeenstemming daarmee moet worden aangevuld.

Bovendien, en meer in het bijzonder in verband met de technische en economische rechtvaardigingen, staat het niet aan de afdeling Wetgeving een debat op tegenspraak tussen de stellers van het ontwerp en de betrokken operatoren of economische actoren te organiseren, teneinde zich te kunnen uitspreken over de verschillende aspecten van het dossier, en met name over de vraag of de regeling die de ontwerptekst uitwerkt, in overeenstemming is met de vereisten van artikel 42 van het Wetboek. <sup>12</sup>

#### Artikel 11

Er moet worden opgemerkt dat de informatieplicht opgelegd bij paragraaf 1, niet nauwkeurig genoeg is, meer bepaald wat betreft de wijze van bekendmaking van de informatie bestemd voor het “publiek”.

De bepaling dient op dat punt nauwkeuriger te zijn. <sup>13</sup>



Article 12

Le paragraphe 5, alinéa 3, prévoit :

« Les méthodes pratiques et les procédures exactes sont fixées par l'Institut. »

La section de législation n'aperçoit pas sur quoi porte exactement l'habilitation conférée ainsi à l'IBPT.

Sur ce point, il est rappelé qu'aucun pouvoir réglementaire ne peut en principe être conféré à l'IBPT, autorité administrative indépendante, si ce n'est sur des aspects limités et techniques, tels qu'il est permis de considérer que l'IBPT – qui doit appliquer la réglementation concernée – est également le mieux placé pour l'élaborer. Encore faut-il qu'une autorité politiquement responsable puisse endosser la responsabilité des règlements concernés, soit parce que cette autorité – en l'occurrence, le Roi – interviendra sur proposition de l'IBPT, soit parce que cette même autorité devra approuver les mesures réglementaires. Cette dernière condition pourrait, le cas échéant, ne pas devoir être remplie pour l'adoption de mesures éminemment techniques et n'intervenant que dans des cas où le pouvoir réglementaire ne suppose pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité, parce que, par exemple, le droit européen détermine déjà l'intégralité, ou presque, de la réglementation concernée<sup>14</sup>.

La même observation vaut pour l'article 13, § 8.

Article 13

1. Compte tenu de la formulation de l'ensemble de la disposition à l'examen, la section de législation n'aperçoit pas en quoi l'obligation imposée aux opérateurs concernés pourra consister en une « obligation de moyen ».

Le rapport au Roi ne propose aucune explication sur ce point.

2. Au regard du principe d'égalité entre les opérateurs, les auteurs du projet doivent être en mesure de justifier les régimes dérogatoires prévus par le paragraphe 3. Le commentaire de l'article dans le rapport au Roi ne comporte aucune justification à ce propos.

3. Si la justification du régime particulier prévu par le paragraphe 7 de l'article 13 pour les opérateurs qui ne sont pas des opérateurs mobiles existants, apparaît évidente au regard du principe d'égalité, il convient toutefois que les auteurs du projet soient en mesure de justifier la durée du délai qui leur est octroyé, à savoir neuf ans. Le commentaire de l'article dans le rapport au Roi ne comporte pas de justification à ce propos.

4. La disposition à l'examen sera réexaminée à la lumière des observations qui précèdent et le rapport au Roi sera complété en conséquence.

Article 14

L'article 14 trouve son fondement juridique dans l'article 51, § 2, de la loi du 13 juin 2005.

Compte tenu des exigences en termes d'habilitation au Roi qui résultent de cette disposition législative, le paragraphe 9, alinéa 3, ne peut se borner à prévoir que « [d]ans certains cas, l'Institut peut déterminer qu'un autre mode de calcul est plus indiqué, tel qu'un tarif par utilisation ».

La disposition à l'examen sera revue afin de préciser quelles sont les hypothèses dans lesquelles il peut être fait appel à un autre mode de calcul.

Par ailleurs, le paragraphe 9, alinéas 6 et 7, sera revu afin de préciser les circonstances, hypothèses ou cas dans lesquels d'une part, l'IBPT pourra opter pour une « autre méthode de calcul » (alinéa 6), et celles dans lesquelles il pourra « inclure certains coûts fixes » dans un contrat d'itinérance nationale (alinéa 7)<sup>15</sup>.

Article 15

1. Le commentaire de l'article qui figure dans le rapport au Roi mentionne notamment, à propos de l'article 15 :

« À des fins de transmission de voix, SMS et données, tous les opérateurs 700 MHz doivent fournir l'itinérance nationale PPDR dans un délai de deux ans après la réception de la demande en ce sens d'ASTRID et, sauf convention contraire à ce sujet avec ASTRID, soutenir au minimum les mécanismes et services 3GPP standardisés pour les Mission Critical Services (MCPTT, MCData, MCVideo) et pour la priorité et la préemption énumérés dans l'article et les mettre à la disposition des utilisateurs d'ASTRID.

Artikel 12

Paragraaf 5, derde lid, luidt als volgt:

“De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.”

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk waarop de machtiging die aldus aan het BIPT verleend wordt juist betrekking heeft.

Dienaangaande wordt in herinnering gebracht dat aan het BIPT, dat een onafhankelijke administratieve overheid is, in principe geen verordeningbevoegdheid kan worden verleend tenzij voor technische nevenaspecten waarvoor ervan uitgegaan kan worden dat het BIPT, dat de regelgeving in kwestie moet toepassen, eveneens de meest aangewezen instantie is om ze uit te werken. Daarenboven moet de verantwoordelijkheid voor die verordeningen kunnen worden opgenomen door een politiek verantwoordelijke overheid, ofwel doordat die overheid – *in casu* de Koning – optreedt op voorstel van het BIPT, ofwel doordat ze de verordeningmaatregelen moet goedkeuren. Die laatste voorwaarde hoeft in voorkomend geval niet te worden vervuld voor uiterst technische maatregelen die slechts genomen worden in gevallen waarin de verordeningbevoegdheid niet veronderstelt dat een echte beoordelingsbevoegdheid wordt uitgeoefend die opportuïteitskeuzes impliceert, bijvoorbeeld wanneer de betrokken regelgeving al volledig of bijna volledig in het Europese recht is vastgelegd.<sup>14</sup>

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13, § 8.

Artikel 13

Gelet op de wijze waarop de voorliggende bepaling in haar geheel is geformuleerd, is het de afdeling Wetgeving niet duidelijk in welk opzicht de verplichting die aan de betrokken operatoren wordt opgelegd een “resultaatsverbintenis” kan zijn.

In het verslag aan de Koning wordt daarover geen uitleg gegeven.

2. De stellers van het ontwerp moeten een gegronde reden kunnen opgeven voor de uitzonderingen waarin paragraaf 3 voorziet, in het licht van het beginsel dat alle operatoren gelijk zijn. De bespreking van het artikel in het verslag aan de Koning bevat op dit punt geen verantwoording.

3. De verantwoording die gegeven wordt voor de bijzondere regeling waarin paragraaf 7 van artikel 13 voorziet voor de operatoren die geen bestaande mobiele operatoren zijn, lijkt weliswaar vanzelfsprekend in het licht van het gelijkheidsbeginsel, maar de stellers van het ontwerp moeten in staat zijn een gegronde reden op te geven voor de duur van de termijn die hun wordt toegekend, namelijk negen jaar. De bespreking van het artikel in het verslag aan de Koning bevat op dit punt geen verantwoording.

4. De voorliggende bepaling moet opnieuw worden onderzocht in het licht van de voorgaande opmerkingen, en het verslag aan de Koning moet in overeenstemming daarmee worden aangevuld.

Artikel 14

Artikel 14 vindt rechtsgrond in artikel 51, § 2, van de wet van 13 juni 2005.

Gelet op de vereisten inzake het verlenen van een machtiging aan de Koning die uit die wetsbepaling voortvloeien, mag in paragraaf 9, derde lid, van voorliggend artikel niet louter bepaald worden dat “[het Instituut i]n specifieke gevallen kan (...) bepalen dat een andere berekeningswijze, zoals een tarief per gebruik, meer aangewezen is”.

De voorliggende bepaling moet aldus herzien worden dat verduidelijkt wordt in welke gevallen een andere berekeningswijze gehanteerd mag worden.

Daarnaast moet paragraaf 9, zesde en zevende lid, van het voorliggende artikel aldus herzien worden dat verduidelijkt wordt in welke omstandigheden, gevallen of situaties het BIPT voor een “andere berekeningsmethode” (zesde lid) kan kiezen en “bepaalde vaste kosten” in een overeenkomst van nationale roaming kan “[op]nemen” (zevende lid).<sup>15</sup>

Artikel 15

1. In het verslag aan de Koning staat in de bespreking van artikel 15 onder meer het volgende te lezen:

“Ten behoeve van spraak-, sms- en dataverkeer moeten alle 700 MHz-operatoren binnen de twee jaar na het verzoek hiertoe van ASTRID nationale PPDR-roaming aanbieden en, behoudens andersluidend akkoord hierover met ASTRID, minstens de in het artikel opgesomde in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten voor Mission Critical Services (MCPTT, MCData, MCVideo) en voor prioriteit en pre-emptie ondersteunen en ter beschikking stellen aan de gebruikers van ASTRID.

Pour veiller à ce que les exigences particulières en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments nécessaires aux radiocommunications pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe soient remplis, ASTRID peut conclure un accord avec un ou plusieurs opérateurs mobiles publics en matière d'implémentation des mesures spécifiques PPDR ».

Dans ce cadre, la disposition à l'examen doit être mise en rapport avec l'article 51, § 2, de la loi du 13 juin 2005, qui dispose comme suit :

« Sans préjudice des mesures prévues à l'article 55, § 3, l'Institut peut toujours et de sa propre initiative imposer aux opérateurs qui contrôlent l'accès aux utilisateurs finals les obligations nécessaires y compris l'itinérance nationale pour garantir la connectivité de bout en bout ou l'interopérabilité des services. L'Institut ne peut imposer l'itinérance nationale comme mesure qu'après avoir constaté que les négociations commerciales à cet égard entre les opérateurs n'aboutissent pas à un accord dans un délai raisonnable. Le Roi fixe, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, après avis de l'Institut, les modalités selon lesquelles l'Institut peut imposer l'itinérance nationale, notamment en ce qui concerne :

- les délais dont l'Institut dispose à cet effet ;
- les opérateurs qui ont l'obligation d'offrir l'itinérance nationale et ceux qui ont le droit de la recevoir ;
- le déploiement minimum d'un réseau propre par l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ;
- les services couverts par le contrat d'itinérance nationale ;
- l'étendue géographique du contrat d'itinérance nationale ;
- la durée du contrat d'itinérance nationale ;
- les circonstances qui peuvent mettre fin à tout ou partie du contrat d'itinérance nationale.

L'Institut peut à cet effet imposer les obligations qu'il estime nécessaires concernant l'accès à fournir, ce qui implique dans les cas le justifiant également l'obligation d'assurer l'interconnexion de leurs réseaux là où elle n'est pas encore réalisée ou de garantir que les personnes visées à l'article 115, ainsi que les administrations publiques, les services de police et les institutions internationales soient ou restent accessibles ».

2. S'agissant des obligations relatives à l'itinérance nationale PPDR (« Public Protection & Disaster Relief ») qui sont imposées par la disposition en projet à tous les opérateurs 700 MHz, la disposition à l'examen paraît trouver un fondement juridique dans l'article 51, § 2, de la loi du 13 juin 2005.

Par contre, il est plus douteux que cette même disposition légale puisse procurer un fondement juridique suffisant aux exigences particulières en matière de couverture radio, robustesse, sécurité et disponibilité et d'autres éléments, envisagées par la disposition à l'examen.

Si le commentaire de l'article fait état de l'article 106, § 4, de la loi du 13 juin 2005<sup>16</sup>, - force est de constater que cette disposition peut difficilement être considérée comme procurant un fondement juridique au système mis en place par l'article 15 du projet. L'article 106, § 4, prévoit en effet que c'est au Roi qu'il revient de charger le cas échéant un ou plusieurs opérateurs de missions visant à satisfaire l'intérêt général. Or, tel n'est pas le cas dans le système en projet où des obligations sont imposées à l'initiative de la SA ASTRID, dans le cadre de conventions à conclure avec un ou plusieurs opérateurs, et moyennant l'intervention éventuelle de l'IBPT.

À défaut pour les auteurs du projet d'être en mesure d'établir le fondement juridique précis de ces exigences particulières et spécialement, d'expliquer comment l'article 51, § 2, peut fonder celles-ci, la disposition en projet sera revue aux fins d'exclure ces dernières.

#### Article 33

La section de législation n'aperçoit pas quelle est la portée de l'habilitation conférée à l'IBPT par le paragraphe 8 de l'article 30.

Pour le surplus, cette habilitation appelle une observation similaire à celle formulée sous l'article 12.

Om ervoor te zorgen dat voldaan wordt aan de bijzondere eisen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen voor radiocommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding kan ASTRID met één of meerdere openbare mobiele operatoren een overeenkomst inzake de implementatie van bijzondere PPDR-maatregelen sluiten."

In dat kader moet de voorliggende bepaling in verband worden gebracht met artikel 51, § 2, van de wet van 13 juni 2005, dat als volgt luidt:

"Onverminderd de maatregelen van artikel 55, § 3, kan het Instituut steeds en op eigen initiatief aan operatoren die de toegang tot de eindgebruikers controleren, verplichtingen opleggen met inbegrip van nationale roaming voor zover noodzakelijk om eind-tot-eindverbindingen of interoperabiliteit van diensten te verzekeren. Het Instituut kan nationale roaming als maatregel slechts opleggen nadat het heeft vastgesteld dat de commerciële onderhandelingen dienaangaande tussen de operatoren binnen een redelijke termijn niet tot een overeenstemming leiden. De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, na advies van het Instituut, de nadere regels volgens dewelke het Instituut nationale roaming kan opleggen, meer bepaald inzake :

- de termijnen waarover het Instituut daartoe beschikt;
- de operatoren die verplicht zijn om nationale roaming aan te bieden en degene die het recht hebben op nationale roaming;
- de vereiste minimum ontplooiing van het eigen netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming;
- de diensten waarop de overeenkomst van nationale roaming betrekking heeft;
- de geografische gebieden waarop de overeenkomst van nationale roaming betrekking heeft;
- de duur van de overeenkomst van nationale roaming;
- de omstandigheden die geheel of gedeeltelijk een einde maken aan de overeenkomst van nationale roaming.

Het Instituut kan daarbij de voorwaarden inzake de te verstrekken toegang opleggen, die het passend acht, hetgeen in gevallen waarin zulks gerechtvaardigd is voor de operatoren ook de verplichting inhoudt om te zorgen voor interconnectie van hun netwerken waar dat nog niet gebeurd is of te waarborgen dat de personen bedoeld in artikel 115, alsook de openbare besturen, politiediensten en de internationale instellingen bereikbaar zijn of blijven."

2. Voor de verplichtingen inzake nationale PPDR-roaming ("Public Protection & Disaster Relief") die bij de ontworpen bepaling opgelegd aan alle 700 MHz-operatoren, lijkt de voorliggende bepaling rechtsgrond te kunnen ontleenen aan artikel 51, § 2, van de wet van 13 juni 2005.

Het is daarentegen veel minder zeker of diezelfde wettelijke bepaling een toereikende rechtsgrond kan vormen voor de bijzondere vereisten die de voorliggende bepaling stelt inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en andere elementen.

Hoewel de bespreking van het artikel melding maakt van artikel 106, § 4, van de wet van 13 juni 2005<sup>16</sup> moet worden vastgesteld dat die bepaling bezwaarlijk kan worden beschouwd als rechtsgrond van de regeling ingevoerd bij artikel 15 van het ontwerp. Artikel 106, § 4, bepaalt namelijk dat het aan de Koning staat om in voorkomend geval een of meer operatoren te belasten met opdrachten die bedoeld zijn om het algemene belang te dienen. Dat is echter niet wat er gebeurt in de ontworpen regeling, waarin verplichtingen worden opgelegd op initiatief van de nv ASTRID, in het kader van overeenkomsten die met een of meerdere operatoren gesloten worden, eventueel na tussenkomst van het BIPT.

Als de stellers van het ontwerp de precieze rechtsgrond waarop die bijzondere vereisten steunen, niet kunnen opgeven, en meer bepaald niet kunnen verklaren in welk opzicht artikel 51, § 2, daarvoor als rechtsgrond kan dienen, moet de ontworpen bepaling worden herzien zodat die vereisten achterwege blijven.

#### Artikel 33

Het is de afdeling Wetgeving niet duidelijk wat de draagwijdte is van de machtiging die bij paragraaf 8 van artikel 30 aan het BIPT verleend wordt.

Voor het overige geeft die machtiging aanleiding tot een soortgelijke opmerking als die welke bij artikel 12 gemaakt is.

## Article 49

Dans la version française les mots « la ministre » seront remplacés par les mots « Le ministre », le mot « ministre » étant épiciène.<sup>17</sup>

LE GREFFIER,  
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

LE PRESIDENT,  
Martine BAGUET

## Notes

<sup>1</sup> Directive 2002/19/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive « accès »)'.  
<sup>2</sup> Directive 2002/20/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive « autorisation »)'.  
<sup>3</sup> Directive 2002/21/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'relative à un cadre réglementaire commun pour les réseaux et services de communications électroniques (directive « cadre »)'.  
<sup>4</sup> Directive 2002/22/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 mars 2002 'concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive « service universel »)'.  
<sup>5</sup> Directive 2002/58/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 juillet 2002 'concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques (directive vie privée et communications électroniques)'.  
<sup>6</sup> L'article 24 du projet à l'examen prévoit en effet :

« Le cas échéant, le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le lot unique visé à l'article 25 de l'arrêté royal du [DATE] concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, est considéré être le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le bloc de fréquences visés à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du même arrêté. L'Institut en informe l'ensemble des candidats jugés recevables ».

<sup>7</sup> Les articles 18 et 19 du Code relatifs respectivement à la modification des droits et obligations ainsi qu'à la restriction et au retrait des droits, ne sont en effet pas pertinents en l'espèce.

<sup>8</sup> Le partage des droits d'utilisation est également visé aux articles 2, 33/4<sup>o</sup> (article 32, 25<sup>o</sup>, de l'avant-projet examiné dans l'avis n<sup>o</sup> 69.166/4), et 13/2 (article 50 de l'avant-projet examiné dans l'avis n<sup>o</sup> 69.166/4), qui ne confèrent toutefois pas d'habilitation au Roi.

<sup>9</sup> Sur la notion de redevance, voir notamment l'avis n<sup>o</sup> 37.844/3 donné le 1<sup>er</sup> février 2005 sur un projet devenu l'arrêté royal du 10 août 2005 'modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 1993 fixant le montant des rétributions visées à l'article 13bis de la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/37844.pdf> ; l'avis n<sup>o</sup> 37.295/4 donné le 28 juin 2004 sur un avant-projet devenu la loi du 13 juin 2005 'relatives aux communications électroniques', *Doc. parl.*, Chambre, 2004—2005, n<sup>o</sup> 51 1425/1 et 1426/1, pp. 227-228, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/37295.pdf>, et l'avis n<sup>o</sup> 47.625/4 donné le 24 février 2010 sur un avant-projet devenu la loi du 13 décembre 2010 'modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges et modifiant la loi du 9 juillet 2001 fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de certification', *Doc. parl.*, Chambre, 2010, n<sup>o</sup> 202/002, pp. 68-110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47625.pdf> ; voir également C.C., 17 décembre 2003, n<sup>o</sup> 164/2003, ainsi que C.C., 13 mars 2008, n<sup>o</sup> 54/2008; P. Goffaux, Dictionnaire de droit administratif, Bruylant, Bruxelles 2006, pp. 220 à 223 et les références citées, e.a. Cass., 28 janvier 1988, P., 1988, I, 619 et Cass., 10 mai 2002, RG C. 010034 F.

<sup>10</sup> Anciennement : l'article 13 de la directive 2002/20/CE.

<sup>11</sup> Ce, en prenant en considération les intérêts légitimes et droits des agents économiques concernés quant à la divulgation de certaines données.

<sup>12</sup> L'ensemble de ces observations est inspiré par des observations formulées notamment dans l'avis n<sup>o</sup> 53.397/4 donné le 28 mai 2013 sur un projet devenu l'arrêté royal du 6 juin 2013 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/53397.pdf> et dans l'avis n<sup>o</sup> 68.877/4 donné le 29 mars 2021 sur un avant-projet devenu la loi du 27 juin 2021 'portant modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/68877.pdf>.

## Artikel 49

In de Franse tekst moeten de woorden "La ministre" worden vervangen door de woorden "Le ministre", die immers een neutrale, gemeenschaptelijke betekenis hebben.<sup>17</sup>

DE GRIFFIER  
Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

De VOORZITTER,  
Martine BAGUET

## Nota's

<sup>1</sup> Richtlijn 2002/19/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de toegang tot en interconnectie van elektronische-communicatienetwerken en bijbehorende faciliteiten (Toegangsrichtlijn)'.  
<sup>2</sup> Richtlijn 2002/20/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'betreffende de machtiging voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Machtigingsrichtlijn)'.  
<sup>3</sup> Richtlijn 2002/21/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake een gemeenschappelijk regelgevingskader voor elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Kaderrichtlijn)'.  
<sup>4</sup> Richtlijn 2002/22/EG van het Europees Parlement en de Raad van 7 maart 2002 'inzake de universele dienst en gebruikersrechten met betrekking tot elektronische-communicatienetwerken en -diensten (Universeledienstrichtlijn)'.  
<sup>5</sup> Richtlijn 2002/58/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 juli 2002 'betreffende de verwerking van persoonsgegevens en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer in de sector elektronische communicatie (richtlijn betreffende privacy en elektronische communicatie)'.  
<sup>6</sup> Artikel 24 van het ontwerp luidt immers als volgt:

"In voorkomend geval wordt de kandidaat die het hoogste regelmatige bod bezit voor het enige perceel dat bedoeld is in artikel 25 van het koninklijk besluit van [DATUM] betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz, geacht de kandidaat te zijn die het hoogste regelmatige bod bezit voor het frequentieblok bedoeld in artikel 25, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit. Het Instituut brengt er het geheel van de ontvankelijk bevonden kandidaten van op de hoogte".

<sup>7</sup> De artikelen 18 en 19 van het Wetboek, die respectievelijk betrekking hebben op de wijziging van de rechten en verplichtingen en op de beperking en de intrekking van rechten, doen *in casu* immers niet ter zake.

<sup>8</sup> Het delen van gebruiksrechten wordt ook vermeld in de artikelen 2, 33/4<sup>o</sup> (artikel 32, 25<sup>o</sup>, van het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht) en 13/2 (artikel 50 van het voorontwerp dat in advies 69.166/4 is onderzocht), maar in die artikelen wordt geen machtiging aan de Koning verleend.

<sup>9</sup> Zie, wat het begrip retributie betreft, meer bepaald advies 37.844/3, op 1 februari 2005 verstrekt over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 10 augustus 2005 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 1993 tot vaststelling van het bedrag van de bijdragen bedoeld in artikel 13bis van de wet van 25 maart 1964 op de gemeesmiddelen', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/37844.pdf>; advies 37.295/4, op 28 juni 2004 verstrekt over een voorontwerp dat de wet van 13 juni 2005 'betreffende de elektronische communicatie' is geworden, *Parl.St.* Kamer 2004-05, nr. 51-1425/001 en 1426/001, 227-228, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/37295.pdf>; en advies 47.625/4, op 24 februari 2010 verstrekt over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 13 december 2010 'tot wijziging van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector en tot wijziging van de wet van 9 juli 2001 houdende vaststelling van bepaalde regels in verband met het juridisch kader voor elektronische handtekeningen en certificatie-diensten', *Parl.St.* Kamer 2010, nr. 202/002, 68-110, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47625.pdf>; zie ook Grondwettelijk Hof 17 december 2003, nr. 164/2003, en 13 maart 2008, nr. 54/2008; P. Goffaux, Dictionnaire de droit administratif, Bruylant, Brussel 2006, 220 tot 223, en de geciteerde referenties, o.a. Cass. 28 januari 1988, Pas., 1988, I, 619 en Cass. 10 mei 2002, AR C. 010034 F.

<sup>10</sup> Voorheen: artikel 13 van richtlijn 2002/20/EG.

<sup>11</sup> Hierbij dient men de legitieme belangen en rechten van de betreffende economische actoren in aanmerking te nemen, voor wat betreft de bekendmaking van bepaalde gegevens.

<sup>12</sup> Al deze opmerkingen zijn geïnspireerd door opmerkingen die eerder zijn gemaakt, met name in advies 53.397/4, op 28 mei 2013 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 6 juni 2013 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/53397.pdf>, en in advies 68.877/4, op 29 maart 2021 gegeven over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 27 juni 2021 'houdende wijziging van artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/68877.pdf>.

<sup>13</sup> Voir, en ce sens, l'avis n° 47.981/4 donné le 7 avril 2010 sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 décembre 2010 'concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 2500-2690 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/47981.pdf> ainsi que l'avis n° 53.397/4.

<sup>14</sup> Voir l'avis n° 69.166/4.

<sup>15</sup> En un sens similaire, voir les observations formulées dans l'avis n° 53.397/4, sous l'article 12.

<sup>16</sup> Lequel n'est toutefois pas mentionné au préambule.

<sup>17</sup> *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), onglet « Technique législative », recommandation n° 167.

<sup>13</sup> Zie in die zin advies 47.981/4, op 7 april 2010 gegeven over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 22 december 2010 'betreffende radiotoegang in de frequentieband 2500-2690 MHz', <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/47981.pdf>, alsook advies 53.397/4.

<sup>14</sup> Zie advies 69.166/4.

<sup>15</sup> Zie, in vergelijkbare zin, de opmerkingen die in advies 53.397/4 gemaakt zijn bij artikel 12.

<sup>16</sup> In de aanhef wordt dat artikel evenwel niet vermeld.

<sup>17</sup> *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, [www.raadvst-consetat.be](http://www.raadvst-consetat.be), tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167.

## 28 NOVEMBRE 2021. — Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 700 MHz

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13/1, § 2, inséré par la loi du 31 juillet 2017, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012, par la loi du 27 mars 2014 et par la loi du 31 juillet 2017, l'article 20, § 1<sup>er</sup>, modifié par la loi du 10 juillet 2012, l'article 29, § 2, l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013, par la loi du 27 mars 2014 et par la loi du 27 juin 2021, et l'article 51, § 2, modifié par la loi du 18 mai 2009, par la loi du 29 décembre 2010 et par la loi du 10 juillet 2012 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 décembre 2017, le 9 janvier 2018, le 27 avril 2018, le 14 décembre 2020, le 18 mai 2021, le 19 mai 2021 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 juillet 2018 et de la secrétaire d'État au Budget, donné le 21 décembre 2020, le 20 mai 2021 et le 19 octobre 2021 ;

Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 12 mai 2021 ;

Vu la consultation du 27 janvier au 3 février 2021 et du 22 octobre au 29 octobre 2021 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;

Vu la consultation publique organisée par le Conseil de l'IBPT à la demande de la ministre des télécommunications concernant le cadre réglementaire pour l'organisation d'une mise aux enchères multibandes, qui s'est déroulée du 16 juillet au 31 août 2021 ;

Vu l'accord du Comité de concertation du 24 novembre 2021 ;

Vu l'avis 69769/4 du Conseil d'État, donné le 4 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 22 octobre 2021, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Terminologie et définitions*

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final;

2° "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base;

3° "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique;

4° "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4;

5° "opérateur 700 MHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation;

## 28 NOVEMBER 2021. — Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de frequentieband 700 MHz

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13/1, § 2, ingevoegd bij de wet van 31 juli 2017, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, bij de wet van 27 maart 2014 en bij de wet van 31 juli 2017, artikel 20, § 1, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, artikel 29, § 2, artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013, bij de wet van 27 maart 2014 en bij de wet van 27 juni 2021, en artikel 51, § 2, gewijzigd bij de wet van 18 mei 2009, bij de wet van 29 december 2010 en de wet van 10 juli 2012;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 december 2017, 9 januari 2018, 27 april 2018, 14 december 2020, 18 mei 2021, 19 mei 2021 en 19 oktober 2021;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op 24 juli 2018 en van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 21 december 2020, op 20 mei 2021 en op 19 oktober 2021;

Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 12 mei 2021;

Gelet op de raadpleging van 27 januari tot 3 februari 2021 en van 22 oktober tot 29 oktober 2021 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;

Gelet op de openbare raadpleging georganiseerd door de Raad van het BIPT op verzoek van de minister van Telecommunicatie betreffende het regelgevingskader voor de organisatie van een multibandveiling, die heeft plaatsgevonden van 16 juli tot 31 augustus 2021;

Gelet op het akkoord van het Overlegcomité van 24 november 2021;

Gelet op advies 69769/4 van de Raad van State, gegeven op 4 oktober 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de adviesaanvraag binnen dertig dagen, die op 22 oktober 2021 bij de Raad van State is ingediend, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het advies niet is meegedeeld binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Terminologie en definities*

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;

2° "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;

3° "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;

4° "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;

5° "700 MHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;

6° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1<sup>er</sup>, Titre 4, Chapitre 1<sup>er</sup>, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;

7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne"):

- a) la première personne, et ;
- b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;
- c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;
- d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;
- e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1<sup>er</sup>, Titre 4, Chapitre 2;

8° "opérateur mobile existant": titulaire, le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté, de droits d'utilisation accordés en vertu de l'arrêté royal du 7 mars 1995 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie GSM ou de l'arrêté royal du 24 octobre 1997 relatif à l'établissement et à l'exploitation de réseaux de mobilophonie DCS1800, ou de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz ;

9° "opérateur qui a droit à l'itinérance nationale": un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant et dont le groupe pertinent ne compte pas d'opérateur mobile existant;

10° "opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale": un opérateur mobile existant qui est également un opérateur 700 MHz ou qui appartient au groupe pertinent d'un opérateur 700 MHz;

11° "PPDR" : protection et sécurité du public, protection civile et secours en cas de catastrophe ;

12° "itinérance nationale PPDR" : itinérance nationale faisant appel au réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur mobile dans le cadre de communications de voix et de données pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe au bénéfice du réseau de radiocommunications visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;

13° "mesures spécifiques PPDR" : mesures en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et éventuellement d'autres éléments afin de rendre un réseau mobile public adapté à des communications de voix et de données sûres pour la protection et la sécurité du public, la protection civile et les secours en cas de catastrophe au bénéfice du réseau de radiocommunications visé à l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa premier, de la loi du 8 juin 1998 relative aux radiocommunications des services de secours et de sécurité;

14° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 31 à 41, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.

## CHAPITRE 2. — Généralités

**Art. 2.** Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 47, § 2.

A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.

§ 2. Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 700 MHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 700 MHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.

6° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):

- a) de eerste persoon, en;
- b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
- c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
- d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
- e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.

8° "bestaande mobiele operator": houder, op de dag van inwerking-treding van dit besluit, van gebruiksrechten toegekend krachtens het koninklijk besluit van 7 maart 1995 betreffende het opzetten en exploiteren van GSM-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 24 oktober 1997 betreffende het opzetten en de exploitatie van DCS-1800-mobilofonienetten of van het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;

9° "operator die recht heeft op nationale roaming": een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is en waarvan de relevante groep geen bestaande mobiele operator bevat;

10° "operator die nationale roaming moet aanbieden": een bestaande mobiele operator die tevens een 700 MHz-operator is of die behoort tot de relevante groep van een 700 MHz-operator;

11° "PPDR": openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding;

12° "nationale PPDR-roaming": nationale roaming waarbij beroep wordt gedaan op het radiotoegangsnetwerk van een openbare mobiele operator, voor spraak- en datacommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding ten behoeve van het radiocommunicatienetwerk bedoeld in artikel 3, §1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;

13° "bijzondere PPDR-maatregelen": maatregelen inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere elementen om een openbaar mobiel netwerk geschikt te maken voor veilige spraak- en datacommunicatie voor openbare veiligheid en beveiliging, civiele bescherming en rampenbestrijding ten behoeve van het radiocommunicatienetwerk bedoeld in artikel 3, §1, eerste lid, van de wet van 8 juni 1998 betreffende de radiocommunicatie van de hulp- en veiligheidsdiensten;

14° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 31 tot 41 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.

## HOOFDSTUK 2. — Algemeen

**Art. 2.** Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.

**Art. 3. § 1.** De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 47, § 2.

Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.

§ 2. De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 700 MHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 700MHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.

CHAPITRE 3. — *Utilisation des fréquences*

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 10, six blocs de fréquences de 5 MHz duplex dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz, séparées par un écart duplex de 55 MHz.

Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 33, les blocs sont numérotés de 1 à 6. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.

§ 2. La bande de fréquences 758-788 MHz est réservée à l'émission par les stations de base et la bande de fréquences 703-733 MHz est réservée à l'émission par les terminaux.

§ 3. Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 700 MHz ne peut détenir que 10 MHz duplex au maximum dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.

§ 4. L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique, dans des délais et dans des proportions raisonnables.

**Art. 5.** La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

**Art. 6.** L'opérateur 700 MHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.

CHAPITRE 4. — *Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences*

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. L'opérateur 700 MHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.

La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à 91.200 euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.

Le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.

§ 2. L'opérateur 700 MHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.

Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.

Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.

§ 3. Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2016. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.

CHAPITRE 5. — *Dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés*

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Chaque opérateur de réseau de radiodiffusion concerné peut être indemnisé des frais encourus par le réaménagement de ses émetteurs de télévision numérique terrestre fonctionnant dans la bande de fréquences 694-790 MHz.

A cette fin, l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné établit un rapport détaillé motivant le montant réclamé et communique ce rapport à l'Institut, au plus tard 6 mois après la première notification visée à l'article 47, § 3.

HOOFDSTUK 3. — *Gebruik van de frequenties*

**Art. 4.** § 1. Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen van Hoofdstuk 10 zes frequentieblokken van 5 MHz duplex toe in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz, gescheiden door een duplexafstand van 55 MHz.

Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 33, worden de blokken genummerd van 1 tot 6. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.

§ 2. De frequentieband 758-788 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de basisstations en de frequentieband 703-733 MHz is voorbehouden voor het uitzenden door de eindtoestellen.

§ 3. Een relevante groep ten opzichte van een 700 MHz-operator kan niet meer dan 10 MHz duplex innemen in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz.

§ 4. Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.

**Art. 5.** Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

**Art. 6.** De 700 MHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.

HOOFDSTUK 4. — *Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties*

**Art. 7.** § 1. De 700 MHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.

Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt 91.200 euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.

Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.

§ 2. De 700 MHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.

De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.

Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.

§ 3. De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijs dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.

De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2016. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.

HOOFDSTUK 5. — *Vergoeding van de betrokken omroepnetwerkoperatoren*

**Art. 8.** § 1. Elke betrokken omroepnetwerkoperator kan worden vergoed voor de kosten die hij heeft opgelopen voor het herschikken van zijn zenders voor terrestrische digitale televisie in de frequentieband 694-790 MHz.

Daartoe stelt de betrokken omroepnetwerkoperator een uitvoerig verslag op ter motivering van het gevorderde bedrag en maakt dit verslag over aan het Instituut, ten laatste 6 maanden na de eerste kennisgeving bedoeld in artikel 47, § 3.

Ce rapport est examiné par l'Institut qui détermine le bien-fondé du montant réclamé et auquel l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné fournit toute information supplémentaire de nature à permettre une évaluation complète et objective.

§ 2. L'Institut indemnise chaque opérateur de réseau de radiodiffusion concerné. Le montant de l'indemnité est fixé par l'Institut sur base des informations fournies par l'opérateur de réseau de radiodiffusion concerné et de son examen de ces informations.

§ 3. Les frais de dédommagement des opérateurs de réseau de radiodiffusion concernés sont déduits du montant de la redevance unique.

#### CHAPITRE 6. — *Contrôle*

**Art. 9.** § 1<sup>er</sup>. Un opérateur 700 MHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière. L'information est publiée sur le site Internet de l'opérateur.

§ 2. L'opérateur 700 MHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes :

1° la zone de couverture réalisée ;

2° une description des services offerts, y compris toute l'information nécessaire concernant le débit tel qu'exigé par l'article 11, § 4, 2°;

3° le nombre de clients.

L'opérateur 700 MHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.

§ 3. L'opérateur 700 MHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.

#### CHAPITRE 7. — *Exigences de couverture*

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. L'opérateur 700 MHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question. L'information est publiée sur le site Internet de l'opérateur selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.

**Art. 11.** § 1<sup>er</sup>. Le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation :

1° après 1 an: 70%;

2° après 2 ans: 99,5%;

3° après 6 ans : 99,8%.

§ 2. En dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le déploiement du réseau d'accès radioélectrique d'un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant respecte au moins les niveaux de couverture de la population en Belgique, spécifiés aux différentes échéances ci-dessous, à compter de la date de début de validité des droits d'utilisation :

1° après 3 ans: 30%;

2° après 6 ans: 70%;

3° après 8 ans: 99,8%.

§ 3. Des dérogations aux paragraphes 1 et 2 sont accordées par l'Institut, en cas de force majeure.

§ 4. Par couverture, il y a lieu d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet à ses clients d'accéder aux services suivants, au départ ou à destination d'un terminal classique à l'extérieur des bâtiments :

1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger;

2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier, sur le réseau mondial Internet avec un débit, dans la voie descendante, au moins égal à :

Het Instituut onderzoekt dit verslag en bepaalt de gegrondheid van het gevorderde bedrag waarbij de betreffende omroepnetwerkoperator elke bijkomende inlichting verstrekt die vereist is voor een volledige en objectieve beoordeling.

§ 2. Het Instituut vergoedt elke betrokken omroepnetwerkoperator. Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld door het Instituut op basis van de informatie van de betrokken omroepnetwerkoperator en op basis van de analyse van deze informatie door het Instituut.

§ 3. De kosten voor vergoeding van de betrokken omroepnetwerkoperatoren worden afgehouden van het bedrag van de enige heffing.

#### HOOFDSTUK 6. — *Controle*

**Art. 9.** § 1. Een 700 MHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand. De informatie wordt gepubliceerd op de website van de operator.

§ 2. De 700 MHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:

1° de gerealiseerde dekkingszone;

2° een beschrijving van de aangeboden diensten, met inbegrip van alle nodige informatie over de snelheid zoals vereist door artikel 11, § 4, 2°;

3° het aantal klanten.

De 700 MHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.

§ 3. De 700 MHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.

#### HOOFDSTUK 7. — *Dekkingsvereisten*

**Art. 10.** § 1. De 700 MHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken. De informatie wordt gepubliceerd op de website van de operator volgens de bepalingen die hij vastlegt.

§ 2. Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.

**Art. 11.** § 1. De uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator beantwoordt, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende tijdstippen:

1° na 1 jaar: 70%;

2° na 2 jaar: 99,5%;

3° na 6 jaar: 99,8%.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 beantwoordt de uitrol van het netwerk voor radiotoegang van een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is, vanaf de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten, minstens aan de volgende dekkingsgraden van de bevolking in België op de verschillende hieronder vermelde tijdstippen:

1° na 3 jaar: 30%;

2° na 6 jaar: 70%;

3° na 8 jaar: 99,8%.

§ 3. Uitzonderingen op de paragrafen 1 en 2 worden verleend door het Instituut, in geval van overmacht.

§ 4. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator zijn klanten toegang biedt tot de volgende diensten, van of naar een klassieke terminal buiten de gebouwen:

1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;

2° toegang krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet met een downstreamsnelheid van minstens:

a) 6 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient deux blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz ;

b) 5 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz détient un seul bloc de fréquences mentionné à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, et détient des droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz ;

c) 3 Mbit/s si l'opérateur 700 MHz ne détient pas de droits d'utilisation en vertu de l'arrêté royal du 6 juin 2013 concernant l'accès radioélectrique dans la bande de fréquences 790-862 MHz.

§ 5. Le niveau de couverture de la population est examiné par l'Institut sur la base de la répartition démographique, telle que déterminée dans le cadre de la subdivision de la Belgique en secteurs statistiques par le Service Public Fédéral Economie, PME, Classes moyennes et Energie.

Pour l'examen du niveau de couverture de la population, on prend pour hypothèse que la population est répartie de manière uniforme à l'intérieur de chaque secteur.

Les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure sont fixées par l'Institut.

§ 6. Les niveaux de couverture mentionnés aux paragraphes 1 et 2 peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

**Art. 12.** § 1<sup>er</sup>. A compter de deux ans après la date de début de validité des droits d'utilisation, l'opérateur 700 MHz atteint une couverture à l'extérieur du train, avec un débit minimal de 10 Mbit/s, pour 98 % des emplacements sur les lignes ferroviaires suivantes :

- 1° Bruxelles-Gand ;
- 2° Bruxelles-Anvers ;
- 3° Bruxelles-Liège (voie rapide et voie lente) ;
- 4° Bruxelles-Namur ;
- 5° Bruxelles-Halle ;
- 6° Halle-Mons ;
- 7° Anvers-Gand ;
- 8° Gand-Courtrai ;
- 9° Halle-Tournai ;
- 10° Bruxelles-Charleroi ;
- 11° Gand-Bruges ;
- 12° Charleroi-Namur ;
- 13° Louvain-Hasselt ;
- 14° Namur-Arlon ;
- 15° Liège-Welkenraedt.

§ 2. Des dérogations au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être accordées par l'Institut si l'opérateur 700 MHz détient des droits d'utilisation dans les bandes de fréquences 880-915 MHz et 925-960 MHz en vertu de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz et des restrictions sont imposées à l'opérateur 700 MHz afin de protéger le réseau GSM-R, tel que défini dans la loi du 12 décembre 2006 concernant GSM-R.

§ 3. Par couverture, il convient d'entendre que le réseau d'accès radioélectrique de l'opérateur 700 MHz permet d'accéder aux services et applications proposés sur les réseaux publics de transport de données, plus précisément l'Internet.

§ 4. Les niveaux de couverture et les débits minimaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup> peuvent être atteints avec toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation, en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

§ 5. Pour un opérateur 700 MHz qui n'est pas un opérateur mobile existant, le délai imposé au paragraphe 1<sup>er</sup> est fixé à 9 ans.

§ 6. L'Institut examine la couverture et fixe les méthodes pratiques et les procédures exactes de mesure.

a) 6 Mbit/s indien de 700 MHz-operator twee frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;

b) 5 Mbit/s indien de 700 MHz-operator een enkel frequentieblok vermeld in artikel 4, § 1, heeft, en beschikt over gebruiksrechten krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz;

c) 3 Mbit/s indien de 700MHz-operator geen gebruiksrechten heeft krachtens het koninklijk besluit van 6 juni 2013 betreffende radiotoegang in de frequentieband 790-862 MHz.

§ 5. De dekkingsgraad van de bevolking wordt door het Instituut onderzocht op basis van de demografische spreiding zoals bepaald in het kader van de onderverdeling van België in statistische sectoren door de Federale Overheidsdienst Economie, K.M.O., Middenstand en Energie.

Voor het verifiëren van de dekkingsgraad van de bevolking gaat men ervan uit dat de bevolking uniform is verdeeld binnen elke sector.

De praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen worden vastgelegd door het Instituut.

§ 6. De dekkingsgraden vermeld in paragraaf 1 en 2 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

**Art. 12.** §1. Te rekenen vanaf 2 jaar na de begindatum van de geldigheid van de gebruiksrechten bereikt de 700 MHz-operator een dekking met een minimumdebiet van 10 Mbit/s buiten de trein voor 98 % van de locaties op de volgende spoorlijnen:

- 1° Brussel-Gent;
- 2° Brussel-Antwerpen;
- 3° Brussel-Luik (snelle lijn en trage lijn);
- 4° Brussel-Namen;
- 5° Brussel-Halle;
- 6° Halle-Bergen;
- 7° Antwerpen-Gent;
- 8° Gent-Kortrijk;
- 9° Halle-Doornik;
- 10° Brussel-Charleroi;
- 11° Gent-Brugge;
- 12° Charleroi-Namen ;
- 13° Leuven-Hasselt;
- 14° Namen-Aarlen;
- 15° Luik-Welkenraedt.

§ 2. Uitzonderingen op paragraaf 1 kunnen worden verleend door het Instituut indien de 700 MHz-operator gebruiksrechten heeft in de frequentiebanden 880-915 MHz en 925-960 MHz krachtens het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz en er aan de 700 MHz-operator beperkingen worden opgelegd om het GSM-R-netwerk te beschermen, zoals bepaald in de wet van 12 december 2006 betreffende GSM-R.

§ 3. Onder dekking dient te worden verstaan dat het netwerk voor radiotoegang van de 700 MHz-operator toegang biedt tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet.

§ 4. De dekkingsgraden en minimumdebieten vermeld in paragraaf 1 kunnen worden bereikt met alle frequenties waarvoor de 700 MHz-operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 5. Voor een 700 MHz-operator die geen bestaande mobiele operator is wordt de termijn opgelegd in paragraaf 1 vastgelegd op 9 jaar.

§ 6. Het Instituut onderzoekt de dekking en legt de praktische methoden en de precieze procedures voor de metingen vast.



CHAPITRE 8. — *Itinérance nationale*

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut peut imposer, à un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, l'obligation d'offrir l'itinérance nationale, à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale, conformément aux dispositions du présent article.

§ 2. L'Institut adopte les mesures dans les six mois suivant la réception de la requête de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.

§ 3. La requête mentionnée au paragraphe 2 ne peut émaner que d'un opérateur qui respecte ses obligations de couverture en vertu de l'article 11.

§ 4. Sauf accord en sens contraire, un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale n'entre en vigueur qu'à partir du moment où le déploiement du réseau de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale atteint au moins 20% de la population en Belgique.

Ce niveau de couverture est examiné par l'Institut sur base des dispositions de l'article 11, paragraphes 4 à 6.

§ 5. Sauf accord en sens contraire, l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale dans le cadre d'un contrat d'itinérance nationale avec un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale n'est pas tenu de fournir des services d'itinérance nationale dans les zones géographiques où l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale a développé son propre réseau.

§ 6. Sauf accord en sens contraire, les services, qui font l'objet d'un contrat d'itinérance nationale entre un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et un opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, comprennent tous les services de communications électroniques offerts avec toutes les fréquences en dessous de 3 GHz pour lesquelles l'opérateur dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

§ 7. Aucune des mesures imposées par l'Institut ne sera applicable après une période de huit ans qui prend cours à dater du début de validité des droits d'utilisation de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale. Des exceptions aux huit ans sont accordées par l'Institut, si le niveau de couverture visé à l'article 11, § 2 ne peut être respecté après 8 ans en raison de force majeure.

§ 8. Si après la conclusion d'un contrat d'itinérance nationale avec l'intervention de l'Institut, en vertu du présent article, l'opérateur, qui a droit à l'itinérance nationale, négocie et conclut un autre contrat d'itinérance nationale avec un autre opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale, il est mis fin au premier contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat antérieur d'itinérance nationale.

Si l'Institut constate que l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale ne respecte pas ses obligations de couverture en vertu de l'article 11, il est mis fin au contrat d'itinérance nationale conclu à l'intervention de l'Institut le jour suivant la notification de l'Institut aux parties au contrat d'itinérance nationale, sauf accord contraire entre les parties à ce contrat d'itinérance nationale.

§ 9. Le prix retail minus correspond au prix que l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale facture à ses clients pour la fourniture d'un service, après déduction des coûts qui ne sont pas engagés lorsque ce même service est offert à un opérateur qui a droit à l'itinérance nationale et après addition des coûts qui ne sont raisonnablement effectués qu'afin d'offrir des services d'itinérance nationale.

Le prix retail minus est exprimé comme un montant tarifaire unitaire basé sur les prix moyens au détail.

Lors de la détermination ou de l'appréciation du prix retail minus, l'Institut tient également compte des coûts du contenu ou d'autres composantes à valeur ajoutée qui ne sont pas fournis aux clients de l'opérateur qui a droit à l'itinérance nationale.

Le prix retail de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale se compose du revenu moyen effectif des connexions, locations et communications pour les services fournis. Ce prix peut éventuellement être calculé séparément pour différents services, tels que les appels nationaux et internationaux et pendant les heures pleines et les heures creuses.

HOOFDSTUK 8. — *Nationale roaming*

**Art. 13.** § 1. Het Instituut kan een operator die nationale roaming moet aanbieden, ertoe verplichten nationale roaming aan te bieden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, overeenkomstig de bepalingen van dit artikel.

§ 2. Het Instituut neemt de maatregelen aan binnen zes maanden na de ontvangst van het verzoek van de operator die recht heeft op nationale roaming.

§ 3. Het in paragraaf 2 vermelde verzoek kan enkel uitgaan van een operator die zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 naleeft.

§ 4. Behoudens andersluidend akkoord treedt een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden slechts in werking vanaf het ogenblik dat de uitrol van het netwerk van de operator die recht heeft op nationale roaming minstens 20% van de bevolking in België bereikt.

Deze dekkingsgraad wordt door het Instituut onderzocht op basis van de bepalingen van artikel 11, paragrafen 4 tot 6.

§ 5. Behoudens andersluidend akkoord is de operator die nationale roaming moet aanbieden in het kader van een overeenkomst van nationale roaming met een operator die recht heeft op nationale roaming niet gehouden om nationale-roamingdiensten te verstrekken in die geografische gebieden waar de operator die recht heeft op nationale roaming een eigen netwerk heeft uitgebouwd.

§ 6. Behoudens andersluidend akkoord omvatten de diensten die het voorwerp uitmaken van een overeenkomst van nationale roaming tussen een operator die recht heeft op nationale roaming en een operator die nationale roaming moet aanbieden, alle elektronische-communicatiediensten die worden aangeboden met alle frequenties onder 3 GHz waarvoor de operator over gebruiksrechten beschikt krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 7. Geen van de maatregelen die worden opgelegd door het Instituut is van toepassing na de periode van acht jaar die ingaat vanaf het begin van de geldigheid van de gebruiksrechten van de operator die recht heeft op nationale roaming. Uitzonderingen op de acht jaar worden verleend door het Instituut, als de dekkingsgraad bedoeld in artikel 11 § 2 omwille van overmacht niet gerespecteerd kan worden na 8 jaar.

§ 8. Indien na het afsluiten van een overeenkomst van nationale roaming met tussenkomst van het Instituut krachtens dit artikel een operator die recht heeft op nationale roaming over een andere overeenkomst van nationale roaming onderhandelt en deze afsluit met een andere operator die nationale roaming moet aanbieden, dan wordt de eerste overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij die eerdere overeenkomst van nationale roaming.

Indien het Instituut vaststelt dat de operator die recht heeft op nationale roaming zijn dekkingsverplichtingen krachtens artikel 11 niet naleeft, dan wordt de overeenkomst van nationale roaming die tot stand kwam na tussenkomst van het Instituut de dag na de kennisgeving door het Instituut aan de partijen bij het contract inzake nationale roaming beëindigd, behoudens andersluidend akkoord tussen de partijen bij deze overeenkomst van nationale roaming.

§ 9. De retail-minusprijs staat voor de prijs die de operator die nationale roaming moet aanbieden, aanrekent aan zijn klanten voor het verlenen van een dienst, na aftrek van die kosten die niet gemaakt worden wanneer dezelfde dienst wordt aangeboden aan een operator die recht heeft op nationale roaming, en na toevoeging van die kosten die redelijkerwijs enkel gemaakt worden om diensten van nationale roaming aan te bieden.

De retail-minusprijs wordt uitgedrukt als een eenheidstarief, gebaseerd op gemiddelde retailprijzen.

Bij het bepalen of beoordelen van de retail-minusprijs houdt het Instituut ook rekening met de kosten voor de inhoud of andere componenten met toegevoegde waarde die niet verschaft worden aan de klanten van de operator die recht heeft op nationale roaming.

De retailprijs van de operator die nationale roaming moet aanbieden, bestaat uit de gemiddelde werkelijke inkomsten uit verbindingen, huur en gesprekken voor de diensten aangeboden. Deze prijs kan eventueel apart berekend worden voor verschillende diensten, zoals nationale en internationale gesprekken en tijdens of buiten piekuren.

Le revenu moyen effectif sera calculé sur base des revenus totaux de l'opérateur qui doit offrir l'itinérance nationale.

L'Institut décide, d'inclure les coûts fixes que l'opérateur doit supporter pour mettre en place l'itinérance nationale, dans un contrat d'itinérance nationale après en avoir étudié la justification et les conséquences de façon approfondie.

#### CHAPITRE 9. — ASTRID

**Art. 14. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 106, § 4, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, chaque opérateur 700 MHz doit fournir à ASTRID, à ses frais, l'itinérance nationale PPDR à des fins d'intérêt général en matière d'organisation des radiocommunications PPDR des services de secours et de sécurité, au plus tard deux ans après l'obtention de droits d'utilisation conformément au présent arrêté.

À cet effet, l'opérateur 700 MHz doit supporter, pour l'ensemble du groupe d'utilisateurs repris dans le contrat de gestion d'ASTRID, les mécanismes et services standardisés par le 3GPP suivants :

1° établir des communications avec tout utilisateur final d'un réseau public de téléphonie fixe ou mobile en Belgique ou à l'étranger ;

2° accéder aux services et applications offerts sur les réseaux publics de transport de données, en particulier sur le réseau mondial Internet ;

3° supporter les fonctionnalités MCPTT (Mission Critical Push to Talk), MCVideo (Mission Critical Video) et MCDData (Mission Critical Data) telles que développées par le 3GPP ;

4° supporter les mécanismes de priorité et de préemption pour les utilisateurs d'ASTRID, tels que :

a) QCIs (QoS Class Identifiers) ;

b) Réservation de minimum 3 valeurs ARP (Allocation and Retention Priority) ;

c) Access Class Barring et la réservation correspondante de quelques valeurs Access Class spécifiques (au minimum, les classes 12 et 14) ;

Les mécanismes et services standardisés par le 3GPP, tels que repris à l'alinéa précédent, aux points 1° à 4°, peuvent, sur proposition conjointe d'ASTRID et des opérateurs 700 MHz et après avis de l'Institut concernant la faisabilité technique et la nécessité des fonctionnalités sous-jacentes visées par cette proposition, être déterminées plus avant dans un arrêté du ministre des Télécommunications et du ministre de l'Intérieur fixant les spécifications techniques et les bandes de fréquences qui doivent être supportées.

§ 2. Afin de répondre aux conditions spécifiques en matière de couverture radio, robustesse, sécurité, disponibilité et d'autres éléments nécessaires aux communications PPDR, le ministre des Télécommunications et le ministre de l'Intérieur peuvent, après avis de l'Institut concernant la faisabilité technique et la nécessité opérationnelle, obliger un ou plusieurs opérateurs 700 MHz à fournir à ASTRID les mesures PPDR spécifiques qui sont minimalement requises pour soutenir les services de secours et de sécurité.

§ 3. Pour offrir des mesures spécifiques PPDR à ASTRID, toutes les fréquences pour lesquelles l'opérateur 700 MHz dispose de droits d'utilisation en vertu de l'article 18 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques de même que toutes les technologies existantes et futures que l'opérateur utilise pour son réseau ou son service peuvent être utilisées.

§ 4. L'Institut détermine le mode de calcul du prix qu'un opérateur 700 MHz peut facturer à ASTRID pour la fourniture des mesures spécifiques PPDR visées au § 2 du présent article, et pour la consommation de voix, SMS et données pour les radiocommunications PPDR des services de secours et de sécurité.

Dans le cadre de la détermination du prix pour les mesures spécifiques PPDR, l'Institut tient compte des coûts réels et avérés de l'opérateur 700 MHz ainsi que d'une marge de profit raisonnable.

Dans le cadre de la détermination du prix pour la consommation de voix, SMS et données, les coûts liés à l'implémentation et au support de l'itinérance nationale PPDR au bénéfice d'ASTRID, tels que visés au § 1<sup>er</sup> du présent article, ne peuvent pas être portés en compte par l'opérateur 700 MHz.

De gemiddelde werkelijke inkomsten worden berekend op basis van de totale inkomsten van de operator die nationale roaming moet aanbieden.

Het Instituut beslist om vaste kosten, die de operator moet maken om de nationale roaming mogelijk te maken, op te nemen in een overeenkomst van nationale roaming nadat het de rechtvaardiging en de gevolgen ervan grondig heeft onderzocht.

#### HOOFDSTUK 9. — ASTRID

**Art. 14. § 1.** In uitvoering van artikel 106, §4 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie moet iedere 700 MHz-operator ten behoeve van het algemeen belang inzake de organisatie van de radiocommunicatie voor PPDR van de hulp- en veiligheidsdiensten uiterlijk twee jaar na het verkrijgen van gebruiksrechten overeenkomstig dit besluit op eigen kosten nationale PPDR-roaming aanbieden aan ASTRID.

Daartoe moet de 700 MHz-operator voor de volledige gebruikersgroep zoals opgenomen in het ASTRID-beheerscontract volgende in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten ondersteunen:

1° verbindingen tot stand brengen met elke eindgebruiker van een vast of mobiel openbaar telefoonnetwerk in België of in het buitenland;

2° toegang te krijgen tot de diensten en toepassingen die worden aangeboden op de openbare netwerken voor datatransport, in het bijzonder op het internet;

3° de functionaliteiten MCPTT (Mission Critical Push to Talk), MCVideo (Mission Critical Video) en MCDData (Mission Critical Data) ondersteunen zoals ontwikkeld door de 3GPP;

4° de mechanismen van prioriteit en pre-emptie ondersteunen ten behoeve van de ASTRID-gebruikers zoals:

a) QCIs (QoS Class Identifiers);

b) Reservatie van minimaal 3 ARP (Allocation and Retention Priority) waarden;

c) Access Class Barring en de bijhorende reservatie van enkele specifieke Access Class waarden (minimaal de klassen 12 en 14);

De in 3GPP gestandaardiseerde mechanismes en diensten zoals opgenomen in het voormelde lid onder 1° tot en met 4° kunnen, op gezamenlijk voorstel van ASTRID en de 700 MHz-operatoren en na advies van het Instituut over de technische haalbaarheid en de noodzakelijkheid van de beoogde onderliggende functionaliteiten van dit voorstel, verder bepaald worden in een besluit van de minister van Telecommunicatie en de minister van Binnenlandse Zaken dat de technische specificaties en de frequentiebanden die ondersteund moeten worden, vastlegt.

§ 2. Teneinde te voldoen aan de specifieke voorwaarden inzake radiodekking, robuustheid, veiligheid, beschikbaarheid en eventueel andere noodzakelijke elementen vereist voor radiocommunicatie voor PPDR kunnen de minister van Telecommunicatie en de minister van Binnenlandse Zaken, na advies van het Instituut omtrent de technische haalbaarheid en operationele noodzakelijkheid ervan, een of meerdere 700 MHz-operatoren verplichten ASTRID de bijzondere PPDR-maatregelen aan te bieden die minimaal nodig zijn om de hulp- en veiligheidsdiensten te ondersteunen.

§ 3. Voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen aan ASTRID kunnen alle frequenties worden gebruikt waarvoor de 700 MHz-operator krachtens artikel 18 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie over gebruiksrechten beschikt, evenals alle bestaande en toekomstige technologieën die de operator voor zijn netwerk of dienstverlening aanwendt.

§ 4. Het Instituut bepaalt de berekeningsmodus voor de prijs die een 700 MHz-operator aan ASTRID mag factureren voor het aanbieden van bijzondere PPDR-maatregelen vermeld in §2 van dit artikel, en voor het spraak-, sms- en dataverbruik ten behoeve van de radiocommunicatie voor PPDR van de hulp- en veiligheidsdiensten.

Bij de bepaling van de prijs voor de bijzondere PPDR-maatregelen houdt het Instituut rekening met de door de 700 MHz-operator hiervoor gemaakte werkelijke en aangetoonde kosten en een redelijke winstmarge.

Bij de bepaling van de prijs voor het spraak-, sms- en dataverbruik kunnen de kosten van de implementatie en ondersteuning van nationale PPDR-roaming ten behoeve van ASTRID, zoals begrepen in §1 van dit artikel niet in rekening worden gebracht door de 700 MHz-operator.

## CHAPITRE 10. — Procédure relative à l'octroi des droits d'utilisation

Section 1<sup>ère</sup>. — Regroupement de procédures

**Art. 15.** L'Institut peut décider de regrouper la procédure d'octroi des droits d'utilisation prévue dans le présent arrêté et la procédure d'octroi des droits d'utilisation prévue dans l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, en une seule procédure d'octroi.

## Section 2. — Candidature

**Art. 16.** L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.

**Art. 17.** § 1<sup>er</sup>. Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:

- 1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;
- 2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;
- 3° il soit exclu de la procédure.

§ 2. Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.

§ 3. Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 19.

**Art. 18.** § 1<sup>er</sup>. La candidature est déposée de la manière suivante:

- 1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au *Moniteur belge*;
- 2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;
- 3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.

§ 2. Dans sa publication au *Moniteur belge*, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont concernés.

**Art. 19.** § 1<sup>er</sup>. La candidature contient les renseignements suivants:

- 1° l'adresse, le numéro de téléphone et de fax au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;
- 2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;
- 3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;
- 4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:
  - a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;
  - b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;
- 5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionariat du candidat;
- 6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 20;
- 7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 23 ou 47, § 4, peut être reversé;
- 8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;
- 9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

§ 2. L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.

## HOOFDSTUK 10. — Procedure voor de toekenning van gebruiksrechten

## Afdeling 1. — Hergroepering van procedures

**Art. 15.** Het Instituut kan beslissen om de procedure voor toekenning van de gebruiksrechten waarin dit besluit voorziet en de procedure voor toekenning van de gebruiksrechten waarin het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz voorziet, samen te voegen tot één enkele gunningsprocedure.

## Afdeling 2. — Kandidatuur

**Art. 16.** Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.

**Art. 17.** § 1. De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:

- 1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
- 2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
- 3° hij wordt uitgesloten van de procedure.

§ 2. De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.

§ 3. De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 19.

**Art. 18.** § 1. De kandidaatstelling gebeurt als volgt:

- 1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*;
- 2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
- 3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.

§ 2. In de bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad* duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.

**Art. 19.** § 1. De kandidatuur bevat de volgende informatie:

- 1° het telefoon- en faxnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;
- 2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;
- 3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;
- 4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder ede dat de kandidaat:
  - a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;
  - b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;
- 5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;
- 6° het bewijs van de betaling van het bedrag zoals bedoeld in artikel 20;
- 7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 23 of 47, § 4, kan worden teruggestort;
- 8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
- 9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 2. Het Instituut legt het formaat vast dat de candidaturen moeten naleven.

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le candidat paye un montant de 5 millions d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.

§ 2. La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt de la facilité de dépôt de la Banque Centrale Européenne. Les intérêts sont capitalisés le dernier jour ouvrable du système de paiement européen TARGET de chaque mois. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.

### Section 3. — Examen des candidatures

**Art. 21.** Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.

Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.

A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.

**Art. 22.** L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 18, 19, 20 et 21.

L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.

L'Institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, l'identité fictive des candidats jugés recevables. En cas de regroupement visé à l'article 15, l'Institut communique également aux candidats jugés recevables, l'identité fictive des candidats complets jugés recevables et l'identité fictive des candidats restreints jugés recevables pour la procédure d'octroi des droits d'utilisation prévue dans l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.

**Art. 23.** La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>.

### Section 4. — Nouvel entrant

**Art. 24.** Le cas échéant, le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le lot visé à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, est considéré être le candidat détenant l'offre régulière la plus élevée pour le bloc de fréquences visés à l'article 25, alinéa 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup> du même arrêté. L'Institut en informe l'ensemble des candidats jugés recevables.

### Section 5. — Procédure

#### Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 25.** L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

**Art. 26.** Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

**Art. 27.** Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.

**Art. 28.** L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.

**Art. 29.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'Institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 27.

§ 2. Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.

**Art. 20.** § 1. De kandidaat betaalt een bedrag van 5 miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.

§ 2. De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet van de depositofaciliteit van de Europese Centrale Bank. De interesten worden gekapitaliseerd op de laatste werkdag van het Europees betalingssysteem TARGET van elke maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.

### Afdeling 3. — Onderzoek van de kandidaturen

**Art. 21.** Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.

De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.

Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.

**Art. 22.** Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 18, 19, 20 en 21.

Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.

Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten de fictieve identiteit van de ontvankelijk bevonden kandidaten mee. In het geval van de in artikel 15 bedoelde hergroepering meldt het Instituut ook aan de ontvankelijk bevonden kandidaten de fictieve identiteit van de ontvankelijk bevonden volledige kandidaten en de fictieve identiteit van de ontvankelijk bevonden beperkte kandidaten voor de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten in het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.

**Art. 23.** De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 19, § 1, 7<sup>o</sup>.

### Afdeling 4. — Nieuwkomer

**Art. 24.** In voorkomend geval wordt de kandidaat die het hoogste regelmatige bod bezit voor het perceel dat bedoeld is in artikel 25, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz, geacht de kandidaat te zijn die het hoogste regelmatige bod bezit voor het frequentieblok bedoeld in artikel 25, eerste lid, 4<sup>o</sup>, van hetzelfde besluit. Het Instituut brengt er het geheel van de ontvankelijk bevonden kandidaten van op de hoogte.

### Afdeling 5. — Procedure

#### Onderafdeling 1. — Algemeen

**Art. 25.** Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.

**Art. 26.** Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.

**Art. 27.** Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.

**Art. 28.** Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.

**Art. 29.** § 1. Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 27.

§ 2. Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.

**Art. 30.** La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:

1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 31 à 41, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, à l'exception, le cas échéant, du bloc de fréquences pour lequel un candidat détient l'offre régulière la plus élevée conformément à l'article 36, de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz;

2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 42 à 46, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.

En dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, en cas de regroupement visé à l'article 15, les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup> sont mis aux enchères conformément aux dispositions des articles 44 à 54 de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz, en même temps que les blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup> de l'arrêté susmentionné.

#### Sous-section 2. — Mise aux enchères

**Art. 31.** Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communautaire, aux candidats, les renseignements suivants:

1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;

2° le moment du début et de la fin du premier tour;

3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;

4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.

**Art. 32. § 1<sup>er</sup>.** L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.

Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:

1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 33, ou;

2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 36, ou;

3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 37.

§ 2. Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 33, ne fait aucune des trois communications visées au paragraphe 1<sup>er</sup> dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 36. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères visée à l'article 30, 1°.

**Art. 33. § 1<sup>er</sup>.** Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.

§ 2. L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.

§ 3. L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:

1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquences donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;

2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquences donné est égal au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.

§ 4. Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquences consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.

§ 5. Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

§ 6. Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.

§ 7. L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.

§ 8. L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.

**Art. 30.** De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:

1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 31 tot 41, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, eventueel met uitzondering van het frequentieblok waarvoor een kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht overeenkomstig artikel 36, van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz;

2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 42 tot 46, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.

In afwijking van het eerste lid, 1°, worden de in artikel 4, § 1, vermelde frequentieblokken in geval van de hergroepering bedoeld in artikel 15, geveild in overeenstemming met de bepalingen van de artikelen 44 tot 54 van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de frequentiebanden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz, tezelfdertijd als de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1, van het voormelde besluit.

#### Onderafdeling 2. — Veiling

**Art. 31.** Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:

1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;

2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;

3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;

4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.

**Art. 32. § 1.** Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.

Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:

1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 33, of;

2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 36, of;

3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 37.

§ 2. Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 33 een bod kan uitbrengen, geen van de drie in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 36. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1°.

**Art. 33. § 1.** De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.

§ 2. Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.

§ 3. Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende rondes op basis van de volgende principes:

1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;

2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.

§ 4. Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.

§ 5. Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

§ 6. Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.

§ 7. Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.

§ 8. Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.

**Art. 34.** Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.

**Art. 35.** Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat, conformément à l'article 33, dépasse un nombre multiple de 50 millions d'euros et à partir de 150 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 2,5 millions d'euros.

La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.

**Art. 36.** Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum trois fois durant la mise aux enchères visée à l'article 30, 1<sup>o</sup>.

**Art. 37.** Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences visé à l'article 30, 1<sup>o</sup>, peut se retirer de la mise aux enchères visée à l'article 30, 1<sup>o</sup>. Ce retrait est définitif et irrévocable.

**Art. 38.** Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.

**Art. 39.** Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:

1<sup>o</sup> le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;

2<sup>o</sup> le moment du début et de la fin du tour suivant;

3<sup>o</sup> le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.

**Art. 40.** Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.

**Art. 41.** A l'issue du dernier tour visé à l'article 40, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.

### Sous-section 3. — Positionnement

**Art. 42.** L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.

Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 43 à 46 ne se tient pas.

**Art. 43.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans les bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.

§ 2. Toutes les options doivent respecter les critères suivants:

1<sup>o</sup> tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont positionnés de manière contiguë;

2<sup>o</sup> les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie inférieure des bandes de fréquences 703-733 MHz et 758-788 MHz.

**Art. 44.** L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:

1<sup>o</sup> la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;

2<sup>o</sup> le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.

**Art. 34.** Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.

**Art. 35.** Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, overeenkomstig artikel 33, een veelvoud van 50 miljoen euro overschrijdt en vanaf 150 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 2,5 miljoen euro.

Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.

**Art. 36.** Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal driemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1<sup>o</sup>.

**Art. 37.** Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok bedoeld in artikel 30, 1<sup>o</sup>, mag zich uit de toewijzing bij opbod bedoeld in artikel 30, 1<sup>o</sup> terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.

**Art. 38.** Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.

**Art. 39.** Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:

1<sup>o</sup> het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;

2<sup>o</sup> het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;

3<sup>o</sup> het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.

**Art. 40.** De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.

**Art. 41.** Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 40 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.

### Onderafdeling 3. — Positie

**Art. 42.** Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.

Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 43 tot 46 niet gehouden.

**Art. 43.** § 1. Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz.

§ 2. Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:

1<sup>o</sup> alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden aaneengrenzend geplaatst;

2<sup>o</sup> de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden in het laagste deel van de frequentiebanden 703-733 MHz en 758-788 MHz geplaatst.

**Art. 44.** Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:

1<sup>o</sup> de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;

2<sup>o</sup> het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.

**Art. 45.** § 1<sup>er</sup>. Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.

§ 2. Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.

Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.

**Art. 46.** § 1<sup>er</sup>. A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.

§ 2. L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.

Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.

#### Section 6. — Octroi des droits d'utilisation

**Art. 47.** § 1<sup>er</sup>. L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.

§ 2. L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.

§ 3. L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.

Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.

§ 4. La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 19, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>.

§ 5. En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément :

1<sup>o</sup> à l'article 33 du présent arrêté ; ou

2<sup>o</sup> à l'article 46 de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz ; ou

3<sup>o</sup> à l'article 28 de l'arrêté royal du 28 novembre 2021 concernant l'accès radioélectrique dans les bandes 900 MHz, 1800 MHz et 2 GHz.

**Art. 48.** Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.

Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 700 MHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 16.

#### CHAPITRE 11. — Dispositions finales

**Art. 49.** Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 novembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre des Télécommunications,  
P. DE SUTTER

**Art. 45.** § 1. Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.

§ 2. Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.

Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.

**Art. 46.** § 1. Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.

§ 2. De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.

Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.

#### Afdeling 6. — Toekenning van de gebruiksrechten

**Art. 47.** § 1. Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.

§ 2. Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.

§ 3. Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.

Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.

§ 4. De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 19, § 1, 7<sup>o</sup>.

§ 5. In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met:

1<sup>o</sup> artikel 33 van dit besluit; of

2<sup>o</sup> artikel 46 van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz ; of

3<sup>o</sup> artikel 28 van het koninklijk besluit van 28 november 2021 betreffende radiotoegang in de banden 900 MHz, 1800 MHz en 2 GHz.

**Art. 48.** De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.

Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 700 MHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 16.

#### HOOFDSTUK 11. — Slotbepalingen

**Art. 49.** De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 november 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,  
P. DE SUTTER